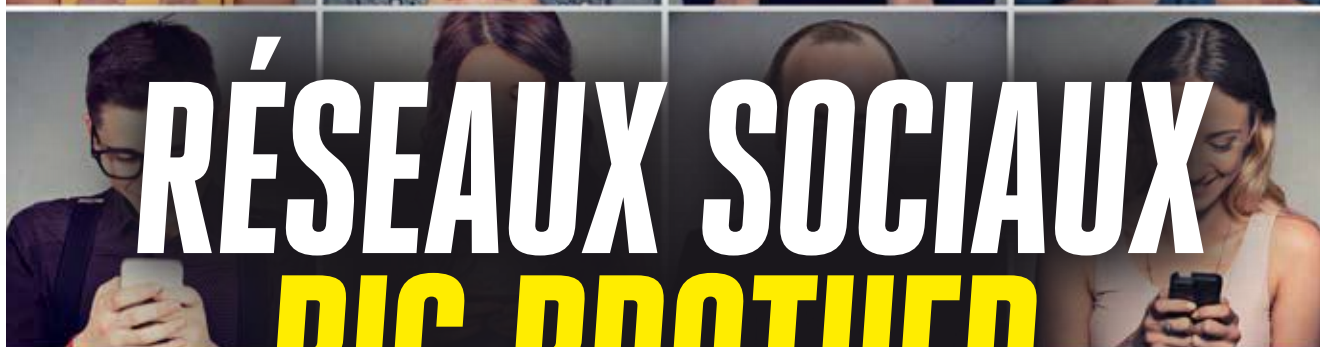


LES FEMMES AUX FOURNEAUX ! | CATHOS LA DROITISATION

CAUSEUR.fr

CAUSEUR



**RÉSEAUX SOCIAUX
BIG BROTHER,
C'EST NOUS!**

**AVEC MARCEL GAUCHET, RAPHAËL
ENTHOVEN, RÉGIS MAILHOT...**

**L'ARNAQUE
DES FAKE NEWS**

ISSN 1966-6055
Belg : 6.60 € - Lux : 6.60 € - Suisse : 10.60 CHF - Canada : 12.50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6.60 €

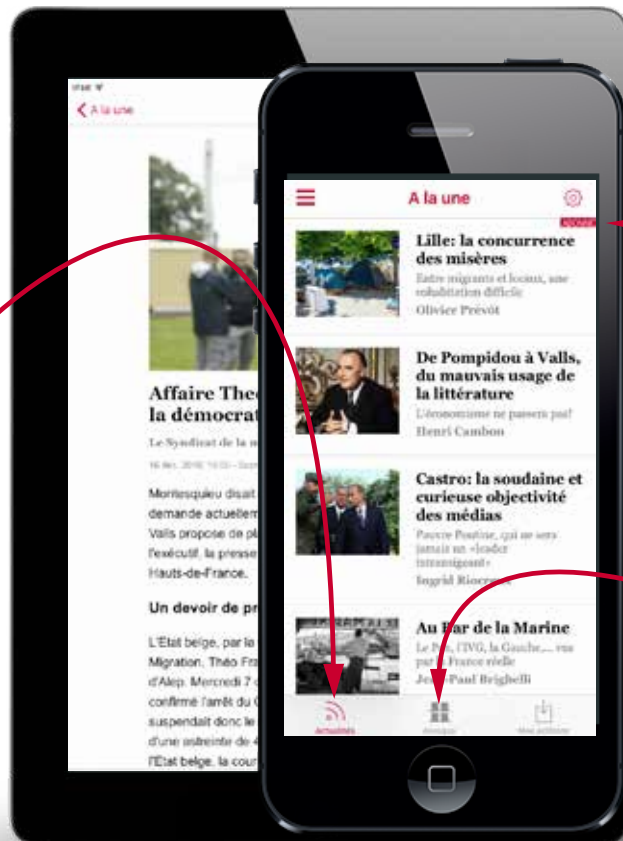
www.causeur.fr - Surtout si vous n'êtes pas d'accord - mensuel n° 54 - février 2018

M 02252 - 54 - F - 5,90 € - RD



NOUVEAU

Une application unique pour lire les articles de Causeur.fr et le magazine



Suivi du contenu du site Web en temps réel

Possibilité de lire les articles réservés aux abonnés

Accès au magazine et aux archives

Articles réservés aux abonnés



Retrouvez les articles gratuits et réservés aux abonnés dans votre application

Design repensé



Profitez d'une application plus ergonomique avec une meilleure qualité de photo

Confort de lecture accru grâce au "mode article"



Sélectionnez un article du magazine, touchez de manière prolongée votre écran pour passer en "mode article"

CAUSEUR
Surtout si vous n'êtes pas d'accord | Mensuel



Disponible sur
App Store

C'EST LA JUSTICE QU'ON VIOLE

Pardonnez-moi l'expression, mais nos ancêtres étaient vraiment des cons. À quoi pouvaient bien servir toutes ces controverses sur la justice, la morale et la grâce, tout ce fatras sur l'équilibre des pouvoirs et des contre-pouvoirs, tous ces chichis élaborés en quelques siècles pour garantir l'indépendance des juges et les droits de la défense, sinon à produire d'ennuyeux livres attrapant la poussière et risquant, de surcroît, de détourner d'innocents enfants de leurs saines activités numériques ? Cet invraisemblable empilement de lois et de procédures a-t-il du sens quand n'importe quel citoyen peut se faire en quelques clics une idée de la culpabilité ou de l'innocence ?

Nous assistons au déploiement d'un ordre nouveau, post-démocratique, où l'opinion fait la loi et le pilori médiatique remplace la salle d'audience. Redoutons que l'affaire Darmanin préfigure notre avenir, un monde où la terreur exercée par les justicières féministes nous conduira à renoncer à toute justice.

On est obligé, s'agissant des faits, de puiser dans l'enquête du *Monde* du 27 janvier, nécessairement à charge dès lors qu'elle repose surtout sur le témoignage direct et les procès-verbaux d'interrogatoire de la plaignante – qui ose encore parler de secret de l'enquête ? –, ainsi que sur les premiers éléments du dossier judiciaire. On y apprenait qu'à la mi-janvier, le parquet de Paris avait ouvert une enquête préliminaire au sujet d'une plainte pour viol déposée à l'encontre du ministre de l'Action et des Comptes publics. En 2009, Gérard Darmanin, 26 ans, n'est qu'un militant ambitieux qui a décroché un poste de chargé de mission au siège de l'UMP. Et probablement « *un sale con* », comme il semble l'avoir reconnu dans un message à la plaignante. Ce n'est pas un crime et ça s'arrange parfois avec l'âge. Il reçoit « So », une femme sans doute séduisante, dont la spécialité est de harceler les « puissants » qu'elle peut atteindre pour faire blanchir son casier d'une vieille condamnation (ou la faire annuler, ce n'est pas clair). Peut-être a-t-elle inondé les rédactions de ces dossiers qui finissent dans une poubelle sans avoir été lus. Elle obtient parfois à l'usure une « intervention », expression privilégiée du clientélisme officiel – « Mon cher X, aurais-tu la bonté de faire examiner le cas de Mme Y ? Mes amitiés à madame. » Ça n'engage à rien, et dans le cas présent, ça ne pouvait servir à rien, mais la dame l'ignorait sans doute. Il est possible que le jeune homme lui ait ensuite explicitement proposé la botte en échange d'une influence qu'il n'avait pas. Mais si marché il y a eu, ce n'était pas sous la contrainte, puisque l'acte aurait été commis dans une chambre d'hôtel, après un passage dans le club échangiste Les Chandelles et une fois que l'agresseur présumé eut été envoyé acquérir du gel douche et du dentifrice. Quelques mois plus tard, l'élue d'opposition à Tourcoing adresse la lettre tant espérée au garde des

Sceaux, Michèle Alliot-Marie, et en avertit « So », qui est fumasse, mais en reste là...

En 2017, Darmanin entre au gouvernement. Le mari de « So » se souvint alors que son épouse a été, neuf ans plus tôt, victime « *d'abus de faiblesse, d'abus de pouvoir, voire de viol* ». Lettre au garde des Sceaux, François Bayrou, ouverture d'une enquête pour viol puis, en juillet 2017, classement pour « *absence totale d'infraction* » – la victime présumée ayant ignoré les convocations.

C'est alors qu'intervient l'inénarrable Caroline De Haas, dont les méfaits devraient inquiéter autant qu'ils font rigoler, maintenant qu'elle ajoute à sa palette de compétences le coaching victimaire et le conseil judiciaire. Peut-être le président de la République devrait-il désormais lui soumettre préalablement la composition du gouvernement afin qu'aucun porc, pourceau ou porcelet ne s'y glisse ? Avec une avocate de ses amies, elle explique au couple qu'il s'agissait bien d'un viol et le persuade de retenter sa chance. Le consentement de « So » aurait été obtenu par surprise, ce qui semble peu compatible avec l'achat du gel douche, mais je ne suis pas juge. En attendant, effaçons de l'histoire du cinéma et de la littérature tous les baisers obtenus par surprise, qui sont un appel au viol.

Si on ne peut pas être jugé deux fois pour les mêmes faits, on peut être poursuivi deux fois. La justice devra déterminer ce qui s'est passé dans cette chambre d'hôtel. En attendant, le lynchage a déjà commencé. Que l'Élysée tienne bon est presque miraculeux.

La pétition lancée par « le mouvement », troupe emmenée notamment par Elliot Lepers, expert en harcèlement et délation numériques des méchants machos, flanque vraiment la trouille. « *Quand un ministre est mis en cause pour viol, il ne peut pas rester au gouvernement* », décrètent les signataires. Un système où l'accusation vaut condamnation, voilà qui est un véritable choc de simplification. Staline lui-même tenait à des simulacres de procès.

Mais le pompon de la lâcheté, du conformisme et de l'opportunisme revient à Laurent Wauquiez. Celui-ci avait l'occasion d'apparaître comme le champion de la résistance au politiquement correct. Il n'a pas su résister au plaisir de faire une mauvaise manière à Macron. Au lieu de défendre Darmanin au nom des principes, il règle ses comptes sur le mode mesquin et réclame sa démission – contre l'avis de quelques ténors ou ex-ténors de son parti qui sauvent l'honneur. Le plus désolant, c'est que céder au néo-féminisme caporaliste n'est même pas un bon calcul. La France dans ses tréfonds a plus de bon sens que quelques milliers de pétitionnaires professionnels. En se laissant intimider par la meute, Wauquiez trahit le peuple qu'il prétend représenter. Et contrairement à ce qu'il croit, dans cette affaire, c'est Macron qui a le beau rôle. •

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bannasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Luc Rosenzweig, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Hervé Algalarrondo, Gérald Andrieu, Jérôme Blanchet-Gravel, Matthieu Bock-Côté, Renaud Camus, Vincent Chebat, Pierre Lamalattie, Jean-Marc Manach, Jérôme Maucourant, Thomas Morales, André Perrin, Lucien Rabouille, Philippe Raynaud, Erwan Seznec, Emmanuel Tresmontant, Marina Valensise.

Direction artistique
Aymeric Duthéil

Iconographie
Alexandre Deneff

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
©shutterstock

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 54 – FÉVRIER 2018

3

L'éditorial d'Élisabeth Lévy

C'est la justice qu'on viole

12

« Le génocide juif est l'aune de l'horreur »

Renaud Camus

14

Notre-Dame-des-Landes Dix questions sur la société postindustrielle

Erwan Seznec

22

UJFP : antisionisme subventionné

Luc Rosenzweig et Vincent Chebat

26



Jérôme Fourquet « Les cathos pratiquants sont assez rétifs à l'accueil des migrants »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

30



Djordje Kuzmanovic « L'immigration économique est d'abord un drame pour les pays d'origine »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

34

Macron, une pensée complexe et décomplexée

André Perrin

38

Un Macron a fait le printemps

Hervé Algalarrondo

40

L'esprit de l'escalier

Alain Finkielkraut

RÉSEAUX SOCIAUX BIG BROTHER, C'EST NOUS !

46

L'archipel du #hashtag

Élisabeth Lévy

52



Marcel Gauchet
« Les réseaux sociaux ont démocratisé la manipulation »

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy

57

Jordan Peterson,
professeur d'insoumission

Mathieu Bock-Côté

58

Raphaël Enthoven,
gentleman Twitter

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy

60

Peut-on rire dans la dignité ?

Jean-Paul Lilienfeld

62

Régis Mailhot
« Si Twitter avait existé dans les années 1940, les caves auraient été vides »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy et Jean-Paul Lilienfeld

64

La justice Sauvage des réseaux sociaux

Gil Mihaely

70

Facebook, l'armée nouvelle

Jean-Marc Manach

72

Usbek & Rica
Face aux réseaux sociaux, n'ayez pas peur !

Propos recueillis par Gérald Andrieu

CULTURE & HUMEURS

78

Cuisine et indépendances

Emmanuel Tresmontant

82

Sam Szafran
Des racines et des lianes

Pierre Lamalattie

86

Conservateurs, oubliez Robespierre !

Philippe Raynaud

88



Frédéric Ferney
« L'égalité, en France, c'est le droit sacré de dire merde à son voisin ! »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

92

Roulez vieillesse !

Thomas Morales

94

Levet, poète disparu

Jérôme Leroy

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

Prochaine parution :
le 7 mars 2018.

Le djihadisme reste à construire

Par Gil Mihaely



Thomas Barnouin.

Depuis la défaite de l'État islamique en Irak et en Syrie, l'opinion publique s'inquiète du retour des Françaises et Français partis rejoindre Daech qui essaient maintenant de regagner leur mère patrie. Et l'interrogatoire d'un certain Thomas Barnouin, que ses geôliers kurdes ont diffusé sur Twitter, ne rassurera pas nos compatriotes.

Converti à l'islam en 1999, djihadiste à partir de son séjour en Arabie saoudite en 2005 et ancien de la célèbre filière d'Artigat à laquelle appartiennent les frères Merah, Barnouin est un gros poisson. Il explique s'être décidé à partir en Syrie avec femme et enfants en 2014 après que « *des musulmans* » sont venus chez lui pour lui annoncer qu'ils y avaient fondé un État islamique. Quelques années plus tard, le prisonnier des Kurdes ne cache pas son amertume : « *Je me suis rendu compte après avoir combattu durant quatre ans avec Daech qu'il s'agissait de criminels. Pour moi, honnêtement, Daech est une création des services de renseignements. Ce n'est pas une organisation islamique sincère. C'est une alliance entre services de renseignements et d'anciens baasistes qui sert son propre agenda au Moyen-Orient.* »

Autrement dit, si l'État islamique a trahi l'islam, ce n'est ni en défenestrant des homosexuels ni en brûlant vifs des prisonniers, mais parce qu'ils « *se sont battus pour le pétrole* ». Aux yeux de Barnouin, Daech était un vaste complot ourdi par les services de renseignement occidentaux dont les djihadistes sincères seraient les innocentes victimes. Au fond, Thomas Barnouin réécrit le bon vieux mythe du coup de poignard dans le dos. Sans doute prépare-t-il inconsciemment le coup d'après : Daech a échoué parce que ce n'était pas l'authentique Daech. Bref, pas d'amalgame ! •

Trépassages à niveau

Par François-Xavier Ajavon



Triste mois de janvier : adieu Notre-Dame-des-Landes, adieu France Gall, adieu les sixties ! Parmi les autres grands projets abandonnés des années 1960, il y a les villes nouvelles, le Concorde, la colonisation de la lune, et l'inénarrable aérotrain Cergy-Pontoise/Paris. Avant la crise pétrolière, monter un réacteur d'avion sur un train paraissait être une bonne idée...

Cinquante ans plus tard, le train s'est mis au vert. Au Japon, des chercheurs développent un projet novateur qui n'était même pas en germe dans les années 1960. Le professeur Tournesol en aurait rêvé : afin d'éviter les collisions entre les trains et les bêtes errant dans le voisinage des voies de chemin de fer, des haut-parleurs géants diffusent des cris d'animaux sur les locomotives. Pour effaroucher toutes les espèces concernées, la bande-son mixe trois secondes de brame de cerf et vingt secondes d'abolements de chiens. Banco : le nombre d'animaux tués aurait diminué de moitié !

Dans l'Hexagone, les « *accidents graves de voyageurs* » concernent moins les cerfs que les individus suicidaires. Le mois dernier, Guillaume Pepy himself, président de la SNCF, s'est retrouvé par hasard coincé à bord d'un TGV Lille-Paris qui a percuté un malheureux. Pendant cette péripétie ferroviaire, le grand patron a pris le micro pour s'excuser auprès des usagers. Comme dans un clip de rap. La vidéo a circulé. Il était désolé pour la gêne occasionnée. Reste à savoir quelle annonce vocale il faudrait diffuser pour éviter les suicides... •

Un réprouvé à Sciences-Po

Par Lucien Rabouille

Des parents immigrés camerounais, une « *enfance assez difficile* » en Seine-Saint-Denis, une ascension à la force du poignet qui l'a mené d'un lycée de ZEP à Sciences-Po : Matei Ngangue avait tout pour plaire. Si bien qu'en novembre 2016, *Les Échos* lui consacraient un portrait dithyrambique. Dans l'euphorie, ce jeune homme gouailleur confiait sa drôle d'ambition : devenir haut fonctionnaire et « *businessman accompli* ». Qu'importe l'impossibilité légale de ce double dessein, Ngangue poussait l'altruisme jusqu'à annoncer un projet de construction de logements pour déshérités dans des conteneurs usagés. L'évangile selon saint Matei s'annonçait donc sous les meilleurs auspices.

Un an plus tard, la *success story* tourne au vinaigre : voici Ngangue sous le coup d'une menace d'exclusion ! Pas particulièrement réputée pour sa discipline de fer, l'école de la rue Saint-Guillaume n'a pas apprécié l'irrévérence de son ancien espoir. En cause, une vidéo YouTube dans laquelle cette grande gueule se mêle à la polémique #balancetonporc : « *Les femmes se disant abusées par Weinstein [avaient] attendu dix ans pour porter plainte, alors qu'elles auraient pu se découvrir plus tôt victimes* », souligne Ngangue. Et l'insolent d'ajouter que le producteur priapique « *leur a permis de faire carrière. Elles ont accepté les conditions posées et ont donc mis leur carrière avant leurs valeurs.* » Il n'en fallait pas davantage pour qu'une militante de l'UNEF rapporte ces propos de comptoir au pôle « *égalité femmes-hommes* » de Sciences-Po. Sans plus tarder, l'administration a suspendu le trublion – en attendant



la décision définitive de la commission disciplinaire, laquelle se prononcera sur tout un ensemble de méfaits. Lui sont notamment reprochés un appel au viol, des propos sexistes ou homophobes, la perturbation d'une conférence et un panégyrique de Pinochet sur Facebook. Pour sa défense, Matei Ngangue estime que tout cela « *n'a rien à voir avec Sciences-Po* ».

Lors de la dernière présidentielle outre-Atlantique, le célèbre institut avait organisé une nuit américaine pour suivre l'issue du scrutin en direct. On se souvient des larmes et de la stupéfaction des étudiants sidérés par la défaite surprise d'Hillary Clinton. Patatras un an après : voilà que son futur Obama tombe le masque... de Trump. •

LE DÉRADICALISÉ DU MOIS

« **Étant athée, rationaliste, qui plus est freudien-lacanien, je suis un peu préservé du côté obscur de la France.** »

Gérard Miller dans l'émission « *Clique* », Canal +, 14 janvier 2018.

Chassons les préjugés

Par Gil Mihaely



Quand on entend parler d'accidents de chasse, on imagine souvent un chasseur qui prend un de ses camarades pour une proie comme dans le sketch des Inconnus ! Il peut aussi arriver qu'une balle perdue touche un pauvre randonneur égaré.

Or, aux États-Unis, plus précisément dans l'État de New York, les statistiques officielles disent tout autre chose : sur six chasseurs morts en pleine action la saison dernière, un seul a été touché par balle, les cinq autres étant tombés du haut d'un arbre. Et certains pensent que les pouvoirs publics sous-estiment l'hécatombe : un chasseur blessé qui se présente aux urgences ne se déclare que rarement victime d'un accident aussi ridicule...

Ces drames sont la rançon du succès d'une nouvelle technique de chasse qui consiste à surprendre cerfs ou chevreuils à partir d'une hutte rudimentaire installée entre les branches des arbres au milieu de la forêt. Après des heures de guet, il arrive que la fatigue et les membres engourdis jouent des tours aux plus chevronnés : un petit mouvement, une perte d'équilibre et une chute est vite arrivée.

N'en déplaise aux militants antichasse, certains accidentés ne renoncent pas à leur loisir du dimanche. Ainsi, Jeff Callahan, 57 ans, devenu paraplégique à la suite d'une chute de chasse de quatre mètres, a trouvé la parade. Aidé par un ami qui pousse sa chaise roulante dans la forêt, il vise sa proie avec ses dents et actionne la gâchette avec son tube respiratoire ! •

Des injustes chez Justin

Par Jérôme Blanchet-Gravel

Depuis l'élection du Premier ministre Justin Trudeau en 2015, le Canada est plus que jamais perçu comme l'eldorado du multiculturalisme. Mais ce cliché cache une réalité bien différente.

Plusieurs chiffres indiquent que la terre de l'érable n'est pas seulement un pays « hospitalier à la différence », selon la formule du philosophe Charles Taylor. Ainsi, en mars 2017, selon un sondage de l'institut CROP, 40 % des Canadiens jugeaient qu'il y avait trop d'immigrés. Plus de la moitié des Canadiens exprimaient des craintes sur l'avenir de leur culture et de leur identité.

Quelques mois plus tard, une enquête Ipsos révèle qu'environ la moitié de la population canadienne ne croit pas à l'intégration des derniers arrivés. Aux antipodes des discours vivre-enssemblistes, 41 % des Canadiens pensent que les réfugiés mentent sur leur situation et viennent au Canada pour des raisons exclusivement économiques. Trump semble même avoir fait des émules outre-frontière puisque 52 % des personnes interrogées voient dans certains migrants des terroristes venus semer « la violence et la destruction ».



Comme partout en Occident, le fantasme d'un Disneyland multiculti ne séduit guère que les élites. Si ces enquêtes nous livrent un scoop, c'est que Canadiens anglophones et Québécois répondent – pour une fois – d'une même voix. Ainsi, un jeune dirigeant libéral-libertaire gouverne une population largement réfractaire à l'immigration. Toute coïncidence avec un pays cousin... •

Out of Nigeria

Par Gil Mihaely

Fin 2017, la police de Louisiane a réalisé un sacré exploit : arrêter le « prince nigérian ». Michael Neu, 67 ans, a conquis de haute lutte ce surnom dont l'a affublé la presse américaine. Ni nigérian ni même afro-américain, cet escroc interpellé après dix-huit mois de traque est le cerveau présumé d'une filière d'« arnaque au prince nigérian ». Un procédé hélas bien connu des internautes qui consiste à extorquer des fonds en envoyant ce genre de mails :

« *Sujet : distribution des fonds d'aides humanitaires, URGENT*

Je dispose de 15 000 000 (quinze millions) de dollars américains que je souhaite distribuer à des associations. J'ai besoin de votre aide pour le faire et je suis prêt, si vous êtes d'accord, de vous rémunérer généreusement pour assistance dans ce projet. Cette demande pourrait vous surprendre et je comprends que vous soyez tenté de l'ignorer, mais je vous implore de la considérer comme une action de grâce et la traiter avec sérieux et humilité. »

La suite est une histoire déchirante où l'on vous explique pourquoi, contre toute logique, cette personne richissime a tellement besoin de vous qu'elle est prête à vous rétribuer grassement. Dans une autre version, un avocat vous annonce que quelqu'un dont vous n'avez jamais entendu parler vient de mourir et vous lègue

tous ses biens. Ces messages se terminent toujours de la même façon : on vous demande de contacter l'envoyeur pour lui rendre un petit service : communiquer vos coordonnées bancaires et lui virer une certaine somme d'argent...

Au Nigéria, cette escroquerie est devenue un quasi-sport national depuis l'avènement d'internet, au point qu'on l'identifie désormais avec ce pays. En quelques années, des milliards de mails semblables ont fait appel aux ressorts les plus nobles (l'altruisme) et vils (la cupidité) de la nature humaine. Nul besoin de finesse pour aller à la pêche aux dollars à partir d'un cybercafé de Lagos : statistiquement, il y aura toujours assez de gogos pour mordre à l'hameçon même quand l'appât est grossier. Malgré ses moyens modernes, ce larcin ne fait que remettre au goût du jour une arnaque vieille de trois siècles. À l'époque, comme dans un roman d'aventures, un bon samaritain vous racontait qu'une noble et riche personne était prisonnière en Espagne. Ses geôliers ignorant sa véritable identité, votre discrétion était sollicitée afin que le malheureux puisse recouvrer sa liberté et son honneur tout en vous accordant une généreuse récompense. On vous demandait juste une petite avance pour graisser la patte des gardes, trois fois rien par rapport au pactole qui vous tendait les bras... Vidocq mentionne ce grand classique du XVIII^e siècle dans ses Mémoires publiés en 1828, soit quelques années avant la naissance du net !

Ainsi l'arnaque est-elle devenue une industrie low cost comme les autres. •



SUS AUX BRIGITTE !

Par Jean-Paul Lilienfeld

Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ? Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.



Brigitte Lahaie, dont vous et moi ignorons le passé, mais qui pour ce qu'on en connaît sait plus que toutes les « bigotes de la cause » ce qu'est le sexe non désiré, si ce n'est contraint, lâche dans un sanglot : « *Je suis surtout une femme qui a souffert dans sa chair et qui depuis trente ans aide les femmes à se libérer.* » Et parce que cette femme a l'élégance de ne pas s'appesantir sur son passé, dont on devine bien, aux quelques détails lâchés sur le divan de Fogiel, qu'il comporte des zones troubles, parce qu'elle a la dignité de sa résilience obtenue à force de travail et d'obstination, elle n'aurait droit qu'au lynchage en ligne, l'empathie étant réservée à celles dont le malheur non surmonté permet de se sentir utiles, grandes et généreuses ?

Brigitte Lahaie parle de ce qu'elle connaît mieux que beaucoup d'autres. Le fait de jouer parfois pendant un viol – *parfois*, ça veut dire « pas souvent », ça veut dire « rarement », mais celles à qui ça arrive se sentent tellement coupables qu'elles s'en considèrent deux fois plus sales – est une vérité et un obstacle supplémentaire à la reconstruction tellement connus

que même un site comme « NON aux violences sexuelles » [violencessexuelles.be/mythes-ausujet-des-agressions-sexuelles, NDLR] traite ce problème dans une rubrique démontant les mythes sur le sujet : « *Le mythe : Si la victime est excitée sexuellement ou a eu un orgasme durant le viol, cela signifie qu'elle a ressenti du plaisir. La réalité : Certaines victimes ont une érection ou un orgasme durant une agression sexuelle, ce qui peut être troublant, et donner l'impression que c'était agréable. La plupart des personnes ne savent pas qu'une érection/un orgasme peut survenir durant un stress extrême. Il n'est donc pas question d'excitation sexuelle. [...] Que la victime ait le vagin mouillé ne signifie nullement qu'elle soit consentante ou qu'elle en ait envie.* »

J'étais jusqu'à présent assez perplexe sur #balan-
cetonporc, partagé entre l'évidence qu'il libé-
rait une parole indispensable et celle de sa non
moins évidente toxicité entre les mains sans
éthique de la « foule », celle qui allait assister
aux exécutions tant qu'elles étaient publiques,
celle qui attend les criminels à la sortie des
tribunaux pour leur cracher dessus, celle qui
faisait le salut nazi avant d'apprendre précipi-
tamment le V de la Victoire en 1944. L'appel

aux réactions de masse, la caisse de résonance démultiplicatrice avaient entamé mon soutien à ce hashtag.

Un « microévénement » a transformé ma méfiance en défiance.

Qu'on en juge. La réalisatrice Brigitte Sy a commis un crime ! Elle a signé *la tribune* des 100 femmes. Il y a des points que je ne partage pas dans cette tribune. Reste que la résumer aux approximations faites depuis sa parution est un procédé inique quoique désormais banal de disqualification de quiconque ne pense pas « comme il faut ».

De plus, l'éternel argument « c'était-pas-le-moment » me rappelle fâcheusement le prétexte de « non-stigmatisation » qui a longtemps permis d'interdire que l'on voie certains problèmes, et au passage de décerner à ceux qui voyaient et qui disaient leurs galons de néo-réactionnaires.

Et voilà que Brigitte Sy, la mal-pensante, vient d'apprendre que son film, *L'Astragale*, était déprogrammé du cycle « Le genre fait son cinéma » au Ciné 104 de Pantin, organisé par le Collectif féministe de Pantin, par le mail suivant : « *Les projections-débats du cycle "Le genre fait son cinéma" ont pour objectif d'engager avec les habitant-e-s de Pantin une réflexion sur le féminisme et sur les inégalités entre les femmes et les hommes. Nous pensons que le moment n'est pas opportun pour débattre sereinement dans ce cadre avec une signataire de la tribune des cent femmes. En effet, les positions tenues dans cette tribune vont à l'encontre de valeurs féministes que nous portons. Elles banalisent les violences faites aux femmes et dépolitisent les questions que les féministes ont mis 30 ans à construire. Elles jettent le discrédit sur les féministes, qui se sont battues et continuent de se battre pour l'émancipation et la liberté des femmes. Enfin, elles expriment un réel mépris de classe. Nous sommes disposées à en discuter avec elle si elle souhaite s'en expliquer.* »

On cauchemarde ! Qui sont ces « femmes de bien » pour laisser généreusement à cette réalisatrice la possibilité de « s'expliquer » si elle le souhaite, de quel droit la traduisent-elles devant ce tribunal populaire autoproclamé ?

On ne parle pourtant pas ici de propos honteux,

on parle d'une ligne plus nuancée du féminisme. On parle de s'éloigner du manichéisme. Son film était programmé depuis des mois (la projection initialement prévue en décembre avait été reportée en janvier pour des questions d'organisation), c'est donc bien uniquement en réaction à sa signature qu'il a été censuré.

Certes, ce collectif est libre de programmer les films qu'il souhaite, mais déprogrammer un film au prétexte que sa réalisatrice s'est écartée de la ligne laisse craindre quelques stages agricoles à venir pour rééduquer les réfractaires au « Petit Livre rose ».

De plus, l'accusation portée contre Brigitte Sy et les signataires de la tribune du *Monde* de « dépolitiser » le débat et d'exprimer « un réel mépris de classe » est particulièrement significative. Elle suggère que #balancetonporc aurait pour but de défendre les travailleuses sur leur lieu de travail.

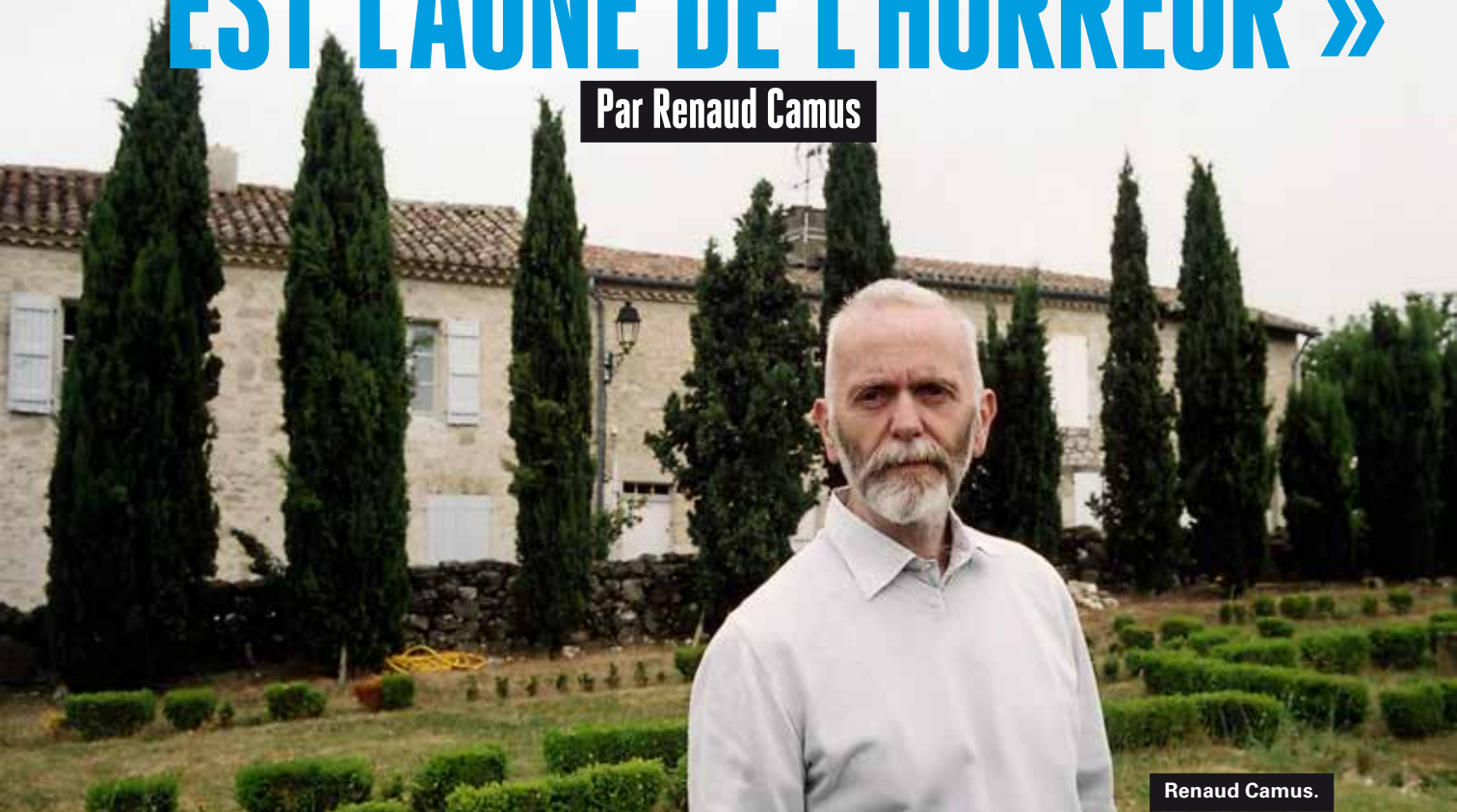
Il est évident que les femmes aux prises avec leurs chefs de service et autres petites ou grandes autorités sont beaucoup plus démunies et vulnérables que celles qui, comme notre patronne vénérée, n'hésiteraient pas à envoyer chier qui de droit en cas de besoin. Il n'en est pas moins vrai que des actrices connues, dont les témoignages, en larmes avec effet retard, ont ému le monde entier, n'ont pas grand commun avec la plupart des victimes. Certes, toutes sont confrontées au même choix cornélien : dénoncer ou perdre un emploi. Les unes prennent le risque de rater un film à Oscar, les autres de ne pas avoir de quoi nourrir leurs enfants.

Les ukases et excommunications d'une poignée de dogmatiques persuadées d'être la seule incarnation de la vertu, l'élimination du contradictoire, la diabolisation de l'avis différent sont finalement une manière d'apporter un soutien criant à cette tribune nuancée, d'en montrer toute sa pertinence : ne rien nier de l'indispensable combat contre les violences faites aux femmes, mais se défier du néomaccarthysme de l'ordre moral.

Le mois prochain, nous verrons pourquoi il serait judicieux de rayer des encyclopédies les articles sur les érections post mortem, notamment chez les pendus. Prétendre que la mort peut faire jouir est scandaleux et la mandragore est une fleur réactionnaire. •

« LE GÉNOCIDE JUIF EST L'AUNE DE L'HORREUR »

Par Renaud Camus



Renaud Camus.

Fin octobre, Renaud Camus écrivait dans un tweet : « Le génocide des juifs était sans doute plus criminel, mais paraît tout de même un peu petit bras auprès du remplacisme global. » Alain Finkielkraut a réagi dans « L'Esprit de l'escalier » (Causeur n°52), s'attristant de voir Camus céder « au démon de l'analogie » et estimant que, si la démocratie a enfanté un monstre, ce monstre n'est pas génocidaire. L'écrivain répond à son tour à cette critique.

Alain Finkielkraut dit que je creuse ma tombe. Il a raison. Puis je scierai la branche sur laquelle je serai assis, juste au-dessus. C'est le plus simple. Il faut en finir.

Tweeter, déjà, c'est se quitter un peu. J'aime les littératures à contrainte. C'est au point de regretter le passage aux 280 signes, ce relâchement de la forme. Mehdi Meklat n'avait pas tout à fait tort quand il disait que c'était un autre qui twee-

taient en lui, son double maléfique. Je n'irai pas jusque-là. Mais il est certain que ce mode d'expression qui fut inconnu à tout un siècle de ma vie m'invite à un autre style, un autre moi, une autre grammaire, d'autres mots. « *C'est donc un amoureux qui parle et qui dit :* », écrit Barthes à l'orée de ses *Fragments*. « *C'est donc un twittos qui s'exprime et qui dit :* »

Prenons *petit bras*, pour commencer par la partie la moins défendable de mon dossier. *Petit bras* n'appartient

pas à mon vocabulaire, je crois que je ne connaissais même pas cette expression il y a quelques années. Elle est triviale, vulgaire, et c'est une faute de goût incontestable que de l'avoir employée à proximité des mots *génocide des juifs*. Je prie qu'on m'en excuse. Mais bien entendu je n'ai jamais écrit que le génocide des juifs était *un peu petit bras*. J'ai écrit, sur un ton twitterrien déplacé, qu'il l'était *auprès du remplocisme global*. Si l'on dit qu'un paquebot est une barque auprès d'un iceberg, on ne dit pas que le paquebot est une barque : on dit que l'iceberg est colossal. La phrase n'a de sens que dans la mesure où il est bien entendu que le paquebot est gigantesque. Et non (ceci à l'intention à l'UEJF), je ne dis pas que le génocide des juifs est un paquebot, pas même le *Titanic*. Je dis qu'il est l'aune de l'horreur, et, sur ce point, indépassable : « *plus criminel* » – Alain Finkielkraut le relève lui-même, en instruisant loyalement mon procès. Mais le remplocisme global, et même le seul Grand Remplacement, qui intéresse des dizaines de millions d'hommes et bouleverse trois continents, est plus largement étalé.

Au fond l'incident *petit bras* (j'espère que ce ne sera rien d'autre) aura eu l'avantage de bien mettre en lumière une divergence fondamentale de vues, entre Alain Finkielkraut et moi. Elle est parfaitement honorable pour les deux parties, tout intellectuelle, et il n'y a aucune espèce de raison d'en faire un casus belli.

Alain Finkielkraut voit l'univers concentrationnaire nazi comme un *unicum*, un isolat auquel il ne faut rien comparer. Je le vois comme un diamant noir, un aleph de l'abomination, le cœur des ténèbres – le plus monstrueux chapitre d'une histoire commencée avant lui et qui n'est pas close, il s'en faut de beaucoup : celle de la déshumanisation de l'homme, sa réduction à la Matière Humaine Indifférenciée (MHI).

Des deux, c'est moi qui donne aux camps de la mort le plus d'importance, puisque j'en fais un paradigme. Ils m'obsèdent au moins autant que mon opposant en ce grave débat. Bien loin d'en diminuer en quoi que ce soit l'horreur – ne parlons même pas de me livrer à une quelconque apologie de crime contre l'humanité, ou de m'abandonner au moindre négationnisme, comme m'en accusent quelques imbéciles haineux à la Frédéric Martel, que je poursuis en justice pour diffamation –, j'en ai fait de longue date le centre de ma réflexion (cf. par exemple *Discours de Flaran* ou *Nightsound*, tous les deux chez P.O.L.).

Le remplocisme global ne consiste pas à « *vouloir compenser par l'immigration la baisse de fécondité des pays d'Europe* » – que je juge pour ma part une excellente chose : plutôt au ciel que le reste du monde les imitât. Il consiste en la normalisation de l'homme, sa standardisation, selon l'enseignement de ce Frederick Winslow Taylor, père de l'organisation scientifique du travail, dont les principes ne furent par personne mieux mis en pratique que par Henry Ford, antisémite notoire dont

Hitler avait la photographie dans son bureau, à la chancellerie : les usines Ford allemandes jouxtaient les camps de la mort et travaillaient en étroite symbiose avec eux.

La bathmologie, science barthésienne des niveaux de langage, est seule à pouvoir rendre compte du retour marxien de l'histoire en farce tragique, à un autre niveau de la spirale du sens. La société antiraciste, qui tirait toute sa légitimité et son pouvoir idéologique du *plus jamais ça !* proféré face aux camps de la mort, a fini par accoucher d'un monde où l'on ne peut plus enseigner la Shoah, dans nombre d'écoles, et que les juifs furent par milliers, car ils n'y sont pas en sécurité ; cela tandis qu'à Berlin les enfants chéris de ce même antiracisme courent les rues aux cris de *Mort aux juifs !*

Finkielkraut pense que le nazisme était le contraire du remplocisme parce que « *pour Hitler, la grande hérésie est de croire, précisément, que les individus sont interchangeables* ». Précisément : qu'est-ce qui les empêche de l'être ? Les juifs, les Tziganes, les homosexuels, les fous. Une fois ceux-là éliminés, les Allemands et les Européens seront les mêmes, pareils au Même, interchangeables, comme étaient dressés à l'être les Hitlerjugend – et si l'un tombe il en viendra un autre, tout pareil. Quant aux juifs, ils sont réduits au plus commun dénominateur de la matière, humaine ou non humaine, cendres de leurs corps, or de leurs dents, sans parler de leur peau pour quelques abat-jour.

On a beaucoup vu l'univers concentrationnaire comme un crime contre les juifs, et on a eu mille fois raison ; mais il est temps de l'envisager aussi comme un crime contre l'homme, contre l'humanité de l'homme. Les boîtes à hommes où ne peuvent même pas se tenir debout, à Hong Kong et ailleurs, des travailleurs qui se ruinent en loyer pour être près d'un travail qui leur permet à peine de payer leur loyer relèvent de la même histoire que les châliits d'Auschwitz : celle de l'industrialisation du mal, ou de sa postindustrialisation, de sa standardisation. Le racisme avait fait de l'Europe un champ de ruines, l'antiracisme en fait un bidonville haineux. Le remplocisme global, cinématographiquement, c'est *Metropolis*, plus *Les Temps modernes*, plus *Soylent Green*.

Il n'y a pas de génocide, dit Finkielkraut (c'est même la preuve que je suis fou). Il ne voit pas que le génocide moderne a fait d'énormes progrès, spécialement « en termes d'image ». Tuer n'est même plus nécessaire. Il suffit de remplacer. C'est un peu plus long, mais plus sûr.

Nous serons au moins d'accord sur un point. Les sociétés postmodernes sont posthitlériennes, dit Finkielkraut. Je dirais même qu'elles ne sont que ça. Beaucoup à l'envers, par réaction (l'antiracisme) ; un peu à l'endroit, par coappartenance (la standardisation) : *La Seconde Carrière d'Adolf Hitler* est moins criminelle que la première, sans doute, mais de portée encore plus vaste. •



NOTRE-DAME-DES-LANDES DIX QUESTIONS SUR LA SOCIÉTÉ POSTINDUSTRIELLE

Par Erwan Seznec



La « route des chicanes », qui traversait la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et était prétendument interdite à la circulation, 16 janvier 2018.

L'annonce de l'abandon du projet d'aéroport du Grand Ouest a résonné comme une victoire des zadistes installés illégalement à Notre-Dame-des-Landes. Mais le mythe d'un retour à la nature cache des réalités moins reluisantes.

Édouard Philippe a tranché, l'aéroport de Nantes-Atlantique sera agrandi. La zone d'aménagement différé de 1 600 hectares (ZAD, rebaptisée « zone à défendre »), gelée depuis les années 1970 dans la perspective d'un nouvel équipement, n'a plus de raison d'être. Les élus locaux, les quatre exploitants agricoles qui refusaient l'expropriation et les zadistes ont fait plier les pouvoirs publics. Reste maintenant à faire plier quelques faits, particulièrement têtus. Le tour en dix questions.

Est-ce le triomphe des zadistes ?

Ce n'est pas ainsi qu'ils le vivent. Les zadistes entendent renverser le système capitaliste et instaurer de nouveaux rapports humains, libérés de la compétitivité et de la course au rendement (les textes disponibles sur nadir.org, le site de la ZAD NDDL, ne laissent subsister aucun doute à ce sujet). Ils ne sont pas en lutte contre un aéroport, mais contre l'inflation du transport aérien, symptôme d'une mondialisation hors de contrôle. Autant dire que leur victoire finale n'est pas pour demain. À tout prendre, Notre-Dame-des-Landes n'était pas le plus mauvais des combats. Enseignant à l'Institut français de géopolitique (Paris 8), Philippe Subra s'est penché sur le phénomène des zones à défendre. Il a isolé quelques déterminants de leur succès : « *Un bocage plus accueillant que des champs nus, la proximité d'un pôle universitaire qui fournit des militants et une alliance avec des acteurs locaux.* » Ce dernier point est crucial. À Sivens (Tarn), les syndicats d'agriculteurs étaient très hostiles aux zadistes. En Loire-Atlantique, une alliance de circonstances s'est nouée. Elle a été déterminante (voir ci-dessous).

Est-ce une défaite pour l'État ?

Il est trop tôt pour savoir si le gouvernement tirera un quelconque bénéfice politique de son choix. En revanche, pour la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), c'est la déroute, l'humiliation totale. Le dossier de Notre-Dame-des-Landes était solide, quoi qu'en disent les opposants. La DGAC a fait travailler trois personnes à plein temps sur ce projet

pendant dix ans. Elle a recruté et formé des contrôleurs aériens, pour une montée en puissance du trafic qui n'aura pas lieu. Et si un avion s'écrase un jour sur Nantes (comme a failli le faire un MD-83 de Luxor Air en 2004), la DGAC devra probablement rendre des comptes. En raison de la proximité de la ville, la sécurité des procédures d'approche et de décollage n'est pas optimale. Tous les professionnels en conviennent.

Qui sont les zadistes, au juste ?

« Zadiste » est une marque déposée¹, mais difficile de savoir ce qu'elle recouvre. Les porte-parole du mouvement s'expriment seulement sous un pseudonyme collectif, « Camille ». L'effectif sur le site est évalué entre 80 et 250 personnes, en fonction des saisons. L'éventail va du punk à chien désocialisé au jeune diplômé en lutte contre les excès du libéralisme. Le corpus idéologique mêle des références à la Confédération nationale du travail anarchiste, à Attac, aux Anonymous et aux théoriciens de la décroissance, Pierre Rabhi en tête. Selon Philippe Subra, le modèle le plus proche est le mouvement italien No Tav de la vallée de Suse, en lutte depuis vingt ans contre la ligne Lyon-Turin.

Non hiérarchisé, le mouvement est travaillé par des contradictions flagrantes. La plus comique, souvent soulignée, était de voir de nombreux végans antisépécistes militer contre l'aéroport pour sauver des élevages. Par ailleurs, les zadistes sont « *no border* » en ce qui concerne les humains, mais ultraprotectionnistes en matière agricole, défendant des circuits courts. Selon l'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport (Acipa), quatre zadistes exploitent aujourd'hui des terres. Ils sont squatteurs, mais cotisent à la mutualité sociale agricole ! La majorité, étudiants ou jeunes chômeurs, ne fait que passer dans le secteur, quelques semaines ou quelques jours. L'économie de troc et les jardins potagers de la ZAD n'ont jamais franchi le stade du bricolage (voir dernière question). En dehors des grands rassemblements ponctuels et des reportages encadrés par les opposants au projet, la ZAD était largement virtuelle. En cas d'évacuation, la difficulté ne serait pas de faire partir les activistes, mais de les empêcher de converger vers le site pour affronter les forces de l'ordre, depuis Nantes, Rennes, Lorient, etc.

Est-ce un tournant dans la prise en compte des enjeux écologiques ?

Ce n'est pas là-dessus que la décision s'est jouée. La ZAD n'est pas classée Natura 2000. Identique à des centaines de coins de bocage du Grand Ouest, elle est d'un « naturel » tout relatif. Le secteur a été traité à la chimie lourde au XIX^e siècle, quand des millions de tonnes de calcaire ont été épandues sur les landes acides de Bretagne, afin de les rendre cultivables. →



Un zadiste et son élevage de brebis, dans la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, deux jours après l'abandon officiel du projet d'aéroport, le 19 janvier 2018.

« *Au sortir de Nantes, par la route de Vannes, écrit Stendhal², de passage sur la ZAD en 1838, l'on se trouve comme perdu au milieu d'une vaste bruyère parfaitement stérile* », aujourd'hui transformée en pâturages guère plus sauvages que le Champ-de-Mars.

Paradoxe supplémentaire, si le secteur a été moins grignoté par l'urbanisation que d'autres pans de la troisième couronne nantaise, c'est parce que les terrains étaient gelés, dans la perspective de l'aéroport ! « *L'avenir de ce territoire ne doit pas être une urbanisation et une agriculture intensive destructrices* », pointe France Nature Environnement, dans le communiqué émis juste après l'annonce de l'abandon du nouvel aéroport par Édouard Philippe. Manière implicite d'admettre que la zone d'aménagement différé a joué un rôle protecteur.

La « contre-société » zadiste exhibée à certains envoyés spéciaux relevait du village Potemkine.

Pourquoi une telle mobilisation d'EELV et des associations écologistes ?

Principalement par souci de retombées médiatiques ou politiques. L'aéroport n'aurait pas figuré dans les dix plus gros chantiers de la décennie, contrairement à l'EPR de Flamanville, au projet ITER ou aux LGV Tours-Bordeaux et Le Mans-Rennes. Le parallèle avec ce dernier chantier est éloquent. Condamnée à un déficit éternel, de l'aveu de la SNCF, la LGV Le Mans-Rennes a consommé deux fois plus de foncier que l'ex-futur aéroport, qui aurait été bénéficiaire. Elle a tranché le paysage sur 182 km, sans faire lever un sourcil à EELV ni à France Nature Environnement. Peut-être le fait que cette dernière dispose d'un siège d'administrateur à la SNCF, qui la subventionne, explique-t-il cette retenue.

Quel rôle ont joué les élus locaux ?

Les opposants réunis dans le Collectif des élus doutant de la pertinence de l'Aéroport (Cédpa) ont été exemplaires de combativité, d'abnégation et d'intelligence politique, avec ce que cela suppose de mauvaise foi. Ils ont toujours maintenu l'unité, en dépit de dissensions inévitables. Ils ont attaqué point par point les argumentaires du syndicat mixte d'aménagement en charge du projet. Quand ils perdaient devant la justice administrative (c'est-à-dire 178 fois sur 180), ils parvenaient à transformer leur défaite en succès médiatique. Ainsi ont-ils réussi à transcender en bataille pour l'intérêt général ce qui était, au départ, un combat local. Jean-Paul Naud, maire de Notre-Dame-des-Landes, voulait conserver le caractère champêtre de sa commune. Fran-

çoise Verchère, porte-parole du Cédpa, ex-maire de Bouguenais, où se situe l'aéroport actuel, entendait garder l'usine Airbus implantée sur sa commune. Au début. L'un comme l'autre disent que ces années de combat ont considérablement élargi leur vision de la politique. En face, les élus pro-aéroport, emmenés par l'ex-maire de Nantes Jean-Marc Ayrault, sa dauphine Johanna Rolland et le patron du département, Philippe Grosvalet (tous PS), ont brillé par leur ambivalence. Ménageant la chèvre du développement économique et le chou de l'allié écologique, ils ont réussi l'insigne exploit d'être pour NDDL, tout en subventionnant les associations qui étaient contre (voir ci-dessous).

Que va devenir le secteur ?

Édouard Philippe a annoncé que le gouvernement ne garderait pas les terres qu'il avait préemptées. Il est peu probable que la majorité des 37 agriculteurs expropriés demandent à revenir. Beaucoup sont décédés.

Sans intervention énergique, les surfaces agricoles et les espaces verts seront lentement grignotés par l'urbanisation. C'est une tendance lourde. La métropole nantaise gagne près de 14 000 habitants chaque année. La ZAD est à la lisière nord. Selon les données mises en ligne par la préfecture, la Loire-Atlantique perd chaque année 2 000 à 3 000 hectares de surface agricole utilisée (SAU), dont quelque 800 hectares « *artificialisés* » (bétonnés, en clair), le reste devenant des réserves de chasse, des friches, des parcs, etc. Le président du Conseil départemental, Philippe Grosvalet, soutient que « *ces chiffres sont exagérés* » et que « *la réduction de la SAU annuelle ne dépasse pas 900 hectares* ». Soit, tout de même, une ZAD NDDL (1 600 ha) consommée tous les deux ans, dans l'indifférence générale. La commune de Vigneux-de-Bretagne, qui se partage le périmètre de la ZAD à égalité avec Notre-Dame-des-Landes, a perdu un tiers de sa surface agricole utilisée entre 1988 et 2010³. Les élus locaux connaissent cette tendance et entendent la combattre. Ils l'ont répété le 22 décembre dans la salle des fêtes de Notre-Dame-des-Landes, en conférence de presse. Selon Jean-Paul Naud et Thérèse Leparoux, ancienne vice-présidente de la communauté de commune Erdre et Gesvres, « *les outils administratifs pour freiner le grignotage existent, c'est seulement une question de volonté politique* ».

Ces élus soutiennent la création d'une structure inspirée de la Société civile des terres du Larzac (SCTL), créée en 1985 à la suite de l'abandon du projet d'extension du camp militaire. Quelque 6 500 hectares ont été confiés à un conseil d'administration (dont le membre le plus célèbre est José Bové) qui loue les terres à des paysans. À Notre-Dame-des-Landes, l'idée serait de promouvoir l'élevage bio en pariant sur les circuits courts et les achats des collecti- →



Rassemblement annuel des opposants au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, en bordure de la ZAD, 8 juillet 2017.



Évacuation de la « route des chicanes », 22 janvier 2018.

vités. Reste à convaincre les pouvoirs publics d'accepter cette dérogation au droit commun, dans un secteur autrement convoité que le Nord-Larzac. Le plus dur est à faire.

Où vont aller les zadistes ?

Les étudiants retourneront peut-être à temps complet à leurs études. Une minorité va continuer la lutte. Deux chantiers reviennent dans les conversations : le centre de commerce et de loisirs Europa-City, à Gonesse (Val-d'Oise), et le centre d'enfouissement des déchets nucléaires ultimes Cigeo de Bure (Meuse). Nucléaire oblige, les pouvoirs publics sont assez vigilants en ce qui concerne Bure. En avril 2015, la Direction régionale de la sécurité intérieure a arrêté trois Anonymous qui avaient piraté des sites officiels en rapport avec le nucléaire et la défense. Les intéressés avaient travaillé bénévolement pour les zadistes de Notre-Dame-des-Landes, sans être inquiétés le moins du monde.

De quel poids ont pesé les organisations paysannes ?

Elles ont joué un rôle discret, mais déterminant. La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) était contre l'aéroport, mais n'a pas milité. La Confédération paysanne a été beaucoup plus active, ainsi que Copain 44, un collectif de plusieurs associations, dont le Groupement d'agriculture biologique de Loire-Atlantique (GAB44) et Accueil Paysan. Les quelques opposants irréductibles à l'expropriation, à l'image de Sylvain Fresneau, ont pu compter sur leur soutien, dans une relation complexe avec les zadistes. Face aux forces de l'ordre, ces derniers fournissaient des troupes de choc. Quand certains zadistes sont devenus trop remuants (en mars 2013, par exemple), les paysans les ont évacués par la force, se faisant traiter de « collabos ». C'est que, tout au long du conflit, par

des voies détournées, les syndicalistes agricoles ont évité la rupture complète entre la ZAD et la préfecture. Le GAB44 est à lui seul un condensé de ce positionnement alambiqué. Massivement subventionné par le département, la ville de Nantes et la région⁴, tous favorables au projet d'aéroport, il militait contre ! Le porte-parole du collectif Copain 44, Vincent Delabouglise, éleveur bio, est d'ailleurs administrateur du GAB44. Ces agriculteurs n'ont jamais adhéré au projet de collectivisation intégrale des terres avancées par la mouvance zadiste. Ils sont intéressés par le modèle du Larzac, mais comment faire pression sur les pouvoirs publics sans les zadistes ?

Qui a le plus menti, finalement ?

Les défenseurs du projet ont diffusé des ragots invérifiables sur les zadistes, évoquant des pièges à loup posés dans les champs, des caches d'armes, des geôles secrètes et des bébés mort-nés ! « Vous verrez, on retrouvera les ossements au moment du chantier... » Les zadistes n'ont pas été en reste en matière de bobards, revendiquant une « autonomie alimentaire » qui n'a jamais existé, même de loin. Les employés du Super U de Vigneux peuvent en témoigner ! La « contre-société » exhibée à certains envoyés spéciaux relevait du village Potemkine.

Le 22 janvier, les opposants à l'aéroport se sont livrés à une comédie surréaliste. Les journalistes ont été informés du nettoyage et de la « réouverture » de la D281, que les zadistes avaient coupée et tenaient – prétendument – comme une place forte. Dite « route des chicanes », elle traverse la ZAD du nord au sud. Arrivés sur place, les caméras et micros de France Télévisions, BFM, Europe 1, etc., ont été priés de rester à l'écart, les zadistes voulant préserver « un moment d'intimité » (annoncé sur plusieurs sites !). La réalité est plus prosaïque. Il n'y avait rien à voir. La D281 n'a jamais été complètement coupée à la circulation. Voilà des mois qu'elle a été dégagée de 99,9 % des obstacles qui la jonchaient. En octobre et décembre 2017, des voitures, des vélos et des tracteurs tirant des engins agricoles de plusieurs dizaines de tonnes la parcouraient sans encombre ! Pourquoi ce montage ? Tout simplement parce que sans mise en scène, à raison de 20 hectares par zadiste, la ZAD elle-même était quasiment invisible. « La vérité est solide, disait l'essayiste américain Oliver W. Holme. Vous pouvez la frapper comme un ballon de foot toute la journée, elle sera toujours ronde et pleine le soir. » À Notre-Dame-des-Landes, il était vraiment temps que le soleil se couche. •

1. Sur une initiative de René Leblanc, élu anti-aéroport et ex-délégué régional de l'Institut national de la propriété industrielle à Rennes.
2. Dans *Les Mémoires d'un touriste*.
3. Selon les données de la base ministérielle Agreste, la SAU à Vigneux est tombé de 3 465 à 2 354 ha.
4. En 2016, ces collectivités lui ont apporté 47 % de son budget de 654 662 euros.

UJFP : ANTISIONISME SUBVENTIONNÉ

Par Luc Rosenzweig et Vincent Chebat



Discours du co-président de l'Union juive pour la paix (UJFP),
Pierre Stambul, lors d'une manifestation de « soutien à la
résistance palestinienne », juin 2015, Marseille.

La très antisioniste « Union juive française pour la paix » a obtenu le soutien financier du gouvernement pour réaliser des clips de propagande. Dans le viseur de cette association dopée à l'argent public, le « racisme d'État » [sic] français et israélien. Enquête.

S'il s'agissait d'une affaire de droit commun, où des individus s'enrichissent frauduleusement aux dépens d'un tiers, elle entrerait dans la catégorie de la « délinquance astucieuse », des arnaques bien ficelées où la victime se voit délestée de son magot par la ruse d'une bande de truands abusant de sa naïveté, ou profitant de sa négligence.

L'attribution à l'Union juive française pour la paix (UJFP) de plusieurs dizaines de milliers d'euros d'aides publiques en provenance du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), placé sous la tutelle du Premier ministre, relève-t-elle du registre pénal ? Les éléments que nous avons en notre possession sur cette affaire établissent, certes, qu'une organisation politique ayant pignon sur rue a sciemment dupé l'État pour financer sa propagande. Mais c'est aux organismes compétents (Cour des comptes, Conseil d'État, tribunaux administratifs) d'établir les responsabilités et de prononcer d'éventuelles sanctions, bref de faire leur travail en ayant été dûment éclairés.

L'UJFP est l'équivalent laïque de ces rabbins ultra orthodoxes soutiens des ayatollahs.

Pour comprendre cette affaire, il faut d'abord se méfier des étiquettes : pour les gens peu informés des arcanes des organisations militantes, l'Union juive française pour la paix pourrait passer pour un groupe pacifiste, prônant une fin négociée du conflit israélo-arabe, et apportant son soutien au « camp de la paix » israélien, cette gauche sioniste opposée à la politique de l'actuel gouvernement d'Israël, mais ferme sur les principes fondateurs de l'État juif. Or, cela est loin d'être le cas : l'UJFP apparaît, dans sa propagande, comme dans ses activités militantes, comme un auxiliaire zélé de l'islamisme radical, collaborant activement à toutes les actions visant à délégitimer l'État d'Israël, et se montre plus que bienveillante avec le parti des Indigènes de la République et les appendices des Frères musulmans tels que le Comité contre l'islamophobie

en France (CCIF) et autres amis de Tariq Ramadan. Les dirigeants de l'UJFP se rendent régulièrement à Gaza pour « dialoguer » avec toutes les forces politiques de ce territoire, du Hamas au Jihad islamique. Ils sont, dans le monde juif laïque, l'équivalent de ces rabbins ultra-orthodoxes qui vont à Téhéran apporter leur soutien aux ayatollahs, promettant d'éradiquer « l'entité sioniste » : aussi bruyants qu'ultra-minoritaires.

Quelques dizaines de militants de l'UJFP, rassemblés derrière leur banderole, ont participé, ces dernières années, à toutes les manifestations organisées par l'extrême gauche et les mouvements islamistes français pour dénoncer Israël, et le supposé racisme de l'État français ; certaines ayant été marquées par des slogans violemment antisémites, et même par des agressions contre des synagogues et des commerces casher. Cela ne perturbe aucunement les dirigeants et militants de l'UJFP, qui protestent vivement lorsque la presse relève les dérapages de leurs amis et camarades islamistes. Ainsi, Michèle Sibony, porte-parole de ce groupuscule, qui a « joyeusement » participé, le 13 juillet 2014 à une manifestation de protestation contre l'intervention israélienne à Gaza, s'insurge contre un journaliste du site Rue89 (pourtant loin d'être une officine pro-israélienne !) qui avait entendu dans le cortège des slogans carrément antisémites. Après avoir nié, contre l'évidence, ces écarts de langage, Michèle Sibony se fait pédagogue : « *Il y avait effectivement un cortège religieux, et les gens criaient Allah houakbar, et aussi "Lâ ilâha illâ Allâh"... Une dame un peu effarouchée m'a demandé de traduire : mais oui madame avec plaisir : "Dieu est grand, il n'y a de Dieu que Dieu". La profession de foi monothéiste un vrai crime dans ce pays [sic]. Parfois j'ai envie de traduire : "mort aux fachos" mais je me retiens... Bon sang (ça aussi c'est religieux comme expression d'ailleurs, le savez-vous ? c'est le sang du Christ auquel cela fait allusion [resic]) le bourrage de crâne a marché à fond dans ce pays. Mais si des gens croyants ont besoin de se référer à leur foi pour protester contre un crime, cela absout-il le crime ? Est-ce en soit [re-resic] si insupportable ? Si dangereux ? Des →*

Vincent Chebat est chercheur au centre NGO Monitor, organisme indépendant basé à Jérusalem.



Manifestation de « soutien à la jeunesse palestinienne », à laquelle participait l'UJFP, Lyon, 31 octobre 2015.

amis musulmans m'ont expliqué qu'il y a dans l'islam l'idée que l'on ne doit se soumettre qu'à Dieu, ce qui libère l'homme de toute autre sujétion. N'est-ce pas une belle idée ? Que des hommes et des femmes, si souvent écrasés et dominés par tant de pouvoirs humains détestables rappellent leur seule soumission est celle qu'ils doivent à Dieu [re-re-resic]. Je trouve cela émouvant et beau. C'est une affirmation de leur liberté ici-bas, et de leur insoumission, justement. »

Ces propos sidérants, tenus quelques mois avant les massacres de janvier et novembre 2015, mais après les crimes de Mohammed Merah, donnent une idée de l'état d'esprit qui règne encore dans les rangs de l'UJFP.

Cependant, après les attentats meurtriers des dernières années, il est plus délicat de faire aussi directement la promotion de l'islam radical. Aussi les militants de l'UJFP, qui compte dans ses maigres rangs une proportion notable d'enseignants, actifs ou retraités, ont-ils réfléchi à des méthodes plus sophistiquées pour propager leur credo éradicateur d'Israël dans la société, et notamment dans la jeunesse des

quartiers dits « populaires », où leur idéologie pourrait trouver une écoute bienveillante. C'est désormais sous la bannière de « l'antiracisme » et de la lutte contre les discriminations – et avec la bénédiction de l'État – que l'on porte la bonne parole antisioniste dans les quartiers, les écoles, les associations. Ainsi naît, peu après janvier 2015, un projet de livre intitulé « Une parole juive contre le racisme », une sorte de manuel à l'usage des lycéens, analysant le racisme et l'antisémitisme sous une forme didactique apparemment neutre, mais diffusant un bréviaire constitué de trois messages principaux : il n'existe d'antisémitisme qu'occidental et d'extrême droite ; le sionisme est une idéologie raciste et colonialiste, elle-même largement responsable de la montée de l'antisémitisme à travers le monde ; il se pratique en France un « racisme d'État » dont les musulmans sont les principales victimes.

Obtenir l'imprimatur et l'aide de l'État pour ce projet se révèle extrêmement facile. Il suffit de présenter un dossier au CGET rédigé de manière à endormir la méfiance des fonctionnaires. On peut ensuite se réjouir du bon tour que l'on a joué aux autorités et,

accessoirement, aux contribuables : à hauteur des 18 000 euros accordés à l'UJFP par le CGET sur l'exercice 2016. L'une des auteures de l'ouvrage, Béatrice Orès, se vante ainsi ouvertement de ce tour de passe-passe lors d'une rencontre avec les lecteurs à la librairie Tropiques, à Paris : « *Quand vous le regarderez [le livre], vous verrez qu'en quatrième de couverture il y a une magnifique Marianne tricolore... Cela indique le soutien du Commissariat général à l'égalité des territoires, CGET. Pourquoi ce soutien à un livre dénonçant le racisme d'État ? Comment vivons-nous cette contradiction ? Cela ne nous a pas dérangés. Nous avons fait un dossier pour avoir une subvention. On a construit le dossier pour qu'il soit accepté, donc on a utilisé des termes, on a utilisé le mot antisémitisme pour avoir cette subvention. C'est le paradoxe de notre gouvernement. Le CGET lutte contre les discriminations. Donc il subventionne des projets qui sont contre les discriminations. Ils [le CGET] ont soutenu notre publication sans jamais exercer de pression, ils n'ont pas vu l'ouvrage avant sa parution et nous n'avons eu aucun écho après. Rien.* »

Les clips de l'UFJP comparent les opérations israéliennes à Gaza à la déportation des Tziganes par les nazis.

Répondant à une question du public, l'oratrice souligne que le livre est très illustré : « *Notre cible, c'est les élèves des lycées.* » Ce qui rend l'affaire encore plus fâcheuse.

Quand on a trouvé un bon filon, en l'occurrence une administration débonnaire et pas trop tatillonne, il serait vraiment dommage de ne pas l'exploiter à fond. Après avoir diffusé les 5 000 exemplaires du livre, l'UJFP procède à une nouvelle édition, toujours avec le soutien du CGET, au titre de l'exercice budgétaire 2017. Et passe à la vitesse supérieure : ayant constaté que le public visé, les lycéens des quartiers populaires, était plus friand d'images que de texte, l'équipe éditoriale de l'ouvrage décide de produire une série de clips vidéo dans lesquels les membres du noyau militant de l'UJFP (35 personnes) raconteront leur itinéraire devant la caméra pour illustrer les thématiques chères à leur organisation. La réalisation de ces clips est confiée à un cinéaste de renom, Eyal Sivan, Israélien installé en France, dont la spécialité est la dénonciation répétitive de son pays de naissance. Le résultat de ce travail peut être consulté en accès libre sur le site de l'UJFP, et l'on ne mentionnera ici que quelques extraits donnant un aperçu de leur contenu, dont le caractère propagandiste l'emporte nettement sur la perspective éduca-

tive. Ces clips accusent la France de promouvoir un racisme d'État. (« *Je considère aujourd'hui que c'est [la loi sur le foulard à l'école] surtout un instrument islamophobe avec une volonté d'extension sur tous les espaces publics, une lutte islamophobe clairement organisée par l'État...* ») Ils accusent Israël d'être un État structurellement raciste et le sionisme d'être raciste. (« *Le sionisme est raciste. Je dirais même que le sionisme est antisémite.* ») Ils mettent sur un même plan les opérations armées israéliennes à Gaza en réponse aux tirs de roquettes, l'assassinat des enfants juifs d'Ozar Hatorah par Mohammed Merah et la déportation des Tziganes par les nazis. (« *Quand on meurt parce qu'on est palestinien et qu'on est bombardé par Israël ou quand on meurt parce qu'on est juif et qu'on se fait tuer par Mohammed Merah ou quand on meurt parce qu'on est tzigane et qu'on a été déporté par les nazis, en tous les cas on est victime d'un processus de déshumanisation...* ») Comme le livre, ces clips portent le logo du CGET, indiquant le soutien de cet organisme public à cette opération.

Il nous a été impossible d'obtenir du CGET le montant de l'aide accordée à l'UJFP pour la réalisation de ce matériel de propagande, qui est désormais utilisé par cette organisation dans le cadre de ses activités militantes, la plupart du temps lors de réunions communes avec des organisations ouvertement islamistes. Il faudra donc attendre la publication, au printemps prochain, des documents budgétaires officiels (les « jaunes ») qui rendent compte de l'exécution du budget voté par le Parlement pour l'exercice précédent.

Nous avons présenté ces éléments à Manuel Valls, qui était Premier ministre en 2016, à l'époque où une première subvention avait été accordée à l'UJFP, alors que lui-même menait une vigoureuse campagne dénonçant l'antisémitisme se dissimulant sous le masque de l'antisionisme. Il tombe des nues et affirme ne pas avoir été informé par ses services de cette affaire : « *Il s'agit bien évidemment d'un grave dysfonctionnement de l'État sur lequel la lumière doit être faite, nous a-t-il déclaré. Il est impensable qu'en tant que Premier ministre j'aurais pu donner un aval politique à de telles publications !* »

Cette affaire est maintenant du ressort d'Édouard Philippe, en tant qu'autorité de tutelle du CGET. Le Premier ministre pourrait commencer par donner une réponse précise et documentée à la question écrite qui lui a été posée, le 28 décembre 2017, par Loïc Hervé, sénateur (UDI) de la Haute-Savoie : « *Alors que ces clips semblent être destinés à être projetés dans des établissements scolaires ou lors de réunions publiques dans les quartiers populaires, certains propos accusateurs contre la France semblent inappropriés et pourraient s'avérer contre-productifs.* » Qu'en termes galants ces choses-là sont dites. •

JÉRÔME FOURQUET

« LES CATHOS PRATIQUANTS
SONT ASSEZ RETIFS
À L'ACCUEIL DES
MIGRANTS »

Propos recueillis
par Daoud Boughezala



Directeur du département Opinion publique de l'IFOP,
Jérôme Fourquet vient de publier *À la droite de Dieu.*
Le réveil identitaire des catholiques (Le Cerf, 2018).

Pris en étau entre la montée d'un islam revendicatif et la défense laïque, beaucoup de catholiques se perçoivent comme une minorité menacée. Pour séduire cette communauté droitisée, FN et LR se livrent une course à la calotte. Entretien avec le directeur du département Opinion publique à l'IFOP.

Causeur. Votre livre évoque la « communauté catholique », comme il existe des communautés maghrébine et asiatique en France. Cela signifie-t-il que les catholiques ont conscience de ne plus former la majorité culturelle du pays ?

Jérôme Fourquet. Les catholiques se considèrent en effet comme une minorité parmi d'autres dans une société massivement déchristianisée, dont les mutations anthropologiques (loi Taubira, voire bientôt PMA et GPA ?) les heurtent profondément. Jusqu'au mariage pour tous, ils se sentaient protégés par une espèce de droit d'aînesse, mais la loi Taubira leur a fait prendre conscience des conséquences de leur statut minoritaire. En dépit de leur mobilisation massive, ils n'ont pas réussi à faire reculer la gauche au pouvoir. En cela, la Manif pour tous (2013) est l'antithèse de la mobilisation pour l'école libre (1984), qui avait obtenu gain de cause. Pourtant, la déchristianisation de la société ne date pas d'hier : dès le début des années 1960, juste avant le concile Vatican II, seulement un tiers des Français déclarait aller à la messe tous les dimanches. En 2012, ce chiffre était descendu à 6 %, signe d'un basculement culturel et sociologique majeur.

À mesure que la société se déchristianise, son noyau catholique semble de plus en plus s'engager. Ainsi, le PACS (1997) n'avait soulevé aucune mobilisation massive alors que le mariage pour tous (2012-2013) a cristallisé l'opposition de centaines de milliers de catholiques. Comment expliquez-vous ce réveil ?

Le PACS concernait un statut administratif distinct du mariage et était symboliquement bien moins fort. Bien que l'ouverture d'une union civile aux couples homosexuels ait alors heurté une partie des cathos, cela n'avait rien à voir avec la réaction à la loi Taubira. La Manif pour tous a développé une stratégie assez habile

en se concentrant sur le volet adoption, qui scellait la remise en cause de la famille traditionnelle, plutôt que sur le mariage, qui se bornait à avaliser le PACS et qui « passait » beaucoup mieux dans l'opinion. Ainsi, sur l'ensemble de la population, bien au-delà des seuls catholiques, 60 % des Français se déclaraient favorables au mariage pour tous alors que sur l'adoption, le rapport de forces était de 50/50. Idem chez les catholiques, dont la majorité ne s'opposait pas au mariage pour tous, mais beaucoup plus à l'adoption. Le discours anthropologique de la Manif pour tous « *un papa et une maman* » a eu bien davantage de résonance que l'argumentation anti-PACS exclusivement catho de Christine Boutin en son temps.

Ces fameux Français qui ont défilé contre le mariage et l'adoption pour tous en 2012-2013, qui sont-ils sociologiquement ?

Ils représentent une France majoritairement catholique, plutôt issue des classes moyennes, voire des classes moyennes supérieures. Géographiquement, on retrouve l'Ouest parisien et des régions de provinces qui sont les réservoirs du catholicisme en France. Comme en 1984, les réseaux de l'enseignement libre ont servi d'ossature à la mobilisation. La Manif pour tous a surtout drainé la France des familles et des personnes âgées, même si des jeunes – assez nombreux dans les cortèges, mais en fait ultra minoritaires dans leur génération – ont servi de figures de proue médiatiques au mouvement.

Ces « perdants culturels », comme les appelle Élisabeth Lévy (avec bienveillance), représentent-ils la majorité des catholiques ?

Les cathos sont fortement divisés. Dans le rapport à la religion et l'intensité de la pratique, il y a un fossé entre les pratiquants et les non-pratiquants. Près de 55 % de la population française se définit comme catholique, mais seulement 10 à 15 % se dit catholique pratiquante. Au sein même des pratiquants, la droite et l'extrême droite représentent deux tiers des voix. C'est donc un groupe qui penche très nettement à droite, bien que les cathos de gauche n'aient pas totalement disparu du paysage. D'ailleurs, Macron a réuni 15 % des catholiques pratiquants au premier tour, contre près de 50 % pour Fillon et 15 % pour Marine Le Pen.

Les catholiques se sont aussi violemment affrontés par essais interposés. L'an dernier, l'avocat chrétien-démocrate Erwan Le Morhedec dénonçait le repli identitaire d'une frange des catholiques tandis que le journaliste de *Valeurs actuelles* Laurent Dandrieu s'inquiétait des positions immigrationnistes du pape François. Laquelle de ces deux positions est la plus représentative de la rue catholique ?

Au-delà de leurs divisions, les catholiques pratiquants sont globalement assez rétifs à l'accueil des migrants et mal à l'aise, voire pour certains en opposition, →

avec la ligne papale. La minorité des cathos de gauche, moins audible qu'auparavant, n'a certes pas disparu, comme on le voit à Calais où des associations comme le Secours catholique viennent en aide aux migrants. Mais si l'on se focalise sur les cathos de droite, le match est clairement plié : le second tour de la primaire LR a montré que la ligne Fillon – « *vaincre le totalitarisme islamique* » et « *soutien aux chrétiens d'Orient* » – écrasait la ligne Juppé axée sur l'« *identité heureuse* ». Certes, le courant modéré issu de la démocratie chrétienne subsiste à droite, mais il est largement minoritaire. La frange pro-Bayrou est passée avec armes et bagages du côté de Macron.

Autrement dit, chez une majorité de catholiques, le souci de préserver son identité passe avant l'accueil de l'Autre.

En leur for intérieur, de nombreux catholiques sont tiraillés, mais le droit à la continuité historique l'emporte souvent sur le passage de l'Évangile « *j'étais pauvre, j'étais un étranger, vous m'avez accueilli* ». Car les questions migratoires renvoient à un autre fait social ressenti négativement : pendant que les églises se vident, les mosquées se remplissent. François Fillon avait bien senti la montée d'un sentiment de deux poids, deux mesures chez les catholiques et s'était prononcé « *contre un nouveau tour de vis laïque* » qui ferait payer à toute la classe les agissements d'un ou deux trublions. Beaucoup de catholiques ont ainsi l'impression que la République vient aujourd'hui leur chercher des poux dans la tête (interdictions des crèches dans les mairies, affaire de la statue de Ploërmel...). Ils voient dans ce regain de laïcité la remise en cause du statu quo qui prévalait depuis des décennies entre l'Église et la République aujourd'hui menacée par la montée de l'islam. Quand des textes évoquent pudiquement « *le fait religieux en entreprise* », cela fait rire tout le monde. Où y a-t-il des revendications catholiques en entreprise ?

C'est d'ailleurs mot pour mot le credo de Laurent Wauquiez, récemment élu président des Républicains. Sa tentative de réunir France périphérique et France conservatrice catholique est-elle viable ?

À ce jour, Laurent Wauquiez n'a pas percé dans l'opinion. Vu l'état de Marine Le Pen, il peut néanmoins espérer récupérer à terme une partie de son électorat, mais il devra trouver une cohérence globale. Patrick Buisson a récemment déclaré dans une formule dont il a le secret qu'il fallait réunir la France de Johnny et la France de la Manif pour tous. C'est un projet intellectuellement intéressant, mais difficile à appliquer. Seul Sarkozy y est parvenu en 2007, mais cela n'a pas duré. Reste que Wauquiez devra s'opposer au macronisme triomphant, et pas simplement aux limitations de vitesse sur les départementales ! Or, y compris dans le domaine régalien, Macron a décidé de laisser le moins d'espace possible à cette droite. Comme l'a

déclaré Édouard Philippe au sujet du bloc macronien, « *la poutre travaille encore* ». Estrosi, Bertrand, Juppé, Bussereau ne paient plus leur cotisation LR. Voici la droite durablement amputée de son aile centriste, ce qui la fait tomber à 15 %. En face, même affaibli, le FN reste à 18-20 %. Des Républicains ou du FN, qui mangera l'autre ?

Bonne question ! Avez-vous un pronostic ?

En faisant un peu de politique-fiction, on peut imaginer une course de vitesse entre Laurent Wauquiez et Marion Maréchal-Le Pen qui reviendrait pour remplacer sa tante. D'après les journalistes qui suivent le FN, l'une des questions que les militants posent le plus à Marine Le Pen lors de ses déplacements en province, c'est : « *Comment va votre nièce ?* » Ils attendent Marion comme Jeanne d'Arc !

En attendant, chez les Républicains, Wauquiez imite la démarche qu'avait initiée Sarkozy en 2003 lorsqu'il adressait des signaux à l'électorat frontiste. Sa stratégie consistait à dire que Jean-Marie Le Pen, qualifié par accident pour le second tour en 2002, ne pourrait jamais gagner la présidentielle et qu'il fallait donc voter Sarkozy si l'on était pragmatique. Mais Wauquiez est aujourd'hui dans une position incomparablement plus fragile que ne l'était le Sarkozy de la rupture avec le vieux monde chiraquien.

Dans ce contexte, le scénario d'une alliance des droites FN-LR comme en Autriche ou en Italie vous semble-t-il plausible ?

Avec le départ de Philippot, la redroitisation de la ligne frontiste sur ses bases identitaires d'un côté, la radicalisation de la droite de l'autre, FN et LR n'ont jamais été aussi proches de pouvoir s'entendre. Les cathos de droite forment d'ailleurs une partie de l'équation dans la recomposition de la droite.

Les catholiques ne sont peut-être pas si droitisés que vous le dites. Ils ont tout de même plébiscité Macron à 60 % au second tour de la présidentielle...

Que 40 % des catholiques votent Marine Le Pen au second tour a été un choc ! Fait inédit, dès l'entre-deux-tours, à la différence de 2002, les évêques de France n'ont pas pris unanimement position contre le FN. *La Croix* et d'autres médias catholiques se sont indignés de l'explosion de cette digue. Certes, au premier tour, le vote des catholiques pratiquants semble sensiblement le même qu'il y a cinq ans, puisque Fillon reproduit au point près le score de Sarkozy et que Marine Le Pen ne progresse pas. Mais la bonne tenue électorale du candidat LR chez les catholiques s'est faite au prix d'un durcissement identitaire très fort de la ligne Fillon. Toute une partie de l'électorat catholique s'étant droitisée, Marine Le Pen a logiquement récupéré au second tour la moitié des pratiquants orphelins de Fillon. Elle a plus



Manifestation pour la défense de l'école privée, 24 juin 1984. Les réseaux de l'enseignement libre serviront d'ossature à la mobilisation de la Manif pour tous.

que doublé le score qu'avait atteint son père en 2002 dans ce segment de l'électorat.

Les lignes bougent, et pas seulement à droite ! Lorsque le président Macron fustige le « fanatisme laïque » devant des responsables religieux, caresse-t-il lui aussi l'électorat catho dans le sens du poil ?

Cela peut être perçu comme une allusion aux affaires de croix ou de crèches. Néanmoins, toute la difficulté de Macron – on le voit avec la polémique autour de l'immigration – est sa volonté de gagner sur tous les tableaux. C'est le fameux « en même temps » qui le fait se prononcer pour la PMA et dire que le gouvernement Hollande a humilié la Manif pour tous. Macron sait que si cette dernière a si bien mobilisé, c'est parce qu'elle avait des épouvantails : Taubira, Ayrault, Valls qui faisait gazer les manifestants, Hollande et toute la gauche traitant les manifestants de ringards et de réacs. Si Macron décide d'ouvrir la PMA aux couples de femmes, comme cela semble se dessiner, il aura à cœur de ne pas brusquer ni humilier les cathos, même si la confrontation sera inévitable.

Comment le président peut-il espérer rallier à la fois les catholiques et des partisans de la PMA ?

Macron ne cherchera pas à se les rallier, mais peut faire en sorte que la mobilisation soit moins importante que

prévu. Une manif anti-PMA n'aura pas le même impact si elle réunit 80 000 ou 400 000 personnes. Avant la présidentielle, Macron avait donné des gages à l'électorat catholique, allant voir Villiers au Puy-du-Fou, rendant hommage à Jeanne d'Arc à Orléans. Mais ça reste du marketing !

Ce genre de grosses ficelles fonctionne-t-il encore ?


Non. Les Français sont de moins en moins dupes du marketing électoral, et les cathos encore moins. Si Fillon avait conquis leur confiance, c'est parce qu'il était de leur famille. Macron pense qu'on peut tout acheter, mais une partie de ces électeurs ne sont pas à vendre. La question du rapport à l'argent ramène d'ailleurs à des valeurs bien plus profondes que tel ou tel débat sociétal (mariage, PMA, immigration...). C'est ce que Sarkozy n'avait pas compris : la France n'est pas un pays protestant qui glorifie l'argent et la réussite !

Sarkozy avait eu beau transgresser l'esprit de la laïcité comme jamais aucun de ses prédécesseurs, avec ses propos sur l'instituteur qui « ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur », son côté « bling-bling » avait annihilé ses efforts. Il n'avait pas les codes. Macron a commis la même erreur avec sa phrase : « Il faut que des jeunes Français aient envie de devenir milliardaires. » C'est de nature à lui aliéner une bonne partie des catholiques, de droite comme de gauche. •

DJORDJE KUZMANOVIC

« L'IMMIGRATION ÉCONOMIQUE EST D'ABORD UN DRAME POUR LES PAYS D'ORIGINE »

Propos recueillis
par Daoud Boughezala

A portrait of Djordje Kuzmanovic, a man with short dark hair and a serious expression, wearing a dark, heavy coat. He is standing in front of a window at night, with some interior lights visible through the glass. The background is dark and out of focus.

Porte-parole pour les questions internationales de la France insoumise, Djordje Kuzmanovic dessine le monde selon Mélenchon. Du Venezuela à la Russie en passant par l'immigration, aucune question sensible ne passe à l'as.

Causeur. Avant d'accepter cet entretien, vous m'avez dit en être à votre troisième procès avec des journalistes. Pourquoi avez-vous autant maille à partir avec les médias ?

Djordje Kuzmanovic. Quand on veut ridiculiser nos positions internationales, on opte pour le dénigrement plutôt que pour l'argumentation. On m'accuse ainsi d'être « rouge-brun », agent d'influence prorusse, ami des dictateurs et d'autres inepties. C'est souvent le fait de réseaux atlantistes. Cette même stratégie s'est exercée contre Jean-Luc Mélenchon pour le discréditer au cours des deux dernières semaines précédant le premier tour de l'élection présidentielle.

... mais votre programme prévoyait bel et bien l'adhésion de la France à l'Alliance bolivarienne des Amériques (ALBA) qu'a créée Chavez...

Cette séquence a été un détournement honteux. Le point 62 de notre programme proposait simplement l'adhésion de la France aux accords économiques de l'ALBA, dans le but de désenclaver la Guyane. C'est un département où la situation sociale est catastrophique, avec 25 % de chômage et près de 50 % de pauvreté. Quand Macron signe un accord économique avec l'Iran, nous ne l'accusons pas de soutenir son régime théocratique !

Ne faites pas comme si Mélenchon n'avait pas applaudi à tout rompre le régime de Maduro, taxant de suppôt des États-Unis tout critique de l'expérience chaviste. Du simple point de vue démocratique, un tel alignement soulève des questions.

Il y a beaucoup de critiques à faire au régime chaviste, en particulier sur sa gestion de l'économie, des ressources pétrolières et ses problèmes de corruption, mais pas du point de vue de la démocratie. La plupart des médias sont tenus par le secteur privé. J'étais observateur lors des dernières élections et elles se sont déroulées de manière transparente, comme les 15 élections précédentes. Même Jimmy Carter, l'ancien président des États-Unis, l'a reconnu !

À force de défendre des régimes autoritaires, vous donnez raison à vos adversaires. Soutenez-vous Vladimir Poutine ?

Mais nous ne soutenons pas les régimes autoritaires !

Où et quand exactement ? Nos détracteurs devraient plutôt s'occuper de la poutre dans leur œil – je pense spécialement à l'Arabie saoudite ou au Qatar. On peut, par exemple, être sur la même longueur d'onde que Vladimir Poutine sur certaines de ses positions géopolitiques, quand elles sont dans l'intérêt de la France. Mais nous n'adhérons pas à son programme, d'ailleurs très libéral. Pour la prochaine élection présidentielle russe, notre préférence va à Pavel Groudinine, soutenu par l'ensemble des forces de gauche.

C'est-à-dire notamment par le Parti communiste. Vous n'êtes donc pas le poutinien que caricaturent certains médias ! Peut-être pour éviter ce genre de raccourcis, votre programme prévoit de placer les médias « au service du peuple ». Comptez-vous les mettre sous surveillance ?

Au contraire, nous reprenons mot pour mot le programme du Conseil national de la Résistance qui souhaitait une presse débarrassée des influences étrangères et des pouvoirs d'argent. Et pour cause : 90 % des médias français sont détenus par neuf milliardaires ! Certes, les éditorialistes prétendent rester libres, mais Xavier Niel a un jour très honnêtement reconnu : « *Quand les journalistes m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et ensuite ils me foutent la paix !* » C'est ce qu'il a fait avec le groupe *Le Monde*, qu'il possède avec Matthieu Pigasse. Une telle influence est problématique en démocratie.

Posséder un journal ne signifie pas forcément contrôler sa ligne éditoriale, mais passons. Vous entendez créer un Conseil national des médias censé garantir une information libre et indépendante. Comprenez-vous que ce projet inquiète ?

Non, c'est plutôt la concentration des médias aux mains de quelques financiers qui devrait inquiéter ! Nous proposons de créer une instance autonome, telle qu'il en existe déjà en Belgique et au Québec, indépendante des pouvoirs d'argent, de l'État et des partis politiques. Cette instance de déontologie du journalisme pourrait inclure des citoyens et des journalistes professionnels qui examineraient les griefs en délivrant des bons et des mauvais points en statuant sur l'honnêteté des reportages. →

Tancer ou récompenser les journalistes comme des enfants, c'est manier la carotte et le bâton.

Un bâton pas trop dur, puisqu'il n'y aurait pas de sanctions de type judiciaire, mais l'esquisse de l'honnêteté de tel ou tel journaliste par rapport aux faits rapportés. De plus en plus de gens peuvent vérifier les informations sur internet, cela les aiderait à faire des « fact check ».

Vous plaisantez ? Internet fourmille de fausses nouvelles ! Comme Emmanuel Macron, souhaitez-vous interdire leur propagation sur internet ?

Légiférer n'est pas la bonne façon de faire. Qui déterminera qu'une nouvelle est fausse ou non ? On ne sait jamais qui pourrait prendre un jour le pouvoir et utiliser une loi de contrôle des médias pour censurer tout ce qu'il décréterait être une *fake news*. Au risque de vous étonner, étant un disciple de Noam Chomsky, je défends une liberté d'expression totale, telle que la prône le premier amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique ; cela vaut mieux qu'une censure ou une loi mémorielle.

Vous avez une conception de la liberté d'expression assez libérale, voire anglo-saxonne. Or, le programme international de la France insoumise voit dans la présence militaire américaine à travers le monde la première des menaces pour la paix.

Nous ne sommes pas des simplistes qui ànonnent systématiquement : « C'est la faute des États-Unis ! » Néanmoins, les États-Unis ont créé ou attisé toute une série de conflits au nom de la défense de leurs intérêts.

À quels exemples pensez-vous ?

Je pourrais vous citer le Chili, l'Irak, le Salvador ou l'Indonésie parmi des dizaines d'exemples. Je pense aussi aux Pentagon Papers. Voyez Snowden... Ou encore le coup d'État contre Mossadegh en Iran en 1953, et dont nous payons encore le prix aujourd'hui. En 2009, au Honduras, sous Barack Obama, les États-Uniens ont appuyé le renversement du président Zelaya, ouvrant la porte à une dictature qui a assassiné plusieurs centaines d'opposants, dont 62 journalistes. En Syrie, ils ont reproduit la stratégie d'appui aux mouvements islamistes expérimentée contre l'URSS, sans réfléchir aux conséquences à long terme. Globalement, l'influence états-unienne au Moyen-Orient s'exerce par le fort soutien aussi bien à Israël qu'à l'Arabie saoudite, que Trump ne fait qu'exacerber en reconnaissant Jérusalem comme capitale exclusive d'Israël ou en autorisant la guerre au Yémen par l'Arabie saoudite.

Pourquoi les ingérences russes, notamment en Syrie, vous inspirent-elles plus de sympathie ?

D'abord, il faut préciser que cette intervention était



légale au regard du droit international, la Russie étant alliée du gouvernement syrien. Il est évident que Moscou a agi pour défendre ses intérêts : conserver le port militaire de Tartous, soutenir un régime qui lui est favorable et éliminer le plus possible des 3 500 terroristes parlant russe. Au moins a-t-elle le mérite de le reconnaître. Bachar Al-Assad n'aurait jamais tenu sans l'appui russe. Mais l'intervention russe a empêché Daech de s'installer durablement en tant qu'État. La prise de Damas aurait été une catastrophe sans précédent. Comme on l'a vu en Irak et en Libye, la méthode américaine qui consiste à soutenir n'importe qui, et souvent les pires, puis à renverser entièrement l'État en place amène un chaos propice au développement de nouveaux foyers terroristes, dont les attentats en France sont l'une des conséquences.

Pour autant, serons-nous mieux protégés en sortant de l'OTAN comme vous le proposez ?

La France doit d'abord compter sur elle-même pour assurer sa défense. L'OTAN est une organisation belliciste dont l'existence ne se justifie pas. Nous aimerions que notre pays redevienne la puissance indépendante qu'il était et retrouve son rôle d'équilibre, dans une logique gaullienne.

Si la France sort de l'OTAN, devra-t-elle conserver sa force de dissuasion et ses moyens d'intervention ?

La force militaire dont doit se doter notre pays dépend des buts géopolitiques que nous nous fixons. Or, en l'état actuel, le financement de nos armées est insuffisant pour assurer les missions qui lui sont confiées. En parallèle, réfléchissons aux économies possibles, en réduisant de moitié notre dissuasion aérienne sans entamer notre capacité de dissuasion globale. Nous proposons la mise en place d'une conférence internationale sur la réduction des armements nucléaires, pour reprendre un processus interrompu depuis la disparition de l'URSS.

Votre raisonnement s'appliquerait peut-être à un monde d'État-nations souverains, mais la France est membre de l'Union européenne, de la zone euro et d'autres ensembles supranationaux qui limitent ses marges de manœuvre.

Notre approche des relations internationales est globale et découle du rôle que nous voyons pour la France. Nous plaçons celui-ci sous le sceau de l'indépendance et de la souveraineté recouvrée, c'est pourquoi dans le programme de la France insoumise tout commence avec le Plan B pour l'Europe. Depuis septembre 2015, à la suite des diktats insupportables de l'UE contre le peuple grec, nous avons organisé cinq sommets avec nos partenaires européens pour construire une autre Europe, celle des peuples. « À traités constants », comme le disent Benoît Hamon et Yannis Varoufakis, on ne peut rien réaliser ; nous devons récupérer notre souveraineté budgétaire et notre contrôle sur la monnaie. Nous nous opposons également aux traités de libre-échange, comme le CETA signé en catimini avec le Canada, qui aliènent notre pays au profit des multinationales.

Ce programme a le mérite d'être clair. En quoi votre expérience d'officier de l'armée française, notamment dans l'Afghanistan des années 2000, a-t-elle nourri votre itinéraire idéologique ?

En Afghanistan, j'ai constaté le contrôle total des États-Unis sur tous les aspects opérationnels d'importance. Nos objectifs de guerre déclarés – apporter la paix et la démocratie, défendre les droits des femmes – se sont révélés pure propagande. Malgré les promesses, rares ont été les écoles ou les hôpitaux construits. La région a été encore plus déstabilisée, le trafic d'héroïne a explosé et dix-sept ans après, les reliquats de Daech et les talibans dominant en Afghanistan. Quelle réussite !

Je comprends que vous désapprouviez les opérations extérieures armées, mais jusqu'où va votre refus de l'ingérence ?

Nous n'acceptons d'interventions militaires extérieures que multilatérales sous mandat de l'ONU, pour arrêter

un massacre de grande échelle, et unilatéralement s'il y a une menace grave des intérêts de la France. Mais, quelle que soit l'intervention, elle doit être menée en ayant un plan politique de sortie de crise, ce qui n'a clairement pas été le cas au Mali, condamnant nos soldats à y rester durablement.

Vos scrupules à piétiner les frontières vous amènent à critiquer l'immigration massive. Cela vous a-t-il attiré des inimitiés à la gauche de la gauche ?

J'ai eu effectivement des divergences avec certains. Les réfugiés de guerre doivent être accueillis dignement selon le respect des conventions internationales dont la France est signataire. Je défends la thèse selon laquelle l'immigration économique, en dehors du fait qu'elle n'a aucun sens dans un pays avec 6 millions de chômeurs et 9 millions de pauvres, est d'abord un drame pour les pays d'origine des immigrés et pour les immigrés eux-mêmes. Le pillage des ressources premières d'un pays, l'imposition d'une dette indigne et insupportable, les traités de libre-échange qui détruisent les économies locales, comme les accords de partenariat économique (APE) avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) sont criminels et produisent la misère dont les migrations ne sont qu'une des conséquences. À cela s'ajoute le pillage des cerveaux. Une étude récente de l'INED montre que les migrants qui arrivent en Occident sont en moyenne nettement plus diplômés que leurs compatriotes restés au pays. On doit donc se battre pour que chacun puisse vivre de son travail dignement dans son pays, pas pour organiser la mobilité générale des travailleurs au service du capital.

L'immigrationnisme d'une grande partie de nos élites doit également vous être suspect.

Le Medef, le patronat allemand ou la Commission européenne voient d'un bon œil les migrants économiques, car cela leur permet de faire pression sur les salaires dans un contexte de chômage fort. L'UE souhaite d'ailleurs créer un « visa bleu » pour amener plus de diplômés issus des pays en voie de développement. Cette oligarchie organise le chaos à son propre service à travers le dumping social, les fermetures d'usines en France, leur réouverture dans des pays à moindre coût, les travailleurs détachés – directive à laquelle nous nous opposons. À ce titre, ce qui se passe avec l'Ukraine est très grave. L'un des buts de l'accord de libre-échange avec ce pays est d'aggraver le dumping social en Europe : nous parlons d'un pays de 46 millions d'habitants avec un salaire mensuel moyen de 100 euros ! Nous proposons de régulariser tous les sans-papiers sur le sol national afin que tous soient égaux face au travail, mais en même temps nous ferons voter des lois sanctionnant durement les entrepreneurs utilisant des travailleurs clandestins, car c'est là qu'est le véritable « appel d'air ». •

MACRON UNE PENSÉE COMPLEXE ET DECOMPLEXÉE

Par André Perrin



Emmanuel Macron, octobre 2017.

Dans leurs essais respectifs, Brice Couturier et Philippe Raynaud analysent les ressorts de l'élection d'Emmanuel Macron. Né de l'épuisement des grands récits gaullistes et communistes, son libéralisme emprunte en même temps à la droite et à la gauche.

« **T**ant que les philosophes ne seront pas rois dans les cités, ou que ceux qu'on appelle aujourd'hui rois et souverains ne seront pas vraiment et sérieusement philosophes [...], il n'y aura de cesse [...] aux maux des cités¹ [...]. » L'accession d'Emmanuel Macron à la magistrature suprême ferait-elle écho, par-delà vingt-quatre siècles, à la prédiction du vieux Platon ? Ni Brice Couturier, qui a publié *Macron, un président philosophe*, ni Philippe Raynaud, dont le *Macron, une révolution bien tempérée* vient de paraître, ne cautionnent la figure du philosophe-roi et pas davantage ils ne s'aventurent à prophétiser la fin des maux dont souffrent notre république et notre société. Tous deux s'accordent cependant à reconnaître l'exceptionnelle qualité intellectuelle du vainqueur des élections de 2017 et à voir dans ces dernières, non pas une simple péripétie où la contingence aurait tenu le premier rôle, mais un mouvement de fond qui mérite le nom de révolution. Le livre du journaliste s'attache davantage à explorer le premier point, l'essai du philosophe et politiste à analyser le second.

En politiste, Philippe Raynaud s'emploie d'abord à mettre en évidence le cadre institutionnel et les évolutions politiques qui, conjugués, ont rendu possible la victoire de Macron. À la fin des années 1980, l'épuisement du mythe gaulliste et l'effondrement de l'idéologie communiste avaient débouché sur un nouveau système partisan que Furet, Julliard et Rosanvallon ont caractérisé comme une « République du centre ». Ce système opposait un RPR hégémonique à l'identité gaulliste de plus en plus floue et un PS qui, en dépit de ses alliances électorales avec le PC, s'était libéré de la promesse de rupture avec le capitalisme. Des deux côtés, on admet qu'il faut concilier l'économie de marché avec le maintien d'un niveau élevé de protection sociale et des deux côtés on se rallie à l'idée européenne ainsi qu'à la décentralisation, à la logique de l'État de droit et au libéralisme culturel ; plus rapidement à gauche, plus lentement mais tout aussi sûrement à droite. Il en résulte que « *l'offre politique des deux camps tend à se rapprocher* ». Dans la République du centre, on n'est pas gouverné *par le centre* – il y a alternance au pouvoir de la droite et de la gauche –, mais on est gouverné *au centre* : chaque parti continue à revendiquer son identité de droite ou de gauche tout en empruntant au camp adverse une

partie de son programme et de ses valeurs. La vie politique est conflictuelle en surface, consensuelle en profondeur. Satisfaisante pour la plupart des modérés, cette situation est au contraire source de frustrations pour les plus radicaux de chaque camp qui vont réclamer les uns une « *gauche vraiment de gauche* », les autres une « *droite décomplexée* ». L'effacement ou le brouillage du clivage droite/gauche a pour corollaire l'apparition de nouvelles fractures, non moins profondes, dont Christophe Guilluy a montré qu'elles opposaient une France urbaine, europhile et ouverte à la mondialisation, à une France plus rurale, rétive au libre-échange et eurosceptique ; fractures dont le référendum de 2005 a été, avec la montée et l'évolution du Front national, la traduction politique la plus spectaculaire. Le quinquennat de François Hollande a vu la gauche se diviser en deux camps « irréconciliables » dont l'un, par son refus de la discipline parlementaire et son abandon de toute idée de rigueur gestionnaire, a précipité la déroute dès lors qu'un candidat issu de ses rangs a été désigné par la primaire. Du côté de la droite, la désignation de François Fillon a abouti à un échec non pas tant à cause du « Pénélope Gate » – dont Philippe Raynaud sous-estime peut-être un peu l'importance – qu'en raison du postulat erroné sur lequel se fondait le programme que le candidat présentait aux électeurs, celui d'une France qui aurait basculé à droite alors même que la désaffection des classes moyennes pour le socialisme allait de pair avec une adhésion aux valeurs postmodernes du libéralisme culturel et que l'ensemble des Français demeuraient attachés à la protection sociale de l'État-providence. On pouvait augurer qu'ils seraient tentés par une offre moins conservatrice dès lors qu'elle se présenterait.

Tel est le contexte dans lequel la candidature de Macron s'est imposée. Qu'il ait été servi par la chance ne fait pas de doute, mais comme l'observe Philippe Raynaud en se référant opportunément à Machiavel, il « *n'a pu devenir Prince que parce qu'il avait la vertu qui lui a permis de tirer parti de la fortune* ». Emmanuel Macron a correctement analysé la crise du système partisan et il a su proposer pour la surmonter un programme qui correspondait aux attentes de la société française ; tout en adoptant une stratégie électorale adaptée à l'esprit de la V^e République, celle d'un homme seul – on pourrait dire, bien que Philippe Raynaud n'emploie pas cette expression wébérienne, →



Philippe Raynaud et Brice Couturier.

Le libéralisme de Macron conjugue sympathie pour l'entreprise et antipathie pour la rente.

un chef charismatique – qui se place au-dessus des partis et de leurs divisions pour exercer un pouvoir personnel lui permettant de transformer en profondeur la société. Son image de monarque « *jupitérien* » ne peut donc être réduite à un trait de caractère : elle relève de la volonté politique délibérée de restaurer une autorité et un pouvoir indispensables à l'accomplissement d'une tâche. Quant à son programme, à la fois libéral et progressiste, c'est s'interdire d'en voir l'originalité et la portée que de le réduire à une domination de l'économique sur le politique. Il s'oppose à la fois à la tradition d'un socialisme révolutionnaire et à celle d'un libéralisme de notables. Il entend s'appuyer sur l'autorité de l'État pour bousculer les situations acquises, malmener le confort de la rente, bouleverser

une bureaucratie qui paralyse l'initiative des individus sans même leur offrir en contrepartie une protection satisfaisante. Son libéralisme emprunte à la droite et à la gauche, ce qui lui a permis de vaincre la tentation populiste du « ni droite ni gauche » et d'entreprendre le sauvetage et la refondation de la politique libérale et européenne que les vieux partis de gouvernement à bout de souffle étaient sur le point d'emporter dans leur propre chute.

Sur bien des points, les analyses de Brice Couturier rejoignent celles de Philippe Raynaud. Pour lui aussi, c'est la crise d'un système partisan en bout de course – dont le peuple exaspéré voulait se défaire sans lui sacrifier les institutions de la V^e République et sans risquer la guerre civile en confiant son destin aux extrémistes – qui a ouvert la voie à Macron, c'est-à-dire à un changement à la fois radical et modéré. Brice Couturier définit Macron comme un « *centriste radical* » et comme un « *libéral de gauche* ». Les deux expressions se complètent. Le centrisme radical s'oppose à ce centrisme mou qui hésite, oscille et finalement renonce à choisir. Celui de Macron opte de façon déterminée pour des politiques courageuses : « *Ce qu'a proposé Macron, c'est une rupture radicale*

avec l'ordre politique ancien, non son rafistolage. » Son libéralisme a quelque chose de saint-simonien, qui conjugue la sympathie pour l'entreprise et l'antipathie pour la rente : la transformation de l'ISF en IFI en témoigne exemplairement. L'égalité qu'il préconise est celle qui est compatible avec le primat de la liberté : non pas une impossible égalité des situations, mais une égalité des « accès et des opportunités ». Là où la social-démocratie se croyait quitte en matière d'égalité en redistribuant des revenus par la voie de l'impôt et des cotisations sociales, il s'agit de corriger les multiples inégalités de capital culturel, social ou de résidence engendrées par les conditions modernes. La solidarité exige qu'on protège les plus fragiles, mais plutôt par la formation, l'information et l'accompagnement que par l'attribution d'un statut. Il ne s'agit pas d'assister, mais d'émanciper en donnant aux individus des outils qui leur permettent d'agir et de se réapproprier la maîtrise de leur destin. La société de choix que Macron appelle de ses vœux s'inscrit dans la droite ligne de la pensée d'Amartya Sen : il s'agit moins de répartir des biens que d'élargir la capacité qu'ont les individus de les mettre en œuvre. À ses yeux, l'injustice fondamentale de la société française réside dans l'inégalité entre les salariés protégés par des statuts, ceux qui sont à l'intérieur du système, et les travailleurs précaires qui, de petits boulots en périodes de chômage, servent de variables d'ajustement et qui en sont exclus – les *insiders* et les *outsiders*. Les premiers, observe Brice Couturier, s'accrochent à leurs avantages et privilèges en faisant valoir que, bien défendus, ils pourraient par ricochet être accordés à ceux qui en sont privés, étrange et peu convaincante resucée de la théorie du ruissellement...

Disciple de Ricœur, Macron se méfie de l'identité nationale mais veut réhabiliter le récit national.

Comme Philippe Raynaud, Brice Couturier estime qu'on se méprend en voyant dans le libéralisme macronien un triomphe de l'économisme sur le politique. Macron tient de sa formation philosophique un constant souci d'articuler la pensée et l'action et il ne conçoit pas que l'action politique puisse faire l'économie d'un projet de société qui, préalablement déterminé, lui donne son sens. Une influence aura été déterminante dans cette formation philosophique, celle de Paul Ricœur ; et c'est avec beaucoup de mauvaise foi que des adversaires du nouveau président, désireux d'en faire le porte-parole de la finance ou le « *président des riches* », ont tenté de nier ou de minimiser sa proximité avec le philosophe aujourd'hui disparu. Il n'en résulte certes pas que Ricœur aurait cautionné

tous les choix de Macron, mais il y a chez le maître des thématiques qui permettent de mieux comprendre la pensée de l'élève. Ainsi le fameux « *en même temps* » ne peut être réduit à une « synthèse » purement rhétorique de propositions contradictoires, mais prend son sens à la lumière de la notion de « *variations d'échelles* » chez Ricœur : l'action politique est écartelée entre deux temporalités, car ses exigences ne sont pas les mêmes selon qu'on les envisage à l'échelle du long terme ou à celle du court terme. De même, le libéralisme macronien qui vise à donner les moyens de son autonomie à un individu jamais exonéré de sa responsabilité a pu trouver dans la conception ricœurienne de « *l'homme capable* » une partie de son inspiration. C'est encore chez Ricœur qu'on peut trouver la source de l'opposition entre l'identité nationale, dont Macron se méfie, et le récit national, qu'il veut réhabiliter. Ricœur distingue en effet l'identité numérique de l'*idem*, la « *mêmeté* » du moi considéré dans ce qu'il a de permanent, de l'identité qualitative de l'*ipse*, l'« *ipséité* », celle du moi qui se saisit dans une temporalité qui lui permet de promettre. La médiation de l'un à l'autre est effectuée par l'identité narrative, c'est-à-dire par le récit que chaque individu se fait de sa propre vie ou chaque peuple de sa propre histoire, se comprenant par là et construisant ainsi, pas à pas, son identité personnelle. Si, s'agissant d'une communauté historique, l'insistance mise sur le pôle de l'*idem* risque de conduire, via le fantasme d'une identité figée, au nationalisme, un récit national construit selon le principe de l'identité narrative pourrait permettre, en restaurant chez tous les citoyens le sentiment d'appartenance, de réduire les fractures qui déchirent aujourd'hui la nation, ce qui est la préoccupation centrale de Macron.

Si les essais de Philippe Raynaud et de Brice Couturier ne ressortissent pas au genre hagiographique, ils manifestent assurément, surtout le second, une certaine empathie à l'endroit de celui auquel ils sont consacrés. D'aucuns en seront peut-être chagrinés, qui auraient souhaité une perspective plus critique. Ils tireront néanmoins profit de leur lecture car lorsqu'on veut combattre efficacement un adversaire, on a tout à perdre à le sous-estimer, tout à gagner à le comprendre. Ces deux ouvrages les y aideront grandement. •



Macron, une révolution bien tempérée, Philippe Raynaud, Desclée de Brouwer, 2018.



Macron, un président philosophe, Brice Couturier, éditions de l'Observatoire, 2017.

1. Platon, *République*, V, 473 c-d.

UN MACRON A FAIT LE PRINTEMPS

Par Hervé Algalarrondo

Si notre nouveau président est encore loin d'avoir résorbé le chômage et le malaise identitaire, il a su conquérir une stature internationale et remettre le pays en ordre de marche. La France n'est plus le village gaulois de la mondialisation. Il était temps.

Ainsi donc l'homme malade de l'Europe est devenu son dernier rempart. Jusqu'à être sacré par *The Economist*, si critique ces derniers temps, comme le « pays de l'année 2017 ». Que cela plaise ou non, ils sont nombreux au-delà de nos frontières à estimer que la France est de retour grâce à Emmanuel Macron. « *Tous mes amis anglo-saxons l'adorent* », confie Lara Marlowe, une Californienne correspondante à Paris de *The Irish Times*, qui ajoute : « *Il n'y a pas si longtemps, nous les Américains, nous avions Obama et vous aviez Hollande... Aujourd'hui, vous avez Macron et nous, nous avons Trump...* »

Laura du président français est due pour partie à une conjonction astrale favorable. Sur le plan international aussi, il a la baraka. En Allemagne, Angela Merkel est engluée dans des difficultés internes, conséquence de sa gestion angélique de l'arrivée massive de migrants. Elle a eu du mal à trouver un allié pour gouverner. Plus personne ne la désigne comme la « patronne ». En Angleterre, Theresa May est embourbée dans le Brexit, plus facile à décider qu'à gérer. Nombre de Français qui s'étaient établis à Londres sont sur le retour. En Espagne, Mariano Rajoy est encore plus affaibli après les élections en Catalogne. Quant à l'Italie, elle est prise entre deux spectres : l'arrivée au pouvoir de Beppe Grillo et le retour de Silvio Berlusconi.

Macron s'est imposé sur la scène internationale en un temps record. Jusqu'à faire naître l'idée d'un printemps français. Après tout, même un vieux pays, passablement fourbu, peut connaître une nouvelle jeunesse. En l'espace de quelques mois, l'hexagone n'a pas

résolu comme par enchantement les problèmes qui le minent depuis de nombreuses années : en particulier un chômage de masse qui touche au premier chef les jeunes des milieux défavorisés, et un malaise identitaire provoqué par la difficile intégration des immigrants d'origine extra-européenne. Sur ces deux plans, on est loin du compte. Mais, à nouveau, impossible n'est plus français. Et l'on se prend à penser à propos de Macron : *yes, he can...*



Naturellement, la France est le dernier pays à s'apercevoir qu'elle va mieux. Bisbilles, *as usual* : notre tempérament national nous porte toujours à privilégier ce qui fâche. Du côté de Mélenchon, on qualifie Macron de « *président des riches* ». Du côté du FN et de la droite, on met en cause son européisme assumé et son laxisme supposé en matière d'immigration et d'insécurité. Nos indémodables droit-de-l'hommistes le présentent au contraire comme un quasi-nazi lancé dans la chasse aux migrants. L'important reste toutefois que les Français le regardent avec une certaine bienveillance : désarçonnés dans un premier temps par son ego effectivement



surdimensionné, ils créditent désormais Macron de faire. Quoi donc ? Le job, tout simplement !

Par quel miracle ? Pour la première fois depuis longtemps, la France a un président libre, libre de ses décisions. François Hollande l'a illustré jusqu'à la caricature : en choisissant de gouverner avec la seule gauche, il s'est placé sous le joug de la fraction de la gauche qui refuse de mettre ses montres à l'heure depuis... 1917. On l'a vu avec la loi El Khomri : à partir du moment où Hollande s'est vu suspecter de dérive libérale, des frondeurs se sont dressés au sein même du Parti socialiste pour l'empêcher d'avancer. Pas question de revenir sur les « acquis ». Le libéralisme ne passera pas !

Même s'il s'est efforcé de donner le change par son volontarisme sautillant, Nicolas Sarkozy est resté pareillement enfermé dans son camp : la droite. Ce faisant, il a gouverné à l'ombre du Front national et sous les projecteurs de la gauche morale. La majorité des électeurs de l'UMP souhaitaient davantage de fermeté en matière d'immigration et d'insécurité. Mais comment y parvenir sans donner le sentiment de faire du FN light ? Sarkozy n'a pas su gérer la contradiction. Même échec sur le plan économique. Quand on est à droite, comment donner plus de libertés aux entreprises sans passer pour un agent du Medef ? Sarkozy n'a même pas esquissé une réforme du marché du travail. Comme... Jean-Luc Mélenchon, l'ex-président était convaincu que les Français étaient brouillés avec le libéralisme.

De là vient la force d'Emmanuel Macron : il a cassé un système paralysant en choisissant de s'appuyer sur une coalition rose, bleu et orange. Il a détaché de la gauche les sociaux-démocrates assumés, séduit la droite moderniste en se proclamant probusiness, et rallié le centre. Ce faisant, il a donné vie à un monstre pas franchement attrayant : l'UMPS. Sauf que grâce à un système électoral qui permet d'obtenir une majorité parlementaire à partir d'une minorité dans le pays, il a réalisé l'UMPS sans l'UMP, aujourd'hui rebaptisée les Républicains, et sans le PS. Du coup, le monstre s'est trouvé paré des attraits de la nouveauté.

Cette coalition transpartisane permet à Macron de gouverner à l'abri de la tyrannie de l'idéologie. Ayant « coupé l'omelette par les deux bouts », pour reprendre une expression d'Alain Juppé, il a mis les « deux bouts » hors d'état de nuire. Contrairement à ses prédécesseurs, l'actuel président n'est entravé ni par la gauche radicale ni par le Front national. Mélenchon l'avait promis : le libéralisme était si étranger au génie français que sa formation allait réunir plus d'un million de manifestants sur les Champs-Élysées pour s'opposer à la réforme du marché du travail. On connaît la suite... Le porte-parole de la France insoumise a reconnu lui-même que Macron avait « marqué le point ». La France n'est plus condamnée à affronter la mondialisation à reculons.

La liberté retrouvée du président lui permet de s'attaquer à des dossiers réputés « indémerdables » sans paraître guidé par des a priori. Ainsi, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Il n'est pas très glorieux d'avoir cédé aux zadistes, mais du moins en a-t-on fini avec cet interminable feuilleton. Ainsi, la maîtrise des flux migratoires. La loi reste à voter, mais la volonté affichée est claire : la France continuera d'accueillir les demandeurs d'asile, tout en limitant l'entrée des immigrants pour raisons économiques.

Il serait ridicule de ne décerner à Macron que des prix d'excellence. Sur chaque dossier, on peut émettre des réserves, trouver les choix malgré tout timides, voire franchement contestables. On peut estimer par exemple que la réforme du marché du travail ne va pas assez loin. Ou encore déplorer que le président persiste dans le flou sur les rapports entre la République et l'islam, sur la question de la laïcité. On peut encore regretter que la France reste une monarchie et que Macron le souligne en choisissant régulièrement Versailles pour ses grands shows.

Mais, enfin, la France respire ! Enfin, la France n'est plus enfermée dans des querelles scolastiques où elle s'épuisait. Enfin, la France est réconciliée avec le réel. Enfin, la France ne regarde plus les exemples étrangers comme des menaces sur son identité. Enfin, la France n'a plus peur de son ombre. C'est le grand mérite du créateur de la République en marche : avoir remis la France... en marche. •

L'ESPRIT DE L'ESCALIER

Par Alain Finkelkraut



Chaque dimanche, à midi, sur les ondes de RCJ, la Radio de la Communauté juive, Alain Finkelkraut commente, face à Elisabeth Lévy, l'actualité de la semaine. Un rythme qui permet, dit-il, de « s'arracher au magma ou flux des humeurs ». Vous retrouverez ses réflexions chaque mois dans *Causeur*.

TROIS PHRASES D'AHARON APPELFELD

7 janvier

Appelfeld, c'était Orphée au pays de Prométhée. Arrivé très jeune en Israël, il a été enrôlé dans la grande entreprise des bâtisseurs de la nation. « *Nous sommes venus en Israël pour construire et être construits* », disait-on autour de lui. Ce constructivisme effréné se traduisait par l'anéantissement de la mémoire, par un changement radical et par la fusion avec ce lopin de terre. L'hébreu était la langue même de la rupture. Or, Appelfeld a trouvé en lui la ressource de désobéir. Il adhéra au projet sioniste, mais il n'a pas laissé la construction prendre intégralement possession de sa vie. Du passé dont on l'invitait à se défaire, il a fait la matière même de son œuvre. Sa mère,

assassinée au tout début de la guerre, était son Eurydice et cet endeuillé, esseulé parmi les futuroromanes, n'a jamais voulu détourner les yeux de la catastrophe qui l'a engloutie. Ce que l'on peut, en outre, déduire des admirables traductions de Valérie Zenatti, c'est qu'il a trouvé dans l'hébreu non la langue de l'ici et maintenant, mais, par l'économie de mots, par le refus de se répandre en adjectifs, une manière biblique de dire les choses. Le savoir qu'il nous transmet cède le savoir et parle à l'âme. Ainsi, cette phrase toute simple pour dire l'horreur abyssale du délaissement : « *À peine six mois auparavant, j'avais des parents. À présent, mon existence n'était plus que ce qui se déroulait devant mes yeux.* » Les parents, c'était une inscription et une destination, et soudain, l'enfant est seul. Nul n'est plus là pour humaniser le sol, civiliser le temps, ordonner et solidifier dans un monde le flux sauvage du réel.

Et puis, il y a une autre phrase que je n'ai jamais oubliée. C'est dans *L'Amour soudain* : le héros est un écrivain à l'automne de sa vie. Il se souvient de son enfance et de sa jeunesse en Bucovine. Ses parents tenaient une épicerie. Sans avoir choisi la voie d'une assimilation conquérante, ils n'avaient conservé que quelques rites religieux sans vie, sans joie. Ils vivaient entre deux mondes, ce que le fils ne supportait pas. Alors il choisit, lui, l'engagement communiste. Sa fidélité au Parti et l'hostilité qu'il portait aux membres de sa tribu étaient intimement mêlées. Ernest, c'est son nom, rendait plusieurs fois par an visite à ses parents. « *Ceux-ci, avec l'âge, devenaient de plus en plus embarrassés, de plus en plus figés. Ernest s'asseyait, alignait quelques phrases bouffies d'orgueil, puis s'en allait.* » Et voici la phrase : « *Après son départ, les parents restaient interdits, comme s'ils venaient de subir un cambriolage d'une extrême violence.* » Je n'ai jamais été, au sens d'Ernest, un militant révolutionnaire, jamais, non plus, même dans ma période gauchiste, je ne m'en suis pris au « tribalisme juif ». Mais, j'avais le verbe facile et il m'est arrivé, non seulement, de me disputer avec mes parents mais, fort de la stupide supériorité de l'éloquence, de les *engueuler*. Lue après coup, la phrase d'Appelfeld est restée fichée en moi comme un remords.

À son ami Philip Roth, Appelfeld a confié que la nécessité d'être fidèle à lui-même et à ses souvenirs lui a donné un ancrage. Il ne s'est pas senti contraint de se précipiter au-devant de l'actualité pourtant haletante en Israël, il l'a même tenue à distance : « *Les événements du quotidien frappent bien à toutes les portes, mais ils savent que je ne reçois pas des hôtes aussi agités.* » Cette phrase



L'écrivain israélien Aharon Appelfeld aux côtés de sa traductrice en français Valérie Zenatti, 2011.

aussi me hante parce que je fais exactement le contraire : ma porte est en permanence ouverte aux hôtes agités qu'Appelfeld refuse de recevoir. Certains, parmi mes proches, s'en inquiètent. Souffrant des campagnes dont je suis régulièrement l'objet, ils m'invitent à la prudence et même au retrait. Je continue pourtant, je ne ferme pas la porte, et, pour le coup, je n'ai pas honte, je n'éprouve aucun remords. Je ne saurais, sans jouer la comédie, m'approprier le passé d'Appelfeld, et je vois aujourd'hui l'histoire sortir de ses gonds. Le présent ne ressemble à rien de ce que la philosophie avait prévu pour lui. Il ne se laisse pas ranger sous la catégorie du Progrès et il échappe aux prises de l'expérience. Une question simple et vertigineuse s'impose donc à la pensée : qu'est-ce qui se passe ? J'essaie, jour après jour, d'y répondre.

LES FEMMES NE PARLENT PAS D'UNE SEULE VOIX

14 janvier

Le 31 décembre 2017, *Le Monde* a publié une tribune de Sandra Muller, la journaliste à qui la France reconnaissante doit le hashtag #balançonporc. Ce texte est très instructif car elle y relate la genèse de son exhortation : « *“Balance ton porc !”, je trouvais cette expression vulgaire. Au départ, elle décrivait le producteur Harvey Weinstein sous le coup d'accusations différentes, du comportement irrespectueux au viol. À Cannes, on l'appelait “le porc”. Puis je me suis souvenue de paroles dégradantes que, moi-même, j'avais entendues au cours d'un festival qui se déroulait justement à Cannes. Un directeur de chaîne m'assénait : “Tu as de gros →*



Sandra Muller, journaliste à l'initiative du mouvement #balancetonporc.

seins, tu es mon type de femme, je vais te faire jouir toute la nuit.” Cette phrase était choquante, pathétique et très présomptueuse. J’ai décidé de donner le nom de mon agresseur verbal sur mon réseau afin de montrer l’exemple. Il fallait d’urgence arrêter ce type de comportements. » Cet agresseur, elle l’appelle, dans la suite de l’article, son « *bourreau* ». Elle dit que l’apostrophe dont il s’est rendu coupable a provoqué chez elle « *honte, déni, faille spatio-temporelle* », et qu’il lui a fallu des années pour verbaliser. La campagne déclenchée par l’affaire Weinstein a donc été placée dès le départ sous le signe de l’*indiscrimination*. Les hiérarchies, les distinctions, les degrés, qui sont la raison d’être du droit, ont été balayés. Tout a été logé à la même enseigne criminelle. Pour avoir tenu des propos déplacés lors d’un cocktail arrosé très tard dans une soirée, Éric Brion a été lynché sur les réseaux sociaux. Et comme il le précise lui-même dans une tribune publiée à côté de celle de Sandra Muller, les conséquences de cette dénonciation ont été, aussi bien personnellement que professionnellement, très importantes, et très pénalisantes. Ainsi, afin de mieux lutter contre les conduites barbares, en vient-on à saper les fondements mêmes de la civilisation. Qu’est-ce en effet qu’être civilisé, sinon distinguer et distinguer encore ?

À la lecture de ces deux textes, j’ai été tenté d’intervenir, mais je savais que j’allais être inaudible car je suis un homme, c’est-à-dire, à moins d’avoir fait ma Nuit du 4 août en épousant

la cause des balances, un ci-devant, un contre-révolutionnaire. La pétition parue le 10 janvier sous le titre « Des femmes libèrent une autre parole » a donc été pour moi une magnifique surprise. « *Le viol, y lisait-on, est un crime. Mais la drague insistante ou maladroite n’est pas un délit, ni la galanterie une agression machiste.* » Et le texte mettait en garde contre une justice expéditive, qui sanctionne des hommes dans l’exercice de leur métier, qui va parfois jusqu’à les contraindre à la démission alors que leur seul tort est d’avoir touché un genou, tenté de voler un baiser, parlé de choses intimes lors d’un dîner professionnel, ou d’avoir envoyé des messages à connotation sexuelle à une femme chez qui l’attirance n’était pas réciproque.

Les signataires ont payé très cher l’audace de leur bon sens. Elles ont été attaquées avec une violence inimaginable. On leur a opposé la cérémonie des Golden Globes à New York, où les stars étaient en noir, et où le présentateur a fait rire l’assistance par ces mots atroces : « *Harvey Weinstein reviendra dans vingt ans dans le rôle du premier homme à être hué à son propre enterrement.* » Pourquoi « hué » ? Pourquoi cette suspension, à son seul détriment, du respect silencieux dû aux morts ? Parce que c’est le Mal et le Mâle qu’on espère ensevelir avec lui. Dans la gigantomachie du néoféminisme, le chiffre 2 règne en maître. Deux subjectivités s’affrontent, l’une entièrement bonne, l’autre ignominieuse. Il n’y a pas de zone grise, pas de clair-obscur, pas d’équivoque, rien de mélangé ni d’inextricable. Les individus eux-mêmes ne sont que des représentants. Ils appartiennent à un camp ou à l’autre et c’est la lutte finale. Dans ce moment paroxystique, la parole des femmes se devait d’être une et indivisible. D’où la colère suscitée par les voix dissonantes. D’où l’allergie aussi à la jurisprudence littéraire de la vie humaine. « *Quand on généralise la souffrance, on a le communisme. Quand on particularise la souffrance, on a la littérature* », écrit Philip Roth. Communistes d’un nouveau type, les néoféministes censurent les œuvres récalcitrantes ou même les corrigent pour les faire entrer dans leur schéma. Elles se réjouissent, à

l'instar de la grande historienne Michelle Perrot, que dans une mise en scène affranchie des stéréotypes de genre, Carmen tue Don José. Bref, ce sont d'impitoyables *misomuses*.

Mais je ne parlerai pas à leur propos de puritanisme. Nul dégoût chez elles et leurs compagnons de route des fonctions corporelles. Elles ne poursuivent pas le combat ancestral de l'esprit contre la chair. La domination est leur obsession, non le péché. Elles n'entendent pas réprimer la sexualité, elles veulent la démocratiser et se donnent même pour mandat d'instaurer le règne définitif de l'égalité et de la transparence en nettoyant de toute ambiguïté, de toute aspérité, de toute asymétrie les rapports entre les êtres. Ce qui nous menace, ce n'est donc pas un retour à l'ordre moral, c'est une nouvelle version de l'avenir radieux. « *Les porcs et leurs alliés s'inquiètent ? C'est normal. Leur vieux monde est en train de disparaître. Très lentement – trop lentement –, mais inexorablement* », annonce la grande prêtresse du mouvement, Caroline De Haas. La pétition à laquelle la signature de Catherine Deneuve a donné une ampleur planétaire est une protestation du vieux monde, c'est-à-dire de la condition humaine contre l'ambition messianique de façonner un être humain nouveau.

On a reproché à ces trouble-fête de défendre la liberté d'importuner. Mais l'importun, c'est celui qui tente vainement sa chance. Il ne faudrait pas que son échec lui soit, en plus, imputé à crime. On leur en a voulu aussi d'oser affirmer qu'une femme peut ne pas se sentir traumatisée à jamais par un frotteur dans le métro. On devrait plutôt s'interroger sur cet étrange tropisme du temps présent : l'appétence pour la position de victime. J'ai, pour ma part, un seul regret : que les porteuses de l'autre parole soient allées jusqu'à excuser les dits frotteurs par la « misère sexuelle ». Ceux qui s'adonnent à de telles pratiques ne sont pas des mâles dominants, mais des frustrés sournois. Ils ne méritent pas pour autant la moindre indulgence.

MARCHÉ TOTAL

21 janvier

Depuis qu'a éclaté l'affaire Weinstein, la domination masculine est sur la sellette. Mais voici qu'une tribune signée notamment par Élisabeth Badinter, Annie Ernaux, Michelle Perrot et Irène Théry réclame l'ouverture d'un débat serein sur la GPA, c'est-à-dire sur la pratique

sociale des mères porteuses, pour que celle-ci soit enfin légalisée en France. Or, de quoi s'agit-il ? De l'appropriation par des couples en mal d'enfant du corps de certaines femmes. Comme l'écrit Sylviane Agacinski, la gestation pour autrui consiste, sous des dehors lévinassiens, à louer une vie jour et nuit pendant neuf mois. « *Chaque monde, écrivait Péguy, sera jugé sur ce qu'il aura considéré comme négociable et non négociable.* » Notre monde risque donc de passer un mauvais quart d'heure au Jugement dernier, car il est celui de « l'universelle négociation » : tout désormais se monnaie, nulle sphère de l'existence n'échappe au principe marchand. On peut même acheter des grossesses et leurs « produits ».

Quand les militantes de la maternité de substitution affirment que c'est en l'encadrant qu'on mettra fin au trafic, elles se mentent à elles-mêmes. Sauf cas exceptionnel comme le désir de venir en aide à des êtres chers, aucune femme ne peut porter l'enfant d'une autre pour la beauté du geste. C'est le manque d'argent et rien d'autre qui pousse à cette extrémité. Si la rémunération est insuffisante, il y aura pénurie de candidates et les « parents d'intention » continueront à se fournir ailleurs. Le regretté Pierre Bergé, au moins, ne se racontait pas d'histoires : « *Moi, je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ?* »

Nous sommes à la croisée des chemins : soit le contrat fait loi en toutes circonstances, soit le droit protège encore la dignité et l'indisponibilité des personnes. Mais le droit ne cesse de reculer sous les assauts des droits de l'homme. Dès qu'il veut faire entendre sa voix et fixer une limite, on lui oppose la liberté discrétionnaire des individus : pourvu que tout le monde y trouve son compte, chacun doit pouvoir faire ce qu'il veut de lui-même et pour lui-même. C'est ainsi que des adversaires résolus des excès de l'économie de marché plaident avec ardeur pour la société du marché total.

Les néoféministes ont donc raison : le combat pour l'égalité et la dignité de toutes les femmes n'est pas terminé. Mais contrairement à ce qu'elles proclament, le pouvoir mâle n'est plus l'ennemi principal. On se trompe d'époque en fustigeant l'ordre patriarcal quand c'est, porté par la technique, l'individualisme qui tient le haut du pavé et qui réclame comme un dû l'aliénation intégrale de celles qui sont les plus vulnérables. •



RÉSEAUX SOCIAUX BIG BROTHER, C'EST NOUS!



46

L'archipel du #hashtag

Élisabeth Lévy

58

Raphaël Enthoven,
gentleman Twitter

Propos recueillis par Daoud Boughezala et
Élisabeth Lévy

64

La justice Sauvage
des réseaux sociaux

Gil Mihaely

52

Marcel Gauchet

« Les réseaux sociaux ont
démocratisé la manipulation »

Propos recueillis par Daoud Boughezala et
Élisabeth Lévy

60

Peut-on rire dans la dignité ?

Jean-Paul Lillienfeld

70

Facebook, l'armée nouvelle

Jean-Marc Manach

57

Jordan Peterson,
professeur d'insoumission

Mathieu Bock-Côté

62

Régis Mailhot
« Si Twitter avait existé dans
les années 1940, les caves
auraient été vides »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy
et Jean-Paul Lillienfeld

72

Usbek & Rica
Face aux réseaux sociaux,
n'ayez pas peur !

Propos recueillis par Gérald Andrieu





05:47
Profil



Twitter 
@twitter



ETS

131


ABONNEMENTS

26 57

ABONN

Twitter @twitter

We just priced our IPO.
pic.twitter.com/NWXaO4M

 Sui

L'ARCHIPEL DU #HASHTAG

Par Élisabeth Lévy

Dans nos sociétés libérales, la censure ne vient pas du pouvoir, mais de la société. S'il est de plus en plus difficile de dire ce qu'on voit sans subir de représailles, les réseaux sociaux y sont pour beaucoup. À coups d'invectives, de menaces et de manipulations, des despotes du clic y exercent un contrôle social aussi horizontal qu'efficace. Reste qu'on n'éradiquera pas les *fake news* et autres inepties du net en cherchant à imposer une vérité officielle.

On ne peut plus rien dire : ce lieu commun de comptoir, partagé par une grande partie de nos concitoyens, recèle bien sûr une grande part de vérité, comme le savent tous ceux qui, ayant imprudemment défendu une opinion susceptible de choquer quelqu'un, ce qui est le cas de toute opinion intéressante, en ont payé le prix en insultes ou en ennuis plus sérieux. Ce qui complique le tableau, c'est que ce contrôle croissant de la parole, donc de la pensée, va de pair avec un brouhaha appelé « *parole libérée* » dans lequel n'importe qui peut dire n'importe quoi, mais où, au concours de décibels, les mauvais affects, les idées simples et les bobards l'emportent toujours sur la pensée. Au point d'ailleurs que le gouvernement, avec une naïveté ou un cynisme confondants, suggère que l'on légifère sur la vérité – on reviendra sur l'arnaque des *fake news*.

On ne peut rien dire, on dit n'importe quoi. Ces deux vérités contradictoires se conjuguent par une forme de schizophrénie propre à l'âge numérique. Tout au long de l'époque déplorable que nous appelons passé, les peuples ont lutté contre les tentations liberticides des puissants. Aujourd'hui, la technologie aidant, ce sont les peuples qui semblent vouloir toujours moins de liberté. Peut-être vivons-nous l'émergence d'un totalitarisme des égaux dans lequel chacun surveille les propos de son voisin – sans parler de son assiette où sont servies les subventions publiques –, et dont le stade ultime sera celui de l'autosurveillance et de l'autocensure généralisée, chacun veillant à ne rien dire, puis à ne rien penser qui puisse le désigner à l'attention de ses semblables. C'est que la censure contemporaine ne vient pas du pouvoir, mais de la société. Et elle ne se contente pas de réduire au silence quiconque lui déplait, elle s'emploie à l'étouffer par le

bruit, l'invective et la manipulation. La parole libérée – de toute contradiction – est peut-être l'instrument privilégié d'une nouvelle aliénation.

En l'absence de goulag et de torture (autre que la torture psychologique consistant à lapider le salaud du jour devant les tricoteuses du moment), d'aucuns récuseront à grands cris la qualification de terreur. Reste que la liste des sujets casse-gueule sur lesquels un communicant avisé interdira formellement à l'artiste ou à l' élu qu'il cornaque de s'exprimer autrement que par des propos convenus qui ne dérangent personne ne cesse de s'allonger. Tout romancier, chanteur ou comédien invité chez Ruquier ou à une autre émission d'info-divertissement doit donc se livrer à un divertissant numéro d'indignation lui permettant de montrer patte et âme blanches : l'un proclame que son cœur saigne quand des migrants se noient (un héroïsme admirable, une empathie rare), l'autre qu'il est contre le viol (à la différence de tous les porcs qui nous entourent), le troisième que l'antisémitisme est une abomination – sans aller toutefois jusqu'à pointer l'origine effective de cette abomination car cela serait contraire au récit officiel du vivre-ensemble. En effet, comme le rappelle Marcel Gauchet dans un texte lumineux sur « La guerre des vérités » paru dans *Le Débat* (et dans l'entretien qu'il nous a accordé, pages 52-56), l'une des manifestations les plus insidieuses de la nouvelle censure est l'euphémisation de la réalité, expurgée de tous ses aspects susceptibles de troubler le simplisme du noir et blanc. Le 31 janvier, France Inter recevait la députée UDI Béatrice Descamps qui venait de remettre au ministre de l'Éducation un rapport sur la dégradation des relations parents-professeurs. Ayant épuisé les explications tenant au manque de locaux pour qu'ils puissent se rencontrer et aux erreurs →

de communication de l'institution, le journaliste se risqua, un peu embarrassé, à évoquer « *non pas un fossé, mais un écart sociologique entre les enseignants et les parents de certains milieux populaires* », dont il était question dans le document. L'interviewée noya le poisson dans des considérations générales sur le nécessaire dialogue et on en resta là. Ainsi réussirent-ils le tour de force de parler d'un problème durant cinq minutes en évitant soigneusement de le décrire. Les auditeurs, qui savent que les quartiers dits « populaires » sont les quartiers majoritairement immigrés, ont compris entre les lignes que les conflits s'expliquaient le plus souvent par des différences culturelles, c'est-à-dire par la concurrence de normes anthropologiques. Ça va mieux en ne le disant pas, telle est la devise cachée de notre société de communication.

Pour tenter de comprendre les ressorts de la peur qui, au-delà des frontières de l'Hexagone, imprègne les esprits au point de transformer peu à peu des pays libres en prisons mentales où l'on n'échange plus sur la place publique que des platitudes ou des insultes, un bref retour en arrière s'impose.

Les premières offensives, ou au moins les plus fracassantes contre notre droit de déconner et de nous disputer entre gens de bonne compagnie ont été menées par des fanatiques islamistes qui prétendaient et prétendent toujours interdire qu'on se moque de leurs croyances. Après la fatwa contre Salman Rushdie, lancée en février 1989, le scandale suscité par la publication de caricatures de Mahomet dans un journal danois à l'automne 2005 semble réveiller les consciences. Dans le monde entier des musulmans ulcérés expriment alors, souvent violemment, leur haine de l'Occident et de ses libertés. En France, le procès intenté à *Charlie Hebdo* en mars 2007 pour de nouvelles caricatures du prophète de l'islam semble convaincre une grande partie de l'opinion, et une fraction minoritaire des élites (qui sera dénoncée comme islamophobe), que céder au chantage islamiste revient à sacrifier la liberté dont nous faisons si grand cas. On connaît la suite : les campagnes d'intimidation, l'incendie, le massacre. Et de nouvelles campagnes de haine, face auxquelles la détermination que nous affichons régulièrement s'émousse un peu plus à chaque fois. Richard Malka, avocat de *Charlie Hebdo* qui gagna le procès de 2007, n'est guère optimiste : « *Sur le terrain du blasphème nous avons irrémédiablement reculé. Même Charlie prend des précautions aujourd'hui. Et on les comprend. Mais contrairement à ce que certains annonçaient, notre Justice a tenu bon. Il lui arrive de condamner des atteintes aux musulmans, car les propos et actes racistes existent, mais elle n'a jamais sanctionné une offense à l'islam ou à toute autre croyance. Sur ce plan, la jurisprudence est très protectrice. Ce ne sont pas les tribunaux qui menacent nos*

libertés, mais le climat intellectuel et médiatique. »

Trois ans après l'assassinat de Charb et des autres, de petits groupes militants sévissant dans de nombreuses universités s'emploient donc à empêcher la lecture-débat de sa *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, un texte testament achevé quelques jours avant le 7 janvier 2015. Et ils y parviennent parfois, comme à Lille où la représentation a été annulée « *en raison des risques de débordement* ». Le 31 janvier, c'est sous haute surveillance qu'une représentation a eu lieu à Paris-Diderot (Jussieu) : après avoir sommé, sans succès, la présidente de l'université d'annuler la manifestation, le syndicat étudiant « Solidaires », refusant que son « *université soit un lieu où s'épanderaient ces idées nauséabondes* », appelait à manifester, tandis →

Carmen : si tu tweetes, prends garde à toi !

La nouvelle Carmen devenue meurtrière de Don José pour éviter de montrer un féminicide (cf. « Louvreuse », p. 98) a enthousiasmé le maire de Florence, Dario Nardella. Cet ancien violoniste, proche de l'ancien président du Conseil Matteo Renzi, ne recule devant aucune avancée progressiste. Sur Twitter, il applaudit donc des deux mains ce mélo d'un genre nouveau joué dans sa ville : « *Je soutiens la décision de changer le final de Carmen, qui ne meurt pas. Message culturel, social et éthique dénonçant la violence contre les femmes, qui augmente en Italie. »*

Dans un pays d'anars dopés à l'ironie, ce tweet plein de bons sentiments a déclenché une cascade de rires sur les réseaux sociaux. S'en donnant à cœur joie, les Italiens se sont répandus en propositions de remakes des chefs-d'œuvre de la littérature. Cela donne un *Jules César* sans Brutus pour éviter les violences familiales ; un *Othello* à la peau claire ; ou un *Petit Chaperon rouge* assassin de sa grand-mère. Eh oui, même le grand méchant loup appartient à une espèce protégée ! Comble du blasphème, un joyeux luron s'est même proposé de corriger les Évangiles en crucifiant Barabbas à la place de Jésus... •



Charb devant les locaux incendiés de *Charlie Hebdo*, 2 novembre 2011.



Une vingtaine d'étudiants manifestent contre la lecture d'un texte de Charb à l'université Paris-Diderot (Jussieu), 31 janvier 2018.

que la section locale de l'UNEF menaçait d'envahir l'amphithéâtre.

Peu importe à ces Guevara d'opérette que Charb soit mort pour que nous puissions lire, discuter et critiquer librement toutes les opinions. Peu leur importe que la vocation de l'université soit précisément d'accueillir la controverse et de protéger les idées minoritaires. En vérité, ces petits gardes verts qui, au nom de l'intersectionnalité des luttes, agissent en agents zélés de l'intimidation islamiste, font froid dans le dos. Muray avait raison, parfois, la jeunesse est un naufrage. Il avait aussi compris, quand il comparait les djihadistes à des éléphants entrant dans un magasin de porcelaine « *dont les propriétaires, de longue date, ont entrepris de réduire en miettes tout ce qui s'y trouvait entassé* », que nous sommes notre ennemi le plus redoutable. S'adressant aux djihadistes, il écrit : « *Vous êtes les premiers démolisseurs à s'attaquer à des destructeurs ; les premiers Barbares à s'en prendre à des Vandales ; les premiers incendiaires en concurrence avec des pyromanes.* »

À nous focaliser sur les menaces extérieures, nous n'avons pas vu que l'esprit de censure se déployait à l'intérieur des sociétés libérales. En effet, ce n'est

pas la peur des terroristes, après tout compréhensible, qui nous empêche de penser, mais celle du qu'en-dira-t-on. Bien avant la naissance de Daech, les esprits étaient déjà accoutumés au poison du politiquement correct qui fait régner la loi des minorités offensées et écarte a priori du débat public tout point de vue tranchant. Si des adultes raisonnables craignent de se désolidariser de la grande croisade des femmes ou de soutenir des points de vue dissidents sur des sujets allant de l'art contemporain à l'accueil des migrants, ce n'est pas sous la menace des armes, mais sous celle d'une campagne de dénigrement menée par l'une des innombrables associations victimaires ou groupes militants, aussi bruyants que groupusculaires, qui traquent le dérapage. Ces activistes ont pris l'habitude de réclamer — et parfois d'obtenir — la mort sociale de quiconque ne pense pas comme eux. Rythmée par les excommunications, les scandales montés en sauce, voire par le harcèlement physique des contrevenants à la doxa, notre vie intellectuelle a été rendue atone par le refus de toute contradiction. Mais toute la France se sent obligée de célébrer la mauvaise chanson qui la représentera à l'Eurovision, pour la seule raison qu'elle dégouline de bons sentiments — de fait, il faudrait avoir le cœur sec

pour ne pas compatir au destin de la petite Nigériane sortie des ondes.

Il faut noter que les humoristes, devenus des rebelles appointés, notamment par la radio publique, ont accompagné ce processus : pratiquant volontiers le lynchage en meute, ils se sont comportés comme les chiens de garde de l'idéologie dominante, moquant les parias de l'époque et épargnant ses vaches sacrées. On attend encore que l'un d'eux nous fasse rire du féminisme punitif ou de l'immigrationnisme compassionnel.

Reste qu'aujourd'hui, eux aussi sont dans le viseur des censeurs et de leur bras armé dans l'audiovisuel, le CSA, devenu pour ce producteur de télévision « l'organe de la pensée molle et polie de la petite bourgeoisie ». Érigé en arbitre des élégances médiatiques, le gendarme de l'audiovisuel sanctionne à tour de bras et semble rêver d'un espace public aseptisé, dans lequel nul ne fera plus de blague sur le sexe, la drogue, les gros, les maigres, les autistes, les mineurs ou la diversité. Heureusement, on pourra encore se moquer des cathos et des fachos, les cibles humoristiquement correctes, comme le note l'ami Régis Mailhot (pages 62-63) à qui nous devons le merveilleux titre de ce texte, qu'il en soit remercié. En attendant, maintenant que les humoristes sont en passe de perdre l'immunité dont ils ont longtemps bénéficié, on a envie de leur demander : où étiez-vous quand les gens bien intentionnés voulaient nous faire taire ?

Reste à comprendre comment une coalition disparate du bon goût et des idées convenables a pu mettre en place un dispositif de contrôle aussi efficace – mais dont personne ne reconnaît l'existence. La réponse est simple : les réseaux sociaux sont aujourd'hui le principal instrument du contrôle social, donc les premiers responsables de la défaite de la pensée, de la nuance et de la dialectique. Nous ne sommes pas surveillés par une police secrète, mais par des petites communautés qui s'agitent dans un village numérique où chacun peut se mêler des affaires de ses voisins. À ce sujet, la neutralité de la technologie est une vaste blague. Certes, Raphaël Enthoven (pages 58-59) et quelques autres prouvent que l'outil ne condamne pas à la médiocrité. N'empêche, comme l'avait bien vu MacLuhan, le média, c'est le message. Et en l'espèce, il favorise nos pulsions les moins avouables. Sur Twitter, la possibilité d'insulter en tout anonymat, de nuire sans bouger de son fauteuil et de faire masse quand on est à peine quelques dizaines a engendré un style d'échanges qui interdit tout débat réel. Il est d'ailleurs significatif qu'un grand nombre de twittos ne profitent pas du passage récent de 140 à 280 signes : pourquoi auraient-ils besoin de tant de place quand il s'agit juste de cracher leur détestation ou d'exprimer leur adhésion ? Il faut se rendre à l'évidence : la merveilleuse promesse d'un monde

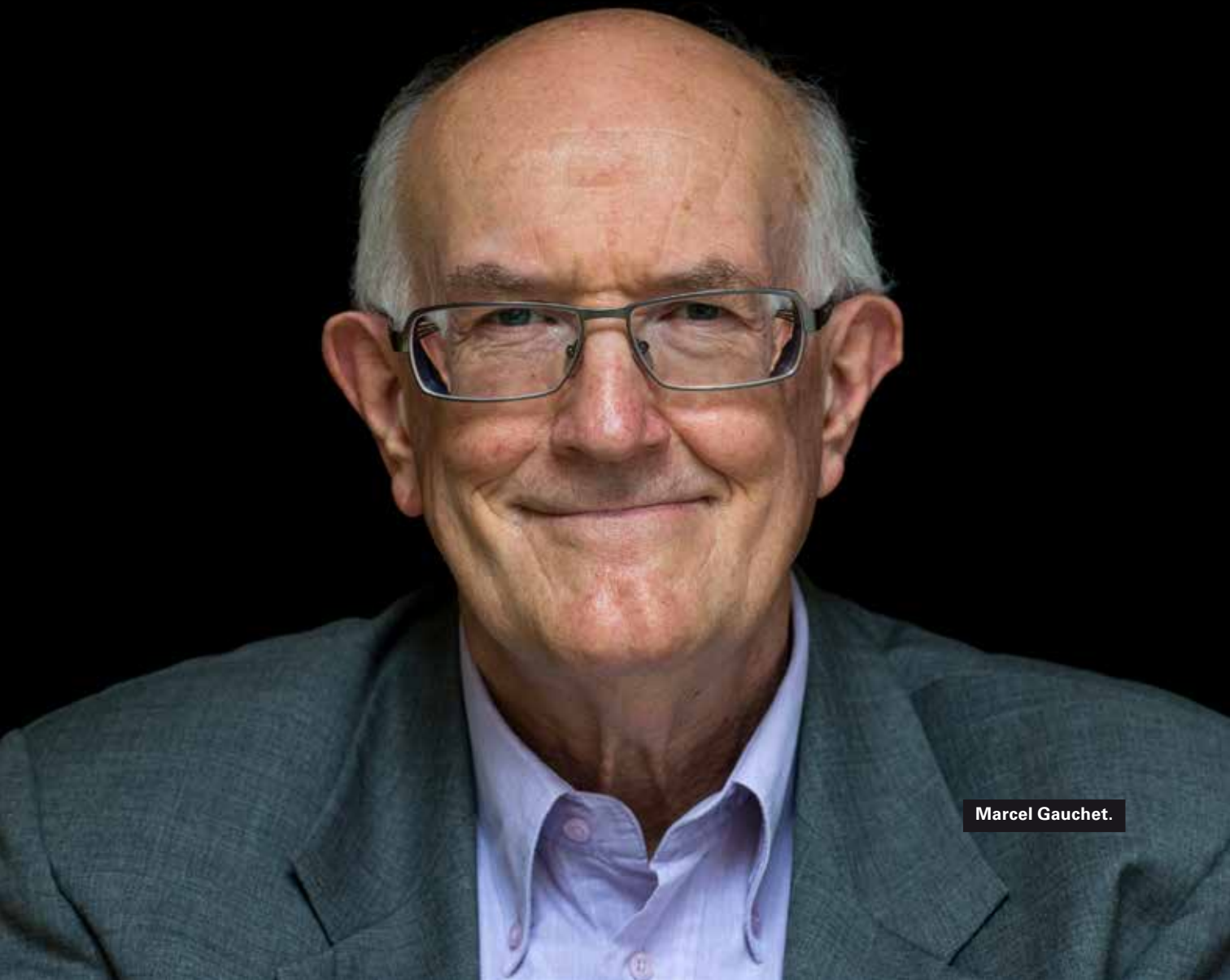
d'échange et de partage a fait long feu. Non seulement Twitter, Facebook et Instagram n'ont pas créé une nouvelle sociabilité, mais en scotchant les jeunes générations à leurs écrans, ils contribuent peut-être à ruiner les anciennes.

Il faut peut-être, cependant, modérer les reproches qu'on leur fait. C'est nous qui conférons aux réseaux sociaux – ou plutôt à leur partie émergée – un pouvoir exorbitant. Ancien chercheur et patron de Bloom, une entreprise dont les algorithmes explorent les profondeurs des réseaux, notamment de Facebook, Bruno Breton s'insurge contre la vision caricaturale propagée par les médias : « *Il y a sur Facebook des communautés d'intérêt où les discussions sont très riches. Et la crédibilité des propos est indexée sur celle de l'auteur. Si Kim Kardashian parle de sacs, elle créera ce que nous appelons de l'engagement. Si elle parle du climat, elle fera peut-être des clics, mais n'exercera aucune influence réelle.* » Possible. En attendant, tout responsable politique, tout chef d'entreprise, toute personne publique sait qu'un mauvais buzz peut mettre fin à une carrière ou faire chuter les ventes. Et les médias traditionnels scient la branche sur laquelle ils sont assis (très inconfortablement au demeurant) en multipliant les rubriques sur ce que veulent ou pensent les réseaux sociaux, autrement dit, ce qui revient à traiter une cacophonie comme une voix autorisée.

C'est dans ce paysage tourmenté où il est désormais de bon ton de dénoncer le complotisme que le président de la République est parti en guerre contre les *fake news*, un bien joli mot pour dire « bobard ». De fait, à partir du moment où il existe un espace où on peut raconter n'importe quoi sans filtre, il n'est pas étonnant que beaucoup s'y adonnent avec passion. Bruno Breton observe néanmoins que, dans 90 % des cas, « *les fake news sont neutralisées par les internautes eux-mêmes* ». De toute façon, on voit mal comment le remède ne serait pas pire que le mal. Quelle instance serait habilitée à définir le vrai et le faux ? Les décodeurs du *Monde* ? Et pourquoi pas le CSA, tant qu'on y est ? Sur ce terrain, une initiative de la Dilcra (la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT) laisse songeur. Cet honorable organisme s'est lancé dans la production de vidéos destinées « *à déconstruire les théories complotistes et les discours de haine* » et à réduire leur influence sur la jeunesse. La première évoque la Shoah et le négationnisme. Qui s'opposerait à un but aussi louable ? L'ennui, c'est que le prochain épisode traitera, apprend-on, du Grand Remplacement. Or, si la thèse défendue par Renaud Camus est éminemment contestable, la mettre sur le même plan que les divagations faurissonniennes ou dieudonnistes, c'est annoncer la couleur : la vérité que l'on prétend protéger sera en réalité soigneusement encadrée. Alors qu'on nous laisse nous débrouiller avec les mensonges privés. À tout prendre, ils sont moins dangereux qu'une vérité officielle. •

MARCEL GAUCHET
**« LES RÉSEAUX SOCIAUX
ONT DEMOCRATISÉ
LA MANIPULATION »**

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy



Marcel Gauchet.

Le débat sur les *fake news* part sur des bases malsaines : la grande majorité de la population est à la fois dépendante des médias et convaincue qu'ils ne répercutent pas ce qu'elle vit au quotidien. Nourris par cette défiance anti-élites, les réseaux sociaux offrent une caisse de résonance virtuelle aux pires balivernes.

Causeur. Du collier de la reine à l'affaire Dreyfus, les rumeurs et les mensonges, parfois propagés au plus haut niveau de l'État ne datent pas d'hier. En quoi les « fausses nouvelles », qui inquiètent tant le président de la République, sont-elles un phénomène nouveau ?

Marcel Gauchet. Cette histoire est l'exemple même de l'illusion de nouveauté que peut créer l'adoption d'une langue étrangère. Une vieille plaie devient, par la magie de l'anglais, un mal inédit et tellement dramatique que le président de la République se doit de monter en première ligne. Reprenons nos esprits en revenant aux faits : dans la campagne présidentielle française de 2017, quelle fausse nouvelle aurait influencé le résultat ? Aucune ! Quel est donc ce spectre qu'il y aurait urgence à exorciser ? La nouveauté du phénomène, car il y en a quand même une, ne réside pas dans l'existence de fausses nouvelles, mais dans leurs conditions d'émission et de circulation. D'abord, le peuple dispose désormais de moyens incomparablement puissants de lancer et de répercuter, via internet et les réseaux sociaux, des bobards. La caisse de résonance numérique est autrement plus efficace que le bouche-à-oreille, et elle est ouverte à tous. Aujourd'hui, le péquin moyen peut diffuser des messages à la terre entière en dehors de tout contrôle, filtrage ou manipulation d'en haut. Autrement dit, le pouvoir de manipulation se démocratise par l'intermédiaire de la technique.

Mais en même temps, les progrès de la connaissance et, osons le dire, de la Raison, devraient nous rendre moins vulnérables aux bobards.

C'est l'autre aspect du problème. Une chose est l'exis-

tence de fausses nouvelles, autre chose est le retentissement que certaines fausses nouvelles sont susceptibles d'avoir parce qu'elles prennent un sens qui les rend crédibles auprès des gens. Ce n'est pas nouveau en soi, mais il est visible que le phénomène prend de l'extension et il faut se demander pourquoi. Le tri rationnel entre le vrai et le faux ne fonctionne plus quand les gens sont prêts à croire une rumeur tout en sachant qu'elle ne repose sur rien, parce qu'elle leur paraît exprimer ce qu'ils ressentent.

L'histoire du prétendu compte aux Bahamas de Macron, par exemple ?

Voilà, on n'en a aucune preuve, mais on se dit que le « *banquier* », comme dit Mélenchon, est bien du genre à en avoir un ! Cela prend tout son sens dans un contexte marqué par une extraordinaire méfiance des populations par rapport à toute parole jouissant d'un statut officiel. Ça commence dans la salle de classe, avec des étudiants qui vérifient sur Wikipédia si ce que raconte le prof est vrai, puis ça continue dans la société et ça prend une tournure paroxystique en politique. Un quart à un tiers de la population est totalement réfractaire au discours des politiques !

Si les Français se détournent massivement des politiques et des médias, c'est parce qu'ils ont le sentiment qu'on leur cache des choses.

C'est le cœur du problème : les médias ont acquis le monopole de la visibilité publique à mesure de l'atomisation de la société. Il n'y a pas si longtemps, celle-ci était structurée en gros blocs de croyance, de classe, de communautés professionnelles qui avaient chacun leur représentation de ce qui se passait. L'Église catholique, le Parti communiste, le monde ouvrier, le monde paysan constituaient des groupes organisés à l'intérieur desquels circulait une information qui faisait le lien entre leurs membres. Tous ces mondes-là étaient articulés autour de leur vérité et faisaient peu de cas de ce qui pouvait se raconter dans la presse ou les médias, d'une autre opinion que la leur. La dissolution de ces groupements laisse les individus tout seuls dans leur coin, au mieux avec leur cinquantaine d'amis Facebook. Le pouvoir des médias s'en trouve extraordinairement renforcé, puisqu'ils sont les seuls à dire ce qui fait sens pour l'ensemble. Ils sont maîtres de choisir ce qui est digne d'être relaté et montré, et ce qui ne l'est pas. Dans les conditions où il est exercé, ce monopole est ressenti par une partie importante de la population comme illégitime et insupportable.

La démocratisation de l'information, un espace où les people seraient à égalité avec leur boulangère, telle était bien la promesse des nouveaux réseaux sociaux comme Twitter. Qu'en est-il advenu ?

On voudrait des statistiques fiables. Combien de →

gens en France utilisent Twitter pour faire circuler des informations et des commentaires politiques ? Le chiffre est probablement dérisoire à l'échelle de la population globale. Il y aurait, paraît-il, une « *fachosphère* », une « *féminosphère* », que sais-je encore. Combien de divisions ? La réalité est que la grande majorité de la population est à la fois dépendante des médias et convaincue qu'ils ne répercutent pas ce qu'elle vit dans son environnement quotidien. La machine médiatique a beau être pluraliste, elle est perçue comme un seul bloc, notamment en raison de son homogénéité intellectuelle, culturelle et sociale. C'est accentué en France par la centralisation parisienne et la faiblesse des médias locaux.

D'où vient cette défiance anti-élites, devenue une composante de notre vie publique ?

Le phénomène est né dans les années 1980 et il s'est déployé avec le sentiment nouveau que les gouvernants faisaient le contraire de ce qu'ils disaient. En France, le tournant de la rigueur de 1983 a marqué une date à cet égard. C'est un autre genre de lutte des classes par d'autres voies, opposant ceux qui sont perçus comme les représentants d'une société officielle, médias en tête, et ceux qui se pensent comme les exclus de cette société, avec parfois d'excellentes raisons de le penser. En un sens, cette fracture est plus profonde que la traditionnelle division entre bourgeois et prolétaires, car salariés et patrons vivaient au moins en contact les uns avec les autres, alors que là, il y a deux mondes qui ne se rencontrent pas : une société qui se sent réduite au silence et une sphère médiatique qui lui échappe complètement.

Même en supposant que des faits soient avérés, l'interprétation à en donner reste totalement ouverte.

Dans votre article du *Débat*, « La guerre des vérités¹ », vous écrivez que « la post-vérité est le rejeton adultérin du politiquement correct ». En somme, les gens ordinaires, comme disait Orwell, ont d'autant plus tendance à croire des bobards que le journalisme qu'ils considèrent comme officiel prêche au lieu d'informer ?

Avant la post-vérité, il y a eu en effet l'arrangement et la neutralisation de la réalité, opérés par le politiquement correct. Une partie de la population a l'impression que la sphère médiatique se tamponne radicalement le coquillard de ce qui se passe chez elle, avec pour seule préoccupation de la détourner des mauvais sentiments que pourraient lui inspirer les situations dont elle ne parle pas, ou seulement à mots couverts. Il faut dire que pour dédramatiser les faits les plus perturbants et arrondir les angles des nouvelles les

plus dérangeantes, nos élites ont élevé l'art de l'euphémisme à un haut degré de sophistication. J'entendais récemment l'aimable Jean-Louis Borloo expliquer doctement qu'« *il y a un bouillonnement dans les banlieues, c'est quelquefois un bouillonnement pour le bien, et puis quelquefois, pour le moins bien* ». On ne peut pas dire le contraire, mais je doute que ce « moins bien » sonne très convaincant aux oreilles de ceux qui subissent la dictature des dealers au pied de leur immeuble !

Et cette novlangue euphémisante favoriserait paradoxalement en retour les thèses complotistes ?

La décrédibilisation des médias a mécaniquement pour effet en retour d'accréditer une contre-information qui s'engouffre dans le « on vous cache quelque chose » et donc dans la possibilité de faire croire n'importe quoi. C'est un système infernal à deux pôles. Le malheureux citoyen moyennement informé est confronté à un choix cornélien. Il doit choisir entre un discours qui enrobe les réalités dérangeantes au point de les escamoter, et un autre, carrément onirique, mais dont les auteurs tirent une grande légitimité de leur opposition à la parole perçue comme officielle.

Pour conjurer ce genre de délires, le président Macron a l'intention de légiférer contre les *fake news*. Faut-il instaurer une vérité officielle ?

Jeme demande encore ce qu'il lui a pris. Macron lui-même n'a pas vraiment souffert des rumeurs de la campagne, comme celle sur son homosexualité supposée, qui a laissé l'opinion de marbre. Alors pourquoi cette croisade ? Je m'interroge. Primo, légiférer sur la question paraît impraticable. Où sont les tribunaux qui établiront la vérité et la fausseté des faits ? Comment savoir si Macron est homosexuel ou non ? Secundo, même en supposant qu'on parvienne à sanctionner quelques lanceurs de sornettes, ce n'est pas avec ces piqures d'épingle que l'on viendra à bout d'un phénomène subdélirant comme l'antisémitisme des banlieues. Il est vrai que, dans une démarche d'affirmation d'autorité régaliennne, il est beaucoup plus facile d'annoncer avec fracas qu'on va mater les menteurs professionnels que de botter le cul des zadistes de Notre-Dame-des-Landes !

Cette croisade contre les *fake news* repose implicitement sur l'idée selon laquelle la vérité est simplement synonyme d'absence de fausses nouvelles ?

C'est toute la naïveté du « *fact checking* » que de le croire. Même en supposant que les faits soient tous avérés, l'interprétation à en donner reste totalement ouverte. En partant des mêmes chiffres, on peut tirer des conclusions dramatiquement opposées. Par exemple, qu'il y a très peu d'immigrés en France ou qu'il y en a énormément →



Nuit debout, Paris, avril 2016 : un épiphénomène surmédiatisé qui n'a eu aucun impact réel sur la société.

ment. C'est une affaire de perception subjective, aussi le « *fact checking* » n'a-t-il qu'une efficacité marginale.

Pour des journaux comme *Libération* et *Le Monde*, le « décodage » des fausses informations – en général, des articles qui leur déplaisent idéologiquement – relève de la croisade. Est-ce un nouveau clergé de la vérité ?

Que représente ce clergé ? Pas grand-chose. Sa crédibilité est mince et sa religion des plus incertaines. Il ne recrutera pas beaucoup de fidèles. Il est sans prise sur le véritable problème qui est la sécession d'une partie de la société par rapport à un espace de référence commun.

Finalement, ce monde de mieux en mieux connu serait-il de moins en moins intelligible ?

Ces deux mondes sociaux coexistent : le monde objectif qu'on peut décrire pour lui-même – avec des données à peu près fiables – et le monde tel que la masse de la société l'interprète et le comprend. C'est ce dernier monde qui nous échappe. Si on sait tout de la répartition des revenus, on ignore ce que pense une grande partie des gens qui correspondent à telle ou telle catégorie de revenu. Or, en démocratie, il est vital de comprendre les représentations des citoyens.

Dans notre démocratie des affects, les débats ne tournent plus autour de la réalité des problèmes mais de ce qu'ils représentent.

Doit-on en déduire que nos démocraties représentatives sont en train de flancher ?

Elles échouent dans leur mission fondamentale qui est de représenter la réalité de la société. Les élus représentent des familles d'opinion, mais quel est leur lien avec ce qui se passe dans les profondeurs du pays ? On n'en sait rien ! Aléatoirement, des épiphénomènes comme Nuit debout créent une illusion d'optique : le rapport entre l'énorme volume d'informations qu'il a généré et son impact réel inexistant sur la société est hallucinant. Rappelez-vous, ce n'était pas moins que la réinvention de la politique... Nous ne sommes plus dans un cadre démocratique normal où la discussion raisonnée fait loi, mais dans une démocratie des affects où les passions du moment prennent le dessus dans une fluctuation constante. Les plus lucides des dirigeants des démocraties occidentales ont d'ailleurs intégré cette versatilité et naviguent à vue. Ils « *accompagnent les émotions collectives* », comme on dit joliment dans la langue de la science politique.

Au-delà des mouvements d'humeur virtuels, comment se manifeste cette « démocratie des affects » ?

Prenons deux exemples : l'affaire de la déchéance de nationalité ou la loi El Khomri. Dans ces deux dossiers de la fin du quinquennat Hollande, le débat n'a pas tourné autour de la réalité des problèmes, mais de ce qu'ils représentaient. La démocratie des affects est une sorte de régression vers une expression qui n'est plus conceptuelle ou rationnelle, mais symbolique, on le voit bien avec Trump. Il n'y a plus de débat public. Les citoyens interprètent des images, à défaut de saisir les discours qui leur échappent ou suscitent leur indifférence. Alors, je ne crois pas du tout au retour des totalitarismes, mais je crains une vaste régression intellectuelle de la démocratie.

Entre la presse à l'ancienne et les réseaux sociaux, il y a une chose qui a progressé, c'est le niveau d'invective. Tel est lynché pour son salaire, tel autre pour un mot de trop.

L'affect le plus fondamental qui émerge sur internet, c'est tout bêtement la haine ! On l'avait un peu oubliée. La réduction objective du niveau de violence dans les sociétés européennes, tant sur le plan politique que sur le plan des rapports entre les personnes, nous l'avait cachée, mais elle est toujours bien là et l'espace numérique la révèle. On peut donner une lecture somme toute optimiste de cette résurgence en termes de défoulement. La domestication sociale de la violence comprime la haine, mais ne la supprime pas. D'où le besoin qu'éprouveraient certains de la manifester verbalement pour ne pas passer à l'acte. Ce serait cathartique, en quelque sorte. Mais on peut donner une lecture pessimiste en se disant que la légitimation que représente de fait son expression publique préfigure au contraire son passage à l'acte. Je ne tranche pas. Mais j'observe que si les actes de violence restent quantitativement limités, l'expression de la haine, dans toutes ses nuances, s'avère en revanche illimitée. Il y a apparemment un stock inépuisable en magasin !

Cette violence latente est-elle dédoublée par la surveillance de tout le monde par tout le monde ?

Non. Le fait dominant dans la société n'est pas la surveillance mutuelle, mais l'indifférence. Nous ne sommes plus à l'ère de l'embrigadement où les groupes radicaux cherchaient à imposer leur loi à la majorité en prenant le pouvoir et en envoyant les opposants en camps de concentration. Nous sommes à l'époque du « à chacun sa vérité ». Mais cela n'élimine pas la radicalité. Elle se réinvente à l'échelle individuelle en fonction du primat de l'affect. Les réseaux sociaux sont typiquement le domaine de l'extrémisme individuel, inaccessible à la raison et à l'argumentation. De cet enfermement dans son opinion, on passe facilement à l'idée que ses contradicteurs ne devraient pas exister. L'appel au meurtre n'est pas loin. Ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut attendre le progrès de la démocratie. •

1. *Le Débat*, 2017/5 (n° 197), nov.-déc. 2017.

JORDAN PETERSON, PROFESSEUR D'INSOUMISSION

Par Mathieu Bock-Côté

Dans un débat télévisé, l'universitaire Jordan Peterson a pris l'ascendant sur une journaliste qui le traitait de phalocrate et l'assimilait à l'extrême droite. Un duel devenu culte sur YouTube.



Si son nom ne dit pas grand-chose aux Français, Jordan Peterson est sur le point de devenir une figure intellectuelle majeure du monde anglo-saxon. Ce professeur de psychologie de l'université de Toronto s'est fait connaître à partir de 2016 pour ses critiques contre le gouvernement fédéral canadien. L'objet de sa colère ? Un texte de loi qui, en plus de rendre obligatoire l'emploi de pronoms *trans* lorsqu'un transsexuel le demande, assimile tout désaccord en la matière à des propos haineux.

Peterson s'est permis de diffuser quelques vidéos sur YouTube pour expliquer sa décision : refuser de se soumettre aux ukases des groupuscules de la gauche radicale qui se donnent le droit de modifier le sens des mots ou d'en imposer de nouveaux, quitte à identifier comme suspect tout récalcitrant. Car la maîtrise du langage est une des clefs de l'hégémonie idéologique, et Jordan Peterson n'entend pas renoncer sans se battre.

Cette contre-offensive a créé un scandale majeur dans le petit monde académique canadien anglophone, qui fait de sa soumission au politiquement correct une preuve de sa supériorité morale. Dans un campus universitaire de l'Ontario, par exemple, la simple référence au sens commun peut valoir à qui s'y risque une réputation de fasciste. D'où le traitement de choc infligé au citoyen Peterson, méthodiquement passé à la question pour savoir s'il adhère ou non aux dogmes de l'époque.

La notoriété de ce franc-tireur est toutefois passée à un stade supérieur après son passage mi-janvier à la télévision britannique pour son livre *12 Rules for Life: An Antidote to Chaos* (2018). Pendant trente minutes, Cathy Newman de Channel 4 News s'est comportée

en procureure plutôt qu'en journaliste. L'animatrice cherche à faire passer Peterson pour un sexiste militant et un défenseur décomplexé de l'ordre patriarcal condamnant les femmes à une discrimination systématique. On a vite compris l'idée : Peterson est un odieux personnage. Newman va jusqu'à l'assimiler à l'alt-right, soit l'extrême droite américaine ! Or, moins ses attaques portent, plus la journaliste devient véhémence, plus elle s'acharne... et plus elle se ridiculise.

Peterson, à la manière d'un professeur flegmatique, esquive les coups et répond à l'anglo-saxonne sans jamais quitter le registre de l'argumentation rationnelle. Plutôt que de s'indigner, il déconstruit toutes les questions qu'on lui pose pour montrer en quoi elles sont biaisées et reposent sur des a priori très discutables. Au terme de l'échange, on a l'impression d'avoir assisté à une victoire par K.-O.

Qu'on approuve ou non les idées du professeur canadien (il a tendance à trop naturaliser les rapports sociaux), on ne peut que se réjouir en l'écoutant démonter les bases intellectuelles de la sociologie victimaire. Sans surprise, des militantes féministes ont accusé le professeur d'avoir fait preuve de condescendance machiste devant l'animatrice. En d'autres termes, après avoir perdu un débat où elle était pourtant en position de force, la journaliste-militante sauve sa crédibilité en se faisant passer pour une victime du sexisme...

Autrement dit, si vous pensez hors des clous, tout débat se refermera sur vous : pile vous serez battu, face vous serez dénoncé comme l'incarnation du Mal... On se consolera en regardant cette vidéo devenue un petit classique de YouTube, tant Peterson y délivre une leçon d'insoumission au système médiatique. •

RAPHAËL ENTHOVEN, GENTLEMAN TWITTER

Propos recueillis par Daoud Boughezala et Elisabeth Lévy



Accro à Twitter, le philosophe devenu journaliste par hasard fait fi des invectives, procès d'intention et autres attaques en meute pour tâcher d'y philosopher. Quand la dialectique casse des briques.

Causeur. Critique féroce de Twitter, vous utilisez quotidiennement ce réseau social. Comment justifiez-vous cette contradiction ?

Raphaël Enthoven. À raison de deux heures par jour, j'y passe un temps fou. Mais c'est du temps gagné. Twitter donne accès à l'ensemble des passions, des opinions, et surtout des préjugés en présence. L'anonymat libère l'insulte et offre à la loupe de l'éthologue des spécimens parfaits. L'enjeu de mon travail est de repérer la mauvaise foi et d'y remplacer l'invective par l'argumentation. Sur Twitter, je suis un poisson-pêcheur. J'en fais partie, tout en y prélevant ce qui m'intéresse. Et la chasse est toujours excellente. De ma fausse terrasse, j'observe, comme à l'opéra, des discours antagonistes produire des comportements identiques. C'est un régal pour les yeux et l'esprit. Twitter est un concentré d'agora.

« Un concentré d'agora » ?! Vous énoncez là le malentendu consubstantiel aux réseaux sociaux : la confusion entre la foule et le peuple...

Cette confusion entre la plèbe et le peuple remonte au XIX^e siècle, lorsque Marx disait du prolétariat qu'en raison de ses souffrances, il était fondé à incarner « l'humanité tout entière ». Or, Twitter se présente comme le médium de la plèbe, c'est-à-dire le porte-voix de ceux qui se vivent comme les exclus de la fête médiatique, les ignorés des « médias officiels ». En tweetant, je me suis confronté d'assez près à des opinions qui, à tort ou à raison, pensent d'elles-mêmes qu'elles n'ont pas droit de cité. En cela, il s'agit, aussi, d'un concentré d'agora.

Certes, mais comment voulez-vous introduire de la nuance auprès d'ennemis de la nuance ?

Mon ennemie n'est que la foule. D'où la nuance est bannie, et où chacun abjure sa singularité au profit d'un slogan. Mais pris singulièrement, chaque individu qui compose la foule est aussi intelligent qu'un homme peut l'être. Or, en répondant posément à l'homme des slogans, on arrive parfois à produire le miracle d'un vrai débat, avec de vraies distinctions, des amalgames qu'on récuse et des échanges d'arguments. Mon amie Marilyn Maeso (qui enseigne la philosophie) excelle à

transformer des disputes en discussions. Son fil twitter est une machinerie socratique d'où j'ai vu, parfois, des porcs ressortir en galants hommes, des gauchistes devenir hamoniens, et des gens de droite s'intéresser à Merleau-Ponty ! Une merveille...

Le plus souvent, les twittos tuent le débat. Vous fustigez d'ailleurs le « Parti unanime » de Twitter dont les membres ont en commun le refus du pluralisme...

Ce n'est pas le pluralisme qui gêne le « Parti unanime ». C'est la nuance. Le Parti unanime n'est pas le parti d'une opinion en particulier, mais c'est l'ensemble des gens dont l'unique mode de discussion consiste à disqualifier l'opinion qui leur déplaît. L'idée de « Parti unanime » (qui n'est, en fait, qu'un synonyme de ce que Tocqueville appelait « *tyrannie de la majorité* ») m'est venue le jour où, parce que j'attirais l'attention sur les risques du #balancetonporc, Julien Salingue – l'animateur d'Acrimed – a essayé de démontrer, en falsifiant un article écrit en 2011, que j'étais moi-même « *raciste et misogynne* »... Le crachat était gluant, j'ai mis du temps à m'en nettoyer, mais je dois au morveux d'avoir, à cette occasion, formalisé une intuition précieuse. Car en fait, le Parti unanime est omniprésent. Pour y prendre sa carte, il suffit de discuter à coups de procès d'intention. Moi-même, il m'est arrivé d'y céder.

Cet autisme généralisé pose-t-il un problème démocratique ?

En tout cas, c'est un problème tout à fait spécifique à la démocratie, où chacun prise le débat, mais où, comme Deleuze le remarquait déjà dans *Pourparlers*, les « débats » ne sont que la juxtaposition péremptoire d'opinions qui se regardent en chiens de faïence, et dont l'enjeu est uniquement de savoir si on a bien disposé du même temps de parole que son ennemi.

Sur Twitter, jusqu'à récemment, une opinion devait tenir en 140 signes. Cette contrainte de forme réduit-elle la pensée ?

La règle des 140 signes était terrible. Elle condamnait à une orthographe lamentable, avec des mots abrégés, illisibles... C'était de l'écriture exclusive ! Un cauchemar. De ce point de vue, le récent passage à 280 signes est intéressant. 280 signes laissent la place au paradoxe. En 280 signes, on peut faire tenir une contradiction, c'est-à-dire obliger les gens à réfléchir.

Y êtes-vous récemment parvenu ?

Quand j'observe que les partisans du burkini ne défendent pas, malgré la liberté qu'ils invoquent, le port du string dans les rues de Riyad, il m'arrive de recevoir, au milieu des crachats, la main tendue d'un adversaire qui comprend que mon seul but est de (vraiment) discuter avec lui. Quand j'explique qu'on peut être musulman sans croire en Dieu (car l'islam est un monde, plus encore qu'une religion, et qu'il a, lui aussi, ses tartuffes), au milieu des anathèmes, j'entends des

voix sincères qui s'efforcent de comprendre un raisonnement nouveau pour elles. Quand je fais valoir que #balancetonporc comporte aussi un risque de délation, c'est Sandra Muller en personne, à l'origine du mot-clef, qui (à rebours des unanimistes acharnés à démontrer ma rage de mâle blanc) fait valoir qu'on n'a jamais tort d'introduire une nuance dans le débat... Autant de victoires, inutiles mais réjouissantes.

Mais le contact de rageux dégradants est dégradant !

Ce qui est dégradant, c'est de refuser le contact. Ce qui est sale, c'est de porter des gants. En ce qui me concerne, j'y vais, loyalement, mais sans pitié. Je n'en retire aucune fierté. Les rageux ne m'impressionnent pas du tout. Twitter, pour moi, n'est pas une question de courage, mais une question de patience. En tout rageux sommeille un type intéressant. C'est à lui que je m'adresse.

Il y a une chose que nous sommes en train de perdre à cause des réseaux sociaux, qui sont le royaume du premier degré, c'est l'humour. Peut-on rire au temps de Twitter ?

Twitter n'est pas l'ennemi de l'humour. On y trouve des choses hilarantes. L'ennemi de l'humour aujourd'hui n'est pas non plus l'Église, que des décennies de sarcasmes ont remise à sa place. L'ennemi de l'humour, à l'ère des revendications communautaires, ce sont ces nouveaux censeurs qui tiennent l'humour pour un outil de domination. « À qui profite l'humour ? » se demandent-ils. Et de répondre : aux dominants, qui brandissent la « liberté d'expression » pour écraser les « racisés ». Autrement dit : oui à l'humour, sous réserve de ne rire ni des Noirs, ni des Arabes, ni des gros, ni des nains, ni des femmes, ni des juifs, ni des pauvres, ni des laids, vous pouvez tout écrire (« *sous l'inspection de deux ou trois censeurs* », ajouterait Figaro). Ces censeurs-là descendent en ligne directe des nationalistes avinés qui demandaient aux écrivains d'écrire, pendant la guerre, de grands romans patriotiques. L'un comme l'autre voudraient soumettre l'art (comme l'histoire, d'ailleurs) à l'idée qu'ils se font du Bien. S'ils étaient au pouvoir, il y aurait un art officiel.

Si les esprits obtus fleurissent sur Twitter, y avez-vous également rencontré beaucoup de zigs dans votre genre ?


Bien sûr. Si la plupart des gens combattent pour la victoire de leurs opinions, nous sommes quelques-uns, précis, motivés et résolument républicains, à combattre pour le droit universel d'en avoir une. Même, et surtout, quand elle nous déplaît. •



Morales provisoires, Raphaël Enthoven, éditions de l'Observatoire, 2018.

PEUT-ON RIRE, DANS LA DIGNITÉ ?

Par Jean-Paul Lilienfeld



« Couple ou pas couple » : le jeu de la chaîne C8, animé par Jean-Luc Lemoine.

Homophobie, racisme, misogynie : les chefs d'accusation pleuvent sur les professionnels du rire pris en flagrant délit de mauvais esprit. Encouragée par les réseaux sociaux, la fragmentation du corps social en une multitude de minorités opprimées a fait une victime : l'humour.

Il y a cent ans on lisait *La Case de l'oncle Tom*, un peu plus tard *Tom bon nègre*, dans les sixties il y avait un Noir à chéchia rouge sur les boîtes de Banania et on achetait des nègres en chemise à la pâtisserie. C'était le temps où il était naturel d'être au pire raciste et au mieux condescendant. Malheureusement, si l'époque où tout était permis est heureusement révolue, celle où rien n'est autorisé pointe le bout de son nez. Chaque idéal a désormais ses bigots rigidement drapés dans leur inattaquable humanisme, censés protéger « leur » faible, dont la caractéristique principale est d'être tellement bête qu'il ne sait jamais ce qui est bon pour lui.

Dans ce climat que l'on peut qualifier de néopuritan, les humoristes ont longtemps bénéficié d'une sorte d'immunité – qu'ils refusaient à leurs victimes.

Ainsi pouvaient-ils se déchaîner contre un malheureux coupable d'un mot de travers tout en déconnant sur à peu près tout. Peu à peu, ce droit de rire de tout a été grignoté par les protestations de communautés offensées, en particulier de l'une d'elles, puis par les assassins, également très offusqués, de *Charlie Hebdo*. Aujourd'hui, c'est le « féminisme policier », pour reprendre l'expression de Peggy Sastre, qui réclame que l'on soit pendu pour une blague, même bonne.

Face à cette coalition disparate de censeurs, les humoristes sont en première ligne. Aussi avons-nous voulu savoir s'ils pouvaient encore laisser aujourd'hui libre cours à leur mauvais esprit. Nous avons donc demandé à un certain nombre d'éminences de la profession de nous parler de la façon dont cette atmosphère pesait sur leur travail. À l'exception de Régis Mailhot, que

nous remercions pour sa liberté, tous nous ont fait la même réponse, qui est en elle-même une démonstration : « Non merci, sans façons. » En vérité, on les comprend. Tex viré pour une blague trash, beaucoup d'autres insultés et traînés dans la boue. Qu'iraient-ils faire dans cette galère ? Alors que, dans leurs spectacles, tous assurent ne pas se censurer, s'exprimer sur ce sujet dans les médias revient, quoi qu'on puisse déclarer, à tendre le bâton pour se faire battre. Le *bad buzz* n'est jamais loin.

Jean-Luc Lemoine peut en témoigner. Il anime « Couple ou pas couple » sur C8, dans lequel deux joueurs doivent reconstituer sept couples parmi 20 prétendants. Le 26 décembre dernier, les deux candidats, David et Rémi, auraient, d'après des procureurs autoproclamés, « multiplié les stéréotypes sur les homosexuels ». Retour sur le plateau.

« Nous connaissons l'orientation sexuelle de Damien, se vante Rémi.

– *Il est stylé, il a de jolis tatouages, une boucle d'oreille à une seule oreille, ça ne se fait plus trop chez les hétéros*, enchaîne David.

Immédiatement, Lemoine, très pro, très conscient de l'orage trop proche, rattrape le duo.

« Si je suis votre raisonnement, si on est stylé, on est gay forcément ? »

Malheureusement, quelques secondes plus tard, l'animateur doit annoncer la profession de Damien :

« Il est coiffeur.

– *Donc il est homo !* » lance David.

J'ai éclaté de rire. Pourtant, je le jure, je me moque complètement de la sexualité des coiffeurs et de la coupe de cheveux des homosexuels. Mais voir ce candidat en rajouter un brin après avoir parfaitement compris que Lemoine le recadrerait m'a réjoui.

Qu'importe, sur les réseaux sociaux, la chasse à l'homophobe était ouverte, des téléspectateurs appelaient la chaîne, ulcérés qu'elle laisse les deux candidats « véhiculer autant de stéréotypes homophobes à l'antenne » et l'AJL (Association des journalistes lesbiennes, bi-e-s et trans – l'inclusif est de l'AJL) déclarait : « Les clichés ne prennent jamais de repos, même à Noël... »

Une semaine plus tard, Jean-Luc Lemoine faisait part de son inquiétude sur France Inter : « La façon dont ils ont été brûlés sur la place publique a été très violente. Je me sens comme un écologiste qui observe la réduction de la couche d'ozone. Ma couche d'ozone, c'est la liberté d'expression. On ne voit pas à quel point ça va vite ni les libertés qu'on a perdues. »

Interrogé sur le même sujet, en décembre, dans « Le Grand Oral » sur RMC, Didier Bourdon, l'un des Inconnus, avait concédé : « C'est vrai qu'on se demande souvent, avec les Inconnus, comment on ferait aujourd'hui. Les réseaux sociaux, ça a toujours existé, c'était le courrier des lecteurs et on en recevait plein. Le

problème, c'est qu'ils soient tellement relayés, il suffit qu'il y ait mille internautes, on dirait qu'il y en a un million. » C'est donc le pouvoir démesuré de cette caisse de résonance mystificatrice qui expliquerait cette impression si largement partagée qu'on ne peut plus rien dire ? De fait, à moins qu'ils ne soient contraires à la loi, ce ne sont jamais les propos ou les blagues incriminées qui indisposent les chaînes ou le CSA, les conduisant à sévir ou avertir, mais le *bad buzz*, ce déferlement numérique qui, pour une broutille, peut détruire une image.

Acolyte de Thierry Ardisson, Laurent Baffie a pour sa part provoqué un scandale en osant un (très chaste) relevé de jupe de Nolwen Leroy, qui est par ailleurs son amie. À la suite de quoi, il s'est demandé dans *Télé-Loisirs* s'il n'allait pas arrêter de « sniper » : « Il y a une pression qui n'existait pas avant... [...] Dès qu'on dit un mot, ou fait un geste de travers, il y a bad buzz. On se prend des seaux de merde pendant une semaine. Heureusement la semaine d'après, c'est un autre buzz qui remplace celui-là. [...] Il ne faudra pas 50 mauvais buzz pour que j'arrête la télé. Encore deux ou trois histoires comme ça... Je n'ai plus envie de ça. [...] Devoir se justifier de tout pour des conneries, c'est saoulant. »

Julien Cazarre, « J+1 » sur Canal Plus et « Y'a pas péno » sur Europe 1, refuse de se justifier. Dans *Télérama*, il s'en prend au CSA « en train de devenir une belle merde de propagandistes de la bien-pensance ». C'est qu'il fait des choses très vilaines Julien. Comme inventer de faux dialogues en doublage sur des images de joueurs de foot. Et lorsque le joueur a un accent africain dans la vie, Julien Cazarre le fait parler... avec l'accent africain dans ses vidéos. C'est mal hein !

Interrogé sur cet accent « pire que Michel Leeb » et ses « allusions homosexuelles », Julien Cazarre ironise sur « une question de journaliste gauche confort ». Il ose même rajouter : « On ne me demande jamais pourquoi je donne un accent de débile à un joueur blanc ou un accent du sud-ouest surjoué à un mec qui parfois n'est même pas du sud-ouest. » La suite lui aliénera définitivement les ayatollahs du bon goût : « Je trouve désolant que, aujourd'hui, l'humour trash dérange les gens de gauche. À l'époque de mes parents, les réacs, c'étaient les mecs d'extrême droite ou les cathos qui s'offusquaient de tout. C'était plus facile, pour un humoriste, d'être détesté par ces gens-là. Il ne se sentait pas obligé de s'excuser à tout bout de champ. »

La conclusion revient à Rémi, l'un des deux candidats « homophobes » du jeu de Jean-Luc Lemoine, qui a tenté d'éteindre la polémique sur son compte Facebook : « On fait le buzz David Perez. On nous insulte même d'abrutis ou de connard sur Twitter. Ça se voit pas tant que ça que nous aussi on est homos ? »

Mais oui. Les homophobes étaient gays. C'est beau comme du La Fontaine... •

RÉGIS MAILHOT

« SI TWITTER AVAIT EXISTÉ DANS LES ANNÉES 1940, LES CAVES AURAIENT ÉTÉ VIDES »

Propos recueillis par **Élisabeth Lévy**
et **Jean-Paul Lilienfeld**



Si l'humoriste ne s'exprime pas de la même façon à la radio et sur scène, c'est en grande partie à cause de la pression des réseaux sociaux qu'il qualifie de « pot de chambre participatif ». Conscient qu'un lynchage sur Twitter peut condamner un artiste à la mort sociale, il s'inquiète de ce poujadisme des élites.

Causeur. En plus de vos spectacles, vous offiez à la radio depuis de nombreuses années en tant qu'humoriste. Les réseaux sociaux vous ont-ils compliqué la tâche ?

Régis Mailhot. Ils l'ont surtout démultipliée... Les réseaux sociaux agissent comme une caisse de « déraisonnance ». Quand j'ai débuté, je recevais des courriers, des e-mails. C'était sur France Inter, donc je me faisais insulter pour une faute de grammaire. Mais un rédacteur en chef, un patron des programmes pouvait choisir de ne pas vous les transmettre. C'était plus facile de ne pas être parasité, de ne pas dévier de sa ligne de conduite. Aujourd'hui, les critiques, les demandes de renvoi et surtout les insultes sont publiques. Twitter, c'est le pot de chambre participatif du web. Personne ne nettoie. N'importe quelle blague peut m'attirer une « fatwa » ou une « cabale » de tel ou tel groupe déchaîné. Cette malveillance, souvent anonyme, finit par peser sur un artiste et sa manière de travailler.

Dans le monde de Facebook et Twitter, il faut être aimé, ce qui favorise un humour inoffensif s'attaquant à des cibles universellement détestées.

La facilité est de taper sur des cibles satiriquement correctes, comme Christine Boutin... que je n'ai pas épargnée. Les « salauds » officiels rassurent et endorment l'esprit critique. Or, un bon humoriste doit attaquer la bêtise en général et non telle ou telle personnalité, communauté ou groupe d'opinion. Ce qui est intéressant, c'est d'apporter un peu de nouveauté et de taper sur la bêtise émergente. Par exemple, au début des années 2000, j'étais l'un des premiers à me moquer de l'intégrisme religieux qui prenait la couleur de l'islamisme, en parlant du voile, de la possibilité ou non de conduire avec un niqab. On me disait : « Tu vas loin ! » alors qu'aujourd'hui tout le monde fait des blagues sur la burqa.

Ah bon ? Nous avons plutôt l'impression que, depuis la Manif pour tous, tous les humo-

ristes tapent avec entrain sur le même clou catho. Comment avez-vous traité le sujet ?

Finesse et délicatesse, comme toujours... Dans ce débat qui parlait d'égalité, la seule chose vraiment égalitaire a été la connerie. J'avais fait un papier sur le double point Godwin : on avait bouffé du nazi des deux côtés. Xavier Bongibault, porte-parole homo de la Manif anti-homo avait comparé Hollande à Hitler. Comparer Hollande avec un type un peu autoritaire, c'était assez audacieux, voire crétin. De l'autre côté, Pierre Bergé a déclaré à son propos que « *chacun a son bon pédé, comme autrefois chaque antisémite avait son bon juif* ». J'ai rappelé qu'on pouvait très bien être homosexuel et antisémite... Souvenez-vous de Brasillach. Les deux parties m'ont engueulé à tour de rôle pour s'être senties offensées suivant le principe : « Vous pouvez rire de tout, sauf de ma chapelle ! »

C'est un peu le principe des humoristes de France Inter : se moquer de la droite... et de la droite ! Que pensez-vous de cet humour clairement orienté ?

Pour ma part, j'ai arrêté de dire du mal de la droite, ils le font très bien eux-mêmes ! Plus sérieusement, cela a toujours été. Le clientélisme existe aussi dans nos métiers. On lira rarement un édito pro-Taubira dans *Valeurs actuelles*. À mon sens, l'humoriste ne doit pas être engagé, mais dégage. Comment être impertinent si l'on sert une cause ? Cet esprit libertaire m'a toujours animé. Cela dit, même sur RTL, je fais plus attention à ce que je raconte à la radio que dans mes spectacles. D'ailleurs, quand on me pourrit sur les réseaux, c'est toujours à cause de la radio, jamais à cause des spectacles. Les gens qui paient pour me voir sur scène savent ce qu'ils ont acheté. En général, ils n'ont pas abdiqué sur le second degré. À la radio, il faut faire rire en cinq minutes un million d'auditeurs qui ne m'ont pas choisi, tout ça entre deux pubs, dans le contexte d'une émission de promotion avec un invité qui pianote sur son iPhone. Certains jours, ce n'est pas évident. Cela dit, on ne devrait pas attacher une telle importance aux petits débats d'internet. L'information ne devrait pas se nourrir à l'Agence France Tweet qui fabrique de l'opinion artificielle. Twitter suscite des empoignades entre quelques initiés ou fanatiques enfermés dans une boîte, mais les gens s'en foutent. Ils ont d'autres préoccupations et sont plutôt déconnants.

Si vous le dites. Donc votre manière n'est pas devenue plus « premier degré » ?

Assez peu. J'ai la chance de ne pas faire partie de cette aristocratie du rire sur laquelle les médias concentrent la lumière. RTL, c'est un peu trop populaire, peut-être. À l'époque où je faisais ma chronique le midi sur France Inter, j'ai eu le droit à un papier dans *Les Inrocks*. Aujourd'hui alors que plus d'un million de personnes écoutent mon billet quotidien sur RTL, je suis en dehors de ces radars-là. Donc finalement plus peinarde.

Tant pis pour *Les Inrocks* ! Depuis les attentats de 2015, un journal de rigolos, *Charlie*

***Hebdo*, est devenu un symbole...**

De journal confidentiel, *Charlie* est devenu d'un coup d'un seul le blister officiel de la liberté d'expression. Sept millions de nouveaux lecteurs se sont donc abonnés à la liberté d'expression en achetant le numéro post-attentat avant de brailler deux semaines plus tard : « Mais c'est dégueulasse, ils vont un peu trop loin ! » Or, *Charlie*, c'est justement le mauvais goût assumé, l'outrance rigolarde, le transgressif régressif. Que tout le monde soit soudainement Charlie a favorisé une forme d'opportunisme dans l'humour. C'est devenu une cause plus *mainstream*, alors qu'en 2014 on n'était pas nombreux à parler de Daech dans un sketch.

Cette cause consensuelle, cher Régis, suscite des torrents de haine sur internet. Et elle est abordée très discrètement par les grands médias...

La pudeur certainement... Cela dit, rassurez-vous, chaque « cause » suscite sa haine ! Chacun est devenu le flic de l'autre. Si Twitter avait existé dans les années 1940, les caves auraient été vides.

Point Godwin ! Mais vous dites sans doute vrai. Les femmes sont-elles devenues le sujet dangereux ?

C'est le tabou absolu du moment ! Pour ma part, je ne goûte guère aux plaisanteries misogynes, mais je goûte encore moins qu'on me les interdise. Si les femmes qui ont un point de vue divergent se font allumer, imaginez le sort d'un homme qui blaguera à ce sujet. L'affaire Tex est symptomatique. Ses ex-patrons se sont servis de sa vanne comme prétexte pour le virer en sachant très bien que ce sujet tabou les protégeait du moindre reproche. C'est un procédé particulièrement dégueulasse. Plus généralement, je constate une forme de « terreur ». On parle de libération de la parole alors qu'on enferme la pensée. Quand on commence à avoir peur de s'exprimer, c'est inquiétant. Qu'on libère la parole, c'est très bien, mais qu'on les libère toutes ! Au pays de Voltaire, ayons confiance en l'intelligence pour faire le tri.

Cette censure provient de la base. La pression ne s'exerce-t-elle donc jamais d'en haut, de la part d'un actionnaire ou d'un rédacteur en chef ?

Quand cela arrive, c'est toujours à la suite d'une autre pression. Un lynchage sur Twitter peut condamner quelqu'un à la mort médiatique, donc sociale dans le cas d'un humoriste. Ce qu'on appelle la « bien-pensance » n'est en fait qu'un poujadisme des élites. Dès qu'on ne pense pas comme elles, on pense mal. De plus, les censeurs sont des vendeurs de tolérance qui n'ont jamais aucun échantillon sur eux, les fourbes. C'est une police de la pensée en Stan Smith, avec une apparence plus cool que les flics d'antan, mais des méthodes tout aussi staliniennes ! Et à part ça, on peut rire maintenant ? ! •

FRANÇOIS HOLLANDE
HIER, TU QUITTES,
AUJOURD'HUI
T'ACQUITTES ...
op

des
fem

Rassemblement pour la libération de Jacqueline
Sauvage à l'initiative d'associations féministes, Paris,
10 décembre 2016.

LA JUSTICE SAUVAGE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Par Gil Mihaely

En septembre 2012, Jacqueline Sauvage a tué son mari violent. Ayant examiné la complexité de cette affaire, la justice l'a par deux fois condamnée à dix ans de réclusion. La mobilisation sur internet a transformé cette histoire douloureuse en croisade féministe. Imposant un récit simpliste faisant de l'épouse meurtrière une simple victime, des pétitionnaires bien conseillées ont réussi, en surfant sur l'air du temps, à arracher une grâce présidentielle à François Hollande. Une manipulation réussie.

Tout le monde connaît l'affaire Jacqueline Sauvage. Ou croit la connaître. Le 10 septembre 2012, peu avant 19h30, le téléphone sonne au centre départemental d'incendie et de secours du Loiret. Le pompier de service décroche. Une voix féminine prononce ces mots : « *J'ai tué mon mari à La Selle-sur-le-Bied.* » Elle vient en effet de tirer trois coups avec son fusil de chasse dans le dos de son mari Norbert, assis sur la terrasse de leur maison. Quelques heures plus tard, pendant que les gendarmes de Montargis interrogent Jacqueline, ses trois filles apprennent la nouvelle, mais son fils ne répond pas au téléphone. Deux des filles et le mari de l'une d'entre elles se rendent à son domicile pour le prévenir. Ils le trouvent mort, pendu. Le médecin légiste constatera plus tard que le suicide a précédé le drame de quarante-huit heures.

Pour les gendarmes – comme pour tout le monde à l'époque –, la femme au cœur de ce drame familial s'appelle Jacqueline Marot. C'est plus tard qu'elle reprendra son nom de jeune fille, Sauvage. Première transformation qui en annonce une autre : c'est sous ce nom qu'elle sera érigée en symbole de la cause des femmes battues par le jeu des médias, des célébrités et des politiques.

Cette femme a été jugée et condamnée deux fois à dix ans de réclusion criminelle, par six juges (trois en assises et trois en appel) et quinze jurés (six pour la première instance, neuf pour l'appel). Ses demandes d'appel et de libération conditionnelle ont été rejetées. Et pourtant, la France entière la considère seulement comme une victime, au point d'obtenir sa grâce. Comment le fossé entre la justice et l'opinion a-t-il pu se creuser autant ? C'est la médiatisation de l'affaire sous des formes inédites, à travers internet et les réseaux sociaux, qui a permis la réécriture d'une histoire douloureuse et complexe en fable manichéenne. Sauvage, une femme à la fois faible et forte, soumise et autoritaire, autonome et dépendante de sa relation conjugale, a tué son mari au moins trois heures et demie après qu'il l'a frappée. Dans le western qu'ils ont reconstitué a posteriori, les réseaux sociaux ont transformé ce tir dans le dos en acte de légitime défense.

Organisée et travailleuse, Jacqueline gère les finances du couple et jouit de son autonomie financière.

C'est cette faille béante entre les multiples décisions de la justice et la légende médiatique qui a attiré l'attention d'Hélène Mathieu et Daniel Grandclément. L'enquête minutieuse de ces deux journalistes expérimentés (*La Vérité sur l'affaire Jacqueline Sauvage*, Stock, 2017) permet de saisir la complexité de l'histoire et de suivre le processus de sa réécriture médiatique. Faute d'accès au dossier, leur travail est notre source principale. Le meurtre n'est encore qu'un fait divers local. En quelques articles publiés dans les jours suivants, →

La République du Centre plante le décor. Aisée, la famille Marot possède « une vaste demeure, comme beaucoup d'autres dans le quartier. Une grosse berline allemande est garée sous un appentis. Le jardin est impeccablement fleuri. Et le couple est membre du club local de chasse. » Mais, poursuit le journal, derrière cette façade paisible, « depuis des années, les violences conjugales faisaient partie du quotidien de cette femme de 65 ans. Les violences physiques semblaient monnaie courante dans la famille. » Le fils, racontent les voisins, a lui aussi subi des violences de la part de son père et époux de Jacqueline, Norbert Marot, « un caractériel, homme à la carrure impressionnante, qui exerçait une domination sur sa femme », laquelle a connu pendant quarante-sept ans de mariage « les coups et les humiliations ». On évoque sa tendance à boire beaucoup trop. L'histoire semble simple et banale : une femme martyrisée dès le premier jour de son mariage, des filles violées par cet homme monstrueux qui a poussé son fils au suicide et aurait sans doute tué sa femme Jacqueline si celle-ci ne l'avait pas devancé. Seule voix discordante, celle du maire de la commune Pascal Delion, qui évoque « une affaire compliquée ». Trois mots qui sonnent comme un avertissement face à l'emballage médiatique, pour l'instant strictement local.

Mais les enquêteurs découvrent rapidement des éléments dérangeants. Ainsi, une première révélation ébrèche le mythe de l'épouse martyre. En 1994, Norbert Marot a eu une histoire d'amour avec Laurence, employée dans sa petite affaire de vente de vin. Leur relation n'a rien d'une passade, car Norbert Marot quitte le domicile conjugal pour s'installer avec sa maîtresse. Après trente ans de mauvais traitements, on imagine que Jacqueline Sauvage aurait poussé un grand soupir de soulagement et se serait empressée de demander le divorce. D'autant qu'organisée et travailleuse, l'épouse gère les finances du couple et jouit de son autonomie financière. Or, Jacqueline fait tout pour récupérer son mari. Devant la maison de sa rivale Laurence, elle essaie de forcer le portail tout en l'insultant bruyamment. Prétendant avoir appris un an plus tôt (1993) que son mari avait violé leur fille cadette à ses 17 ans, Sauvage le ramène au domicile conjugal manu militari, le menaçant d'un fusil de chasse pour lui indiquer le risque qu'il encourt s'il recommence... Quelques jours plus tard, Jacqueline Sauvage attend Laurence devant sa maison, se rue sur elle et la frappe en hurlant. La jeune femme parvient à s'échapper en voiture, s'ensuit une course-poursuite sur les routes du Loiret qui se termine à la gendarmerie où Laurence se réfugie. Plus de vingt ans plus tard, l'ancienne maîtresse de Norbert raconte à Daniel Grandclément que, malgré le conseil des gendarmes, elle a finalement décidé de ne pas porter plainte.

Quatre ans plus tard, en 1998, c'est encore Jacqueline qui crée la SARL familiale, une société de transport

qui emploie tous les membres de la famille (sauf la fille aînée, qui a pris ses distances très tôt), à commencer par Norbert. Les affaires prospèrent, les Marot achètent des camions neufs et construisent un pavillon dans un lotissement de La Selle-sur-le-Bied. Là encore, Jacqueline s'occupe de tout : du foyer, de la société ainsi que de la construction de la nouvelle maison.

Mis bout à bout, ces éléments et bien d'autres – aucune plainte pour violence conjugale ou viol des filles n'a jamais été déposée – conduisent le ministère public à accuser Jacqueline Sauvage de meurtre avec préméditation, c'est-à-dire d'assassinat. Un crime passible de la réclusion criminelle à perpétuité. On est loin du tableau dressé par *La République du Centre* en septembre 2012 ! Quelques mois plus tard, en octobre 2014, le procureur de la République décide finalement de renoncer à retenir la préméditation dans son réquisitoire devant la cour d'assises. Jacqueline Sauvage est donc condamnée pour meurtre sans préméditation et écope de dix ans de réclusion criminelle. Ce verdict raisonnable aux yeux des connaisseurs de l'affaire choque fortement l'opinion publique, dont la connaissance du dossier est plus que superficielle.

Sur Twitter, la correspondante de France Inter assume son parti pris pro-Sauvage.

Commence alors la deuxième phase de la médiatisation. Après la presse locale, les journalistes d'i-Télé prennent le relais. Ils parviennent à surmonter les réticences des filles Sauvage-Marot pour les interviewer en exclusivité. Face caméra, Fabienne Marot raconte son viol incestueux. Également interrogées sur France 3 Centre, les trois filles affrontent un journaliste qui met en garde les téléspectateurs. « Dix ans de prison pour avoir tué son mari violent qui abusait de ses filles et maltraitait son fils. En résumant l'affaire à l'extrême, de nombreux paramètres disparaissent et le verdict peut paraître choquant. Mais en examinant le procès de plus près, l'affaire Sauvage devient bien plus complexe. De nombreuses questions restent en suspens et peuvent expliquer la décision du jury », explique-t-il dans un article. Preuve de l'émotion croissante, le verbatim du procès publié sur le site de *La République du Centre* recueille des dizaines de milliers de clics ! Les internautes, d'habitude critiques de la « justice laxiste », prennent presque tous la défense de Sauvage.

Parmi les visiteurs du site, deux femmes vont jouer un rôle majeur. La première est Karine Plassard, une militante féministe de Clermont-Ferrand qui décide de soutenir la procédure d'appel de Jacqueline. La seconde s'appelle Carole Arribat, une Parisienne



Deux mois après la grâce accordée par François Hollande, Jacqueline Sauvage s'exprime dans l'émission « Sept à huit », sur TF1.

ayant fui quelques mois plus tôt le mari qui la battait, la violait et l'humiliait depuis six ans. Chaque histoire qui lui rappelle la sienne la bouleverse. Elle aussi décide de suivre l'affaire et d'attendre l'appel.

D'autres sont moins patients : une première pétition en ligne commence à circuler fin octobre 2014 sur le site 24.net. Elle appelle à faire « *sortir de prison Jacqueline Sauvage [...] pauvre femme [dont] bon nombre déjà pensent qu'elle a assez subi durant toute sa vie [...]* ». Elle recueillera 27 000 signatures ainsi que des commentaires tels que « *j'ai beaucoup de peine pour cette femme qui pourrait être ma maman* » ou « *à mon avis, c'est les juges qui devraient être en prison* ». Cependant, à ce stade, tout le monde attend que la justice corrige ce que la justice a fait. L'agitation médiatique se tasse.

Un peu plus d'un an plus tard, le 1^{er} décembre 2015, le procès en appel de Jacqueline Sauvage s'ouvre devant la cour d'assises de Blois. Une certaine Corinne Audouin le couvre pour France Inter. Ses tweets parfois virulents permettent à ses contacts de suivre l'audience quasiment en direct. Audouin et son public s'indignent de la prétendue dureté de la présidente Isabelle Raimbaud-Wintherlig avec Fabienne Sauvage, la fille de Jacqueline et Norbert, qui raconte son viol à la barre. Cependant, l'histoire de Fabienne soulève

des questions. Elle dit s'être fait violer par son père, avoir fugué avant d'être arrêtée par les gendarmes, qui l'auraient giflée. Fabienne raconte avoir commencé un dépôt de plainte à la gendarmerie puis s'être ravisée, détruisant le procès-verbal dans sa fuite. Logiquement, la présidente trouve cette version des faits peu crédible. Aux auteurs du livre-enquête sur l'affaire Sauvage, elle explique : « *Je suis dubitative. On vous passe des menottes pour une fugue alors que vous êtes mineure, on vous met une claque dans un commissariat... le témoignage de cette jeune femme n'était pas cohérent.* »

Malgré le manque d'éléments objectifs pouvant corroborer la version simplifiée de l'affaire – une femme martyrisée, ses filles violées –, la journaliste de France Inter persiste et signe. Mieux, elle assume son parti pris : « *Je reconnais que je suis sortie de mon rôle de journaliste. Mais j'estime que le chroniqueur judiciaire est une vigie. Quand la justice ne fonctionne pas comme elle devrait, on a le devoir de le dire. J'ai trouvé la présidente très rude avec les filles.* » Et Corinne Audouin l'a dit dans des tweets sentencieux, plus susceptibles de faire pleurer dans les chaumières que de longs articles étayés. Le chroniqueur judiciaire local de France 3 Centre, Philippe Renaud, estime pour sa part que la magistrate a tout simplement →



Procès de trois militantes Femen qui avaient tenté de se menotter aux grilles du Palais de justice de Paris en novembre 2016, en signe de solidarité avec Jacqueline Sauvage, 31 mai 2017.

fait son travail, son ton incisif n'ayant d'autre but que la recherche de la vérité.

Hélène Mathieu parvient à la même conclusion, tout en nuances : « *Jacqueline Sauvage est à la fois dure et autoritaire selon certains témoins mais aussi "gentille" avec ses proches et soumise à la tyrannie de son mari. Ce n'est en tout cas pas une femme "sous emprise" selon le terme classique utilisé pour qualifier les femmes victimes de violence.* » En prison, la faible femme se montre plutôt solide et ne se laisse pas faire par les autres détenues. Hélène Mathieu résume bien le fossé entre la réalité et sa perception par les internautes : « *Jacqueline Sauvage possède une personnalité complexe. Mais les réseaux sociaux ne supportent pas la complexité !* »

Après le rejet de son appel le 3 décembre 2015, Sauvage bénéficie d'une immense vague de sympathie sur les réseaux sociaux. Cette troisième phase de la médiatisation fait passer le mouvement de soutien dans sa phase active, avec l'intervention des people, du garde des Sceaux et du président de la République, qui se solde par la libération de Jacqueline Sauvage.

Dès le lendemain matin du verdict d'appel, l'ex-femme battue Carole Arribat lance une pétition sur le site

Change.org constate que Jacqueline Sauvage est une pompe à signatures.

Change.org intitulée « Libération immédiate pour Jacqueline Sauvage », bientôt rebaptisée « Grâce présidentielle pour Jacqueline Sauvage ». En parallèle, à Clermont-Ferrand, Karine Plassard lit la transcription du procès en appel établie par Corinne Audouin (France Inter). La lourdeur de la peine, mais aussi le déroulement des débats et la rudesse des magistrats décrits par ces tweets la bouleversent. Elle lance à son tour une pétition sur Change.org. Entreprise à but lucratif dont le modèle économique dépend de l'audience des pétitions qu'il héberge, Change.org constate que Jacqueline Sauvage est une pompe à signatures. En deux jours, les deux appels sont signés par 15 000 personnes et largement relayés sur Facebook. Et contrairement à 24.net un an auparavant, Change.org prend les choses en main. Sa directrice des campagnes françaises appelle alors les deux initiatrices et leur propose de fusionner leurs deux pétitions. C'est chose faite quelques jours plus tard et Change.org se charge d'adresser le texte à 500 000 adresses mail

identifiées comme sensibles à la cause des femmes. En vingt-quatre heures, le compteur commun affiche déjà 44 000 signatures et éveille l'intérêt de plusieurs associations féministes. C'est alors qu'une troisième femme, Véronique Guegano, contacte Karine Plassard pour organiser une manifestation de soutien à Jacqueline Sauvage. La comédienne Éva Darlan, qui bouillonnait depuis le verdict de Blois, est recrutée comme figure médiatique. Suivent Anny Duperey, Nathalie Baye, Guy Bedos, Véronique Sanson, Jean-Jacques Bourdin, Jean-Michel Aphatie...

Le 12 décembre, une trentaine de manifestants protestent devant le théâtre du Châtelet. Présente, la fameuse responsable de Change.org brandit une pancarte affichant le chiffre de 80 000, le nombre de signataires au compteur ce jour-là, sans s'apercevoir, visiblement, qu'il y a une sacrée différence entre le militantisme virtuel et la mobilisation réelle... Relayé par des chaînes d'info, l'événement n'attire qu'une poignée de gens, mais suscite 80 000 clics. Sur la toile, le mouvement s'accélère. Change.org redonne un coup de pouce le 19 décembre en sortant une botte secrète : une liste de 1,6 million d'adresses mail de personnes qui « *pétitionnent facilement* ». La récolte est maigre – 30 000 signatures –, mais au siège de l'entreprise américaine, on est très satisfait de l'opération.

Profitant du mouvement enclenché, les deux avocates de Jacqueline Sauvage somment ses filles d'écrire au président de la République pour demander la grâce de leur mère. Une lettre accompagnée d'une clé USB contenant les 160 000 signatures de la pétition sur Change.org est expédiée à l'Élysée le 22 décembre.

Au Château, Gaspard Gantzer, le conseiller en communication du président, attire l'attention de François Hollande sur l'ampleur prise par l'affaire. La demande de grâce est immédiatement communiquée à sa conseillère justice Françoise Tomé. Au ministère de la Justice, le bureau des grâces se met en branle. Les experts étudient le dossier et émettent des avis plutôt négatifs. On est au mois de janvier 2016 et Christiane Taubira n'a plus que quelques semaines à passer Place Vendôme. Elle va démissionner le 27, et le sait peut-être déjà lorsqu'elle examine la demande de grâce. Aux deux auteurs du livre-enquête, elle explique : « *Après avoir pris connaissance de tous les avis négatifs, mon Parquet me dit "on ne peut proposer qu'un avis négatif nous aussi". Sauf qu'un garde des Sceaux, ça ne sert à rien si c'est pour faire comme les autres ! [...] J'explore les arguments et je prends tous les éléments en faveur du refus de la grâce et je les retourne [...] : il y a disproportion entre les coups reçus et les coups de fusil ? En effet, mais comment mesure-t-on la proportion ? Par rapport au dernier acte ou par rapport à toute une vie de violence ? Frapper une femme pendant quarante-sept ans, c'est la*

tuer à petit feu. » Ces propos étonnants suggèrent une méconnaissance totale du dossier, car personne ne prétend (même pas elle !) que Jacqueline Sauvage a subi « *toute une vie de violence* » ! Un petit indice révèle peut-être la source de la garde des Sceaux : l'expression « *frapper une femme pendant quarante-sept ans* ». Cette expression qui fait référence aux quarante-sept années de mariage (1965-2012) de Jacqueline Sauvage et Norbert Marot a déjà été utilisée par *La République du Centre* dans les premiers articles publiés sur l'affaire en septembre 2012. Ce mythe des quarante-sept ans de violence, habilement exploité par les avocats, est au cœur de la légende noire que véhiculent les réseaux sociaux.

D'un point de vue politique, la garde des Sceaux rend service à un président de la République affaibli par l'affaire Trierweiler et en quête d'un geste fort « *pour les femmes* ». Mais fidèle à lui-même, François Hollande se montre pusillanime. Ne voulant offenser personne, au lieu d'accorder la grâce ou la refuser, il décide d'opter pour une grâce partielle. Avec une peine réduite et l'annulation de la période de sûreté de cinq ans, Jacqueline Sauvage pourrait saisir le juge d'application des peines et sortir rapidement de prison. La décision est annoncée le 31 janvier 2016. Mais les choses ne se passent pas comme prévu : la justice rejette la demande de Jacqueline Sauvage, estimant que celle-ci persiste à se voir en victime sans comprendre la gravité de son acte. À l'Élysée, François Hollande s'agace de ce qu'il interprète comme un acte de défiance des magistrats. Le 28 décembre 2016, il finit par gracier totalement Jacqueline Sauvage, libérée le jour même.

Bilan des courses : ce que les avocats et les médias n'avaient pas réussi à faire, les réseaux sociaux (Twitter, Facebook), appuyés par les pétitions en ligne, l'ont obtenu. Quelques semaines de campagne intensive menées au nom d'une pseudo-légitimité démocratique ont fait rendre gorge à l'exécutif, qui a désavoué sa justice indépendante. Prenant le relais des médias classiques qui avaient commencé à faire de la ténébreuse affaire Sauvage un affrontement entre victime et bourreau, des vigiles du clavier, militants sans effort ni prise de risque, ont fabriqué une véritable *fake news* (quarante-sept ans de calvaire). Brouiller le message puis le diffuser sous la forme d'un buzz pris dans un flux numérique hystérique permet de mobiliser les professionnels de l'indignation – célébrités, politiques et journalistes nationaux. À coups de citations de citations, de commentaires de commentaires, le tourbillon des bons sentiments a soulevé les bas instincts populaires et recyclé l'ennui en militantisme. Jusqu'à tordre le bras de Hollande. •



Hélène Mathieu et Daniel Grandclément, *La Vérité sur l'affaire Jacqueline Sauvage*, Stock, 2017.

FACEBOOK L'ARMÉE NOUVELLE

Par Jean-Marc Manach



Conférence de Marck Zuckerberg à San Francisco, 2011.

En quelques années, le réseau social est devenu un terrain de jeu propice à la guérilla virtuelle et une puissance qui a contribué au Printemps arabe, au Brexit et à l'élection de Donald Trump. Quels que soient ses défauts, la déploration est inutile. Mieux vaut essayer de chevaucher le tigre.

Créé en 2004, Facebook a franchi le cap du milliard d'utilisateurs actifs en 2012, puis a atteint les deux milliards – soit plus du quart de la population mondiale – cinq ans plus tard ; soit 72 % des Nord-Américains, 57 % des Latino-Américains, 41 % des Européens et 35 % des Moyen-Orientaux. Un succès tel qu'on prête à son fondateur, Marc Zuckerberg, 33 ans, des ambitions présidentielles. De quoi attiser convoitises, peurs et fantasmes.

La légende Zuckerberg démarre en 2003 par un gag de potache. Il n'a pas 20 ans quand, un peu éméché, il pirate le trombinoscope de son campus universitaire et invente un jeu vidéo mettant en regard des photos des étudiants des images d'animaux. Menacé d'expulsion, l'étudiant surdoué révisé son business plan pour lancer Facebook un an plus tard.

En 2008, dans le premier reportage français consacré à la « planète Facebook », « Envoyé spécial » parlait de « trou de serrure virtuel par lequel les uns espionnent les autres ». « Un gamin en jean et baskets a changé le monde », affirmait le commentaire, laissant entendre qu'un nouveau Big Brother était peut-être en germe. Back to 1984 ! Le reportage, un peu tendancieux, décrivait des ex-amoureux en train de s'espionner, des adolescentes échangeant des selfies de leurs décolletés ou se faisant draguer par de vieux pervers, quand elles n'achetaient pas de l'ecstasy.

L'effet boule de neige des réseaux sociaux a pris tout le

monde par surprise. Qui aurait alors pu imaginer que Facebook contribuerait à des bouleversements politiques et sociaux majeurs ? Il y a dix ans, un groupe Facebook réunissait plusieurs centaines de milliers de Colombiens dans des manifestations de rue contre la guérilla communiste des FARC. En 2011, Facebook apportait sa pierre au Printemps arabe, en facilitant non seulement l'organisation et la médiatisation des manifestations, mais également l'identification et l'arrestation de certains manifestants ; certains services de police ou de renseignement ayant recyclé les vieilles techniques de provocation en créant de vrais-faux groupes pour piéger les activistes.

Depuis, les réseaux sociaux ont été utilisés par les djihadistes de l'État islamique comme plateforme de recrutement et de propagande, tout en permettant à de nombreux journalistes d'infiltrer l'EI, ou de se faire passer pour lui. Mais on a découvert que le soi-disant cybercalifat, auteur de la cyberattaque contre TV5 Monde, était en fait un faux-nez des services de renseignement russes.

On a enfin appris, en 2016, que Facebook et Twitter étaient instrumentalisés par les « web brigades », des « fermes à trolls » russes (qui paient des gens pour pourrir les commentaires et manipuler l'opinion publique sur internet), voire utilisés comme armes non convention-

Jean-Marc Manach est journaliste d'investigation, envoyé spécial sur internet.

nelles dans le cadre de la « guerre informationnelle » menée par les services de renseignement russes, que l'on soupçonne d'avoir influencé le vote pour le Brexit et l'élection de Donald Trump.

Cette stratégie de guérilla virtuelle a été théorisée au plus haut sommet de l'appareil militaire russe, notamment dans un article rétrospectivement fort instructif du général Valery Gerasimov – chef d'état-major et vice-ministre des armées – paru en février 2013 dans le *Courrier indusrialo-militaire*. Cherchant à tirer les leçons du Printemps arabe, qu'il estimait avoir été déclenché par l'Occident, il constatait « une tendance à l'effacement des distinctions entre l'état de guerre et l'état de paix », nécessitant de repenser l'action militaire dans « l'espace informationnel », afin d'« influencer les structures étatiques et la population à l'aide des réseaux informatiques ».

Outre les États, de nombreuses boîtes de communication et d'influence, des partis politiques et des services de renseignement s'emploient à instrumentaliser les réseaux sociaux. Début décembre, une longue enquête de l'agence Bloomberg racontait comment le président

philippin Rodrigo Duterte avait utilisé Facebook contre Rappler, le principal réseau social d'information philippin, pour mater l'opposition. Aux Philippines, 97 % de la population connectée possède un compte Facebook. Non content de lancer son armée de « trolls patriotiques » à l'assaut de Rappler, à coup de campagnes de harcèlement, d'intimidations et de fausses nouvelles, Duterte bénéficiait également de l'assistance de... Facebook. À l'instar de l'équipe de Trump, les communicants du dirigeant philippin ont payé le réseau de Marc Zuckerberg, au risque de flirter avec le conflit d'intérêts – des deux côtés : en novembre dernier, Facebook annonçait un nouveau partenariat avec le gouvernement Duterte destiné à financer les câbles sous-marins de connexion haut débit.

Cependant, Facebook n'a que 14 ans. Nul, pas même Marc Zuckerberg, ne peut prophétiser ce qu'il deviendra dans cinq, dix ou vingt ans. Et puis, une fois le génie sorti de sa bouteille, la déploration est inutile. Mieux vaut chercher à en faire une arme au service de justes causes, ou à apprendre à se protéger de ses effets nocifs. •

Conte de la haine ordinaire

Par Jérôme Maucourant

Depuis 2008, j'ai un compte Facebook. Sa finalité étant autant amicale que militante, il est ouvert à quiconque me demande comme « ami ». J'ai près de 3 000 contacts, dont un nombre non négligeable résidant en Afrique du Nord ou au Levant, qui partagent avec moi un idéal laïque intransigeant et absolument anti-communautariste.

Le 23 janvier, j'ai donc accepté un nouveau contact, en apparence originaire de ces régions. Mais, étrangement, le lendemain même, mon compte se retrouvait bloqué. Facebook m'envoie alors une notification me précisant que j'avais publié quelque chose d'inacceptable tenant à « l'exposition de la nudité ou de l'activité sexuelle ». La capture d'écran est très explicite et indique l'objet du vice : un lien de Causeur.fr relatif au travail cinématographique de Stéphane Breton projeté au musée du Quai Branly.

Pourquoi cette belle image d'indigène en pagne, banale pour l'amateur d'ethnologie, a-t-elle suscité l'ombre d'un censeur furtif sur la toile ? J'ai bien une piste : comme votre

serviteur, le documentariste-anthropologue Stéphane Breton s'est engagé pour les Kurdes de Syrie (Rojava) et a dénoncé la complaisance de certains intellectuels français envers l'islamisme. Est-ce cela notre « crime » ? Comme pour me conforter dans mes soupçons, mon nouvel « ami » s'est volatilisé et son profil a été désactivé...

Vous comprendrez donc que j'ai tendance à incriminer mon plus récent « ami » Facebook qui, pour lutter contre mes idées, a sans doute eu pour mission de me piéger. Une fois admis, mon censeur animé de cette haine propre à ces nouveaux militants puritains et totalitaires s'est mis à fouiller mes posts. Maîtrisant les règles du jeu du réseau social, il a vite trouvé de quoi me dénoncer : un nu qui – comme plusieurs œuvres d'art – choque uniquement Facebook et ses algorithmes. Et ça a marché !

Le blogueur anti-islamiste Waleed Al-Husseini a lui aussi été victime de ce même procédé utilisé par les nouveaux sycophantes numériques : hurler à ce nu que nous ne saurions voir, pour faire taire une parole politique... Pour pouvoir réactiver mon compte, j'ai dû supprimer tout lien en rapport avec Stéphane Breton. Simple retraite tactique, chers inquisiteurs... •

USBEK & RICA FACE AUX RÉSEAUX SOCIAUX, N'AYEZ PAS PEUR !

Propos recueillis par **Gérald Andrieu**

Le magazine *Usbek & Rica* entend « explorer le futur ». En dialoguant avec deux de ses responsables, Blaise Mao et Mathieu Brand, on entrevoit un XXI^e siècle hésitant entre tentation technophobe et tyrannie des machines.



Causeur. À l'origine, les réseaux sociaux étaient porteurs d'une promesse : favoriser les échanges. Or, les débats y semblent aujourd'hui de plus en plus rugueux. Comme si on assistait à des sortes de guerres de tranchées numériques. Avoir été bloqué par telle ou telle personnalité est même arboré fièrement comme une médaille.

Blaise Mao et Mathieu Brand. La réponse simpliste à cette question consisterait à dire que les réseaux sociaux ne sont qu'un grand défouloir. C'est un peu plus compliqué. Tout le monde ne se transforme pas en monstre derrière son écran, mais certains biais techniques peuvent le laisser croire. L'algorithme de Facebook, par exemple, peut donner ce sentiment car il fait remonter à la surface les commentaires les plus virulents. Tout simplement parce que ces derniers suscitent des réponses d'internautes qui, en retour, vont parfois eux aussi se montrer outranciers. À l'inverse, un post ou un commentaire nuancé, même s'il reçoit l'approbation des lecteurs, se verra beaucoup moins car il n'engendrera pas ou peu d'interactions.

C'est certain : la manière dont les réseaux sont pensés et conçus influe sur la qualité du débat d'idées. Prenons les émoticônes. Sous prétexte d'exprimer nos émotions, ils les limitent à quelques-unes : on aime ou on déteste, on rit ou on pleure, on loue ou on lynche. Comme si l'homme connecté était renvoyé aux émotions les plus binaires, à sa part la plus « animale ».

Facebook a tout de même complexifié les choses. Le « je n'aime pas » a d'ailleurs été supprimé, histoire de dire : « Il n'y a pas de pensée négative chez nous. » Désormais, il y a même six types de réactions possibles du « j'adore » au « grrr » signifiant la colère. Mais cette volonté de dépasser le stade binaire est un moyen de faire un profilage toujours plus précis de notre consommation d'informations. Facebook ne veut plus seulement savoir si l'on apprécie tel ou tel artiste ou si l'on suit tel média, mais aussi ce qui nous choque ou nous fait rire. Cependant, plusieurs « repentis » de la Silicon Valley, notamment des designers qui ont travaillé chez



Blaise Mao et Mathieu Brand sont respectivement rédacteur en chef et responsable des communautés d'Usbek & Rica.

Google ou Facebook, reconnaissent aujourd'hui être allés trop loin, notamment dans la façon dont ils ont pu concevoir des technologies et des applications destinées à capter notre attention. On assiste ainsi à l'émergence d'une réflexion sur le sujet baptisée « *ethics by design* ». James Williams, un ex-designer de chez Google, prêche par exemple pour des technologies moins accaparantes. Il y a aussi cet ancien cadre de Facebook, Chamath Palihapitiya. Ce dernier a eu des mots très durs contre son ancien employeur, quand bien même il est resté sept ans dans cette entreprise, ce qui lui a permis de gagner suffisamment d'argent pour créer son propre fonds d'investissement...

Du côté de Facebook, on a dépêché deux experts maison pour savoir s'il était bon ou non de passer tant de temps sur les réseaux sociaux. Selon eux, la consommation passive de Facebook serait effectivement nuisible. Il nous faudrait donc interagir plus avec les autres utilisateurs pour en ressentir

pleinement les bénéfices !

Facebook reste une entreprise. Ses dirigeants n'ont donc aucun intérêt à nous dire d'arrêter de l'utiliser. Il arrive qu'on reçoive des notifications du genre : « *Vous n'avez pas répondu à plusieurs dizaines de commentaires, vous savez que répondre améliore votre réputation.* » Ou bien encore : « *Vous n'avez pas mis à jour votre profil depuis sept semaines.* » Ses ingénieurs ont créé des outils pour nous inciter en permanence à être suractifs. Quel serait l'intérêt de ses dirigeants à faire ralentir la cadence ? Chez *Usbek & Rica*, on tient absolument à développer notre communauté hors des réseaux sociaux. On a par exemple mis en place une monnaie sur notre site. Quand on commente chez nous, on gagne des usbeks. On peut ensuite les dépenser dans notre boutique. C'est une manière d'amener les gens à sortir des réseaux, de ne plus seulement venir nourrir les algorithmes de Mark Zuckerberg et d'encourager les commentaires de qualité.

Le mot « communauté » est intéressant. →

Mais cela interroge : ne finissons-nous pas sur internet par n'être plus entourés que par nos semblables de façon à nous retrouver, pour reprendre le titre du livre de l'anthropologue Sherry Turkle, de plus en plus « seuls ensemble » ?

Était-ce très différent avant les réseaux sociaux ? Non, c'était sans doute même pire. Le titre du prochain édito d'*Usbek & Rica* pose néanmoins la question : « L'universel est-il ringard ? » Par exemple, autant la libération de la parole des femmes nous semble vraiment très très saine, autant nous sommes inquiets de l'augmentation des revendications identitaires, notamment religieuses. Près de 40 % des Français considéreraient faire partie d'une minorité. L'idée que l'on se définirait d'abord par nos différences nous inquiète.

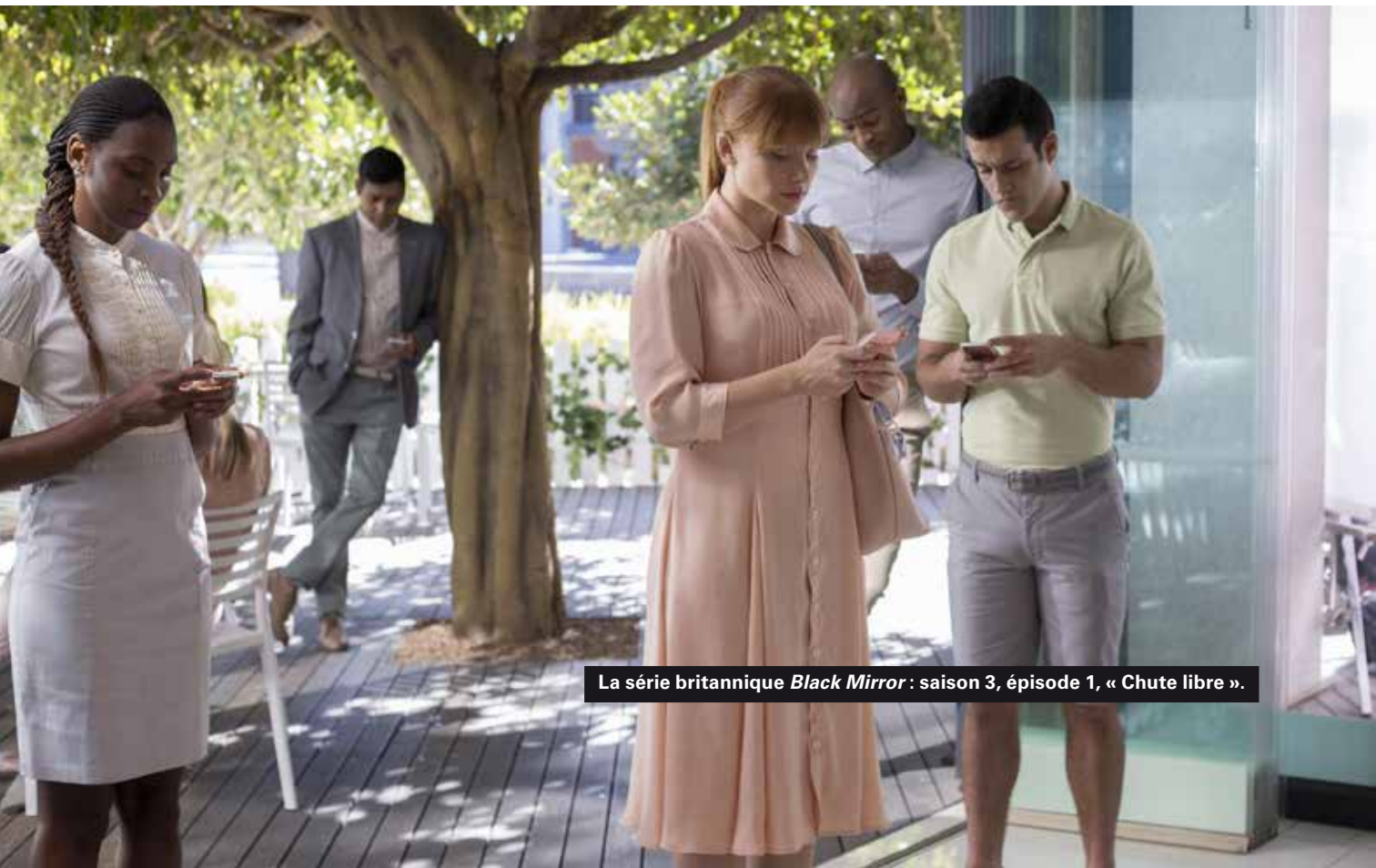
Puisque l'on évoque #metoo et #balance-tonporc, ne vous inquiétez-vous pas de la possible mutation des réseaux sociaux en tribunaux populaires qui se substitueraient à la justice, la vraie ?

Il ne faut pas mettre en avant des histoires particulières et se planquer derrière celles-ci pour décrédibiliser un mouvement plus vaste qui nous apparaît extrêmement sain et spontané. Dans notre prochain numéro, nous avons abordé les suites de #metoo et l'on a envisagé et étiré trois « scénarios extrêmes » pour le futur. Premier scénario, on a imaginé ce que pourrait donner un « retour de flamme » viril en nous intéressant au masculinisme, ce mouvement groupusculaire qui est né aux États-Unis, présent notamment dans les forums

internet des adeptes des jeux vidéo, et dont certains membres finissent par ne même plus fréquenter l'autre sexe. Le deuxième scénario est basé sur une autre dérive qui paraît aussi peu probable : l'avènement d'un hyperféminisme puritain aboutissant à une sorte de matriarcat dur. Troisième scénario enfin, plus technologique : l'utérus artificiel. Si l'on arrive à externaliser la grossesse, on sera vraiment sur un pied d'égalité. Cela changera tout : la sexualité mais aussi l'éducation des enfants et, bien sûr, la place même des hommes et des femmes. Il y aura alors une crise de l'identité, mais peut-être pour le meilleur.

Ou le pire, estimeront certains. Mais revenons au présent et à la question des fake news. Mark Zuckerberg a fini par trancher. Il y aura moins d'infos sur Facebook et ce seront les utilisateurs qui jugeront collectivement de la fiabilité d'un site. Ce procédé vous paraît-il judicieux ?

On en est aux prémices de l'autocritique des réseaux sociaux sur leur propre fonctionnement, à la phase 1 post-Donald Trump. Il ne s'agit pas tant de faire confiance à la communauté des internautes que de réformer les règles des algorithmes que l'on évoquait précédemment. Comment se fait-il, par exemple, que l'on n'ait pas détecté plus tôt que des comptes connectés depuis la Macédoine multipliaient les tweets pro-Trump ? Comment se fait-il aussi qu'il n'y ait pas de modération ? Sur les insultes, l'antisémitisme, Twitter s'est quand même planqué pendant dix ans derrière le paravent de la liberté d'expression. Quant à Facebook,



La série britannique *Black Mirror* : saison 3, épisode 1, « Chute libre ».

c'est la plus grande rédaction du monde, mais sans directeur de rédaction ! La lutte contre les *fake news* devrait donc relever d'abord des plateformes elles-mêmes plutôt que d'être confiée au CSA, qui a déjà du mal à gérer l'audiovisuel. Le débat sur les *fake news* soulève plus largement la question de la perte de légitimité des figures d'autorité et des corps intermédiaires qui, autrefois, avaient une vraie légitimité et une certaine respectabilité. Parmi eux, il y a les journalistes dont la parole est aujourd'hui défiée. En soi, il est plutôt positif que les gens cultivent leur esprit critique. Il s'agit donc pour les journalistes de descendre dans l'arène et de se battre pour défendre une information fiable, d'autant que ce n'est pas compliqué de démontrer certaines informations farfelues. Prenons le forum de Davos ou la conférence Bilderberg. Ce genre de rassemblement est parfait pour les complotistes. Imaginez : des types puissants se réunissent dans les Alpes suisses ! Mais ça n'existera plus dans cinquante ans : il y aura une nouvelle manière de diriger notre planète, plus transparente, plus saine.

La transparence totale accompagnée de la fin de l'anonymat sur internet, tel est notre avenir numérique ?

La Chine a interdit l'anonymat et c'est un gros problème. Pour savoir si cela pourrait être étendu à l'ensemble des pays, voyons déjà jusqu'où ira l'acceptation des gens à l'égard de la reconnaissance faciale. Cette technique permet déjà de déverrouiller le nouvel iPhone. Pour l'instant, tout le monde s'en moque parce que ça ne marche pas très bien. Mais Amazon vient de lancer son premier supermarché autonome, sans caisses ni caissiers. Tout est basé sur des caméras qui identifient chaque client et chaque achat. Si la reconnaissance faciale est généralisée jusque dans la rue, là, ce sera un vrai souci.

La Chine envisage aussi de mettre en place en 2020 le « système de crédit social ». Chacun de ses habitants se verra attribuer une note qui évoluera en fonction de son comportement (dans le business, sur les réseaux sociaux, sur la route, etc.). La série d'anticipation anglaise *Black Mirror* a également imaginé un pareil futur. Cela vous semble-t-il possible chez nous ?

Pas du tout. Cela n'est pas dans la culture des pays européens. L'Europe est extrêmement en avance sur le reste du monde à propos des questions éthiques. Le Règlement européen sur la protection des données (RGPD), qui va entrer en vigueur cette année, constitue une incroyable victoire de l'Europe face à la dérégulation sur les data que voulaient les États-Unis. Il va obliger toutes les entreprises qui manipulent de la data, des fichiers, du cloud [du stockage de données sur des serveurs accessibles par internet, NDLR] à s'intéresser à ces questions.

La confiance des Français en l'Europe pour les protéger est déjà assez limitée...

L'Europe, par rapport à la Chine ou aux États-Unis, est vraiment très stricte sur la manipulation des cellules souches, le clonage, l'intelligence artificielle ou la robotique. Prenons le cas de l'intelligence artificielle : la peur ne doit pas conditionner notre réflexion sur le sujet. Ça n'est pas simple, car nous sommes abreuvés d'imaginaires dystopiques sur tous ces sujets-là, la série *Black Mirror* en étant l'exemple le plus réussi. Nous n'avons pas suffisamment d'imaginaires positifs sur la technologie. Il ne faut pas croire que demain nous aurons les hommes les plus riches et les plus cultivés qui pourront s'augmenter *versus* les masses populaires abruties n'ayant pas accès à la technologie. Nous ne serons pas non plus remplacés par la machine. Mais quand des chercheurs reconnus comme Stephen Hawking ou des entrepreneurs comme Elon Musk signent un appel pour l'arrêt des « robots tueurs » sur les champs de bataille, cela alimente cet univers anxieux.

Cela vous paraît-il possible de résister à l'accélération du progrès technologique ?

Certains le font déjà. Mais ce sont surtout des gens très informés sur ces sujets et qu'on présente trop souvent dans les médias comme de méchants hackers, une capuche noire sur la tête et un masque d'Anonymous sur le visage ! La réponse consiste d'abord à éduquer les plus jeunes. Prenons le réseau social Snapchat, dont ils raffolent et qui permet d'échanger des photos dont on nous dit qu'elles disparaissent au bout de quelques secondes. Il faut leur expliquer que ce n'est pas magique, que ces fichiers passent par des espaces de stockage physique à l'autre bout du monde. Il n'y a plus de frontière entre vie réelle et vie virtuelle. L'affaire Snowden a été un premier gros coup de projecteur sur ces sujets-là. Il y aura d'autres scandales liés aux données des usagers, c'est inévitable. On verra alors quel géant de l'internet ou quel État sera concerné. Le progrès technique peut susciter des réactions violentes, mais revenir en arrière est impossible. Il y a deux ans, on a mené une grosse enquête sur les « technocritiques », les potentielles dérives luddites et les passages à l'acte violents contre des symboles. En fin d'année dernière, la Casemate, qui est un centre de culture scientifique technique et industrielle (CCSTI) réputé basé à Grenoble, a été incendié. Dans leur communiqué de revendication, les auteurs ont notamment expliqué lutter contre le « *totalitarisme technologique* ». Certains mettront donc leur pas dans ceux d'Unabomber [un terroriste américain en guerre contre « la société industrielle » qui, à partir de la fin des années 1970, a multiplié les colis piégés, NDLR]. Mais ce genre de comportement ne concernera sans doute qu'une minorité. L'important, c'est la façon dont la majorité va appréhender ces nouveaux outils. Notre destin numérique ne dépend pas totalement des GAFAs mais aussi de la manière dont on se les approprie. Tout est encore à inventer. •

CULTURE & HUMEURS

78

Cuisine et indépendances

Emmanuel Tresmontant

94

Levet, poète disparu

Jérôme Leroy

82

Sam Szafran

Des racines et des lianes

Pierre Lamalattie

96

Les carnets de Roland Jaccard

86

**Conservateurs, oubliez
Robespierre !**

Philippe Raynaud

98

Le journal de l'ouvreuse

88

Frédéric Ferney

**« L'égalité, en France, c'est le
droit sacré de dire merde à
son voisin ! »**

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

92

Roulez vieillesse !

Thomas Morales





Maserati A6G 2000 de 1955, équipée d'une carrosserie *berlinetta* réalisée par la Carrozzeria Zagato, vendue aux enchères par la maison Artcurial à l'occasion du salon Retromobile 2018.

CUISINE ET INDÉPENDANCES

Par Emmanuel Tresmontant



Icône du cinéma italien de la grande époque, Sophia Loren (ici aux côtés de Clark Gable) ne se contenta pas de mettre à genoux les mâles occidentaux, elle fut aussi une cuisinière passionnée à qui l'on doit des livres de recettes qui firent date.

Alors qu'on n'a jamais autant parlé de nourriture à la télévision, la transmission gastronomique se porte mal. Familles explosées, enfants scotchés devant la télé et femmes libérées ont envoyé la cuisine ménagère dans l'enfer du ringard. Ne la laissons pas tomber, être une femme au foyer, c'est pas si facile.

Quand l'auteur de ces lignes demande à la femme avec qui il partage ses jours : « Chérie, tu me fais une blanquette ? », la réponse de cette dernière demeure toujours la même, soit, en gros : « Va te faire voir chez les Turcs, sale macho ! » (J'atténue la grossièreté des propos réellement proférés pour ne pas choquer nos lecteurs.)

Plus encore que le harcèlement sexuel à la Harvey Weinstein, l'invitation à cuisiner (à passer à la cocotte), de la part d'un mâle, est perçue, pour un grand nombre de femmes cultivées, diplômées et exerçant une activité professionnelle valorisante, comme une véritable offense, une humiliation, un retour à l'ancien temps. Moyennant quoi j'en suis réduit, comme beaucoup d'hommes, à faire les courses et la popote, ce qui me convient puisque, d'une part, c'est ma passion, et de l'autre, ne gagnant pas un rond, je laisse à ma banquière de femme le soin d'apporter au foyer l'argent nécessaire, quitte à corroborer les fantasmes zemmouriens du déclin du mâle occidental devenu une potiche uniquement vouée à la reproduction... Dans sa hutte haussmannienne, l'homme moderne mitonne ainsi des petits plats et s'occupe de la déco, pendant que sa femme rentre le soir exténuée et met les pieds sous la table : « Y a quoi à manger ce soir ? Encore du homard thermidor ! Tu te fous du monde ou quoi ? »

Petit-fils d'immigrés russes dont il a hérité l'amour de la France, l'historien et sociologue Alain Drouard est un spécialiste de l'histoire et de la sociologie de l'alimentation, domaine auquel il a consacré des dizaines de livres et d'articles aussi érudits que passionnants. Un sage, aussi, dont la vision au long cours (héritée de l'école des Annales) permet de mieux comprendre le présent. Au moment où, à la suite de la fameuse pétition du *Monde* publiée début janvier, des femmes célèbres se traitaient de noms d'oiseaux et en venaient presque aux mains, cette éminence grise me laissait sournoisement le message suivant :

« Mon petit Emmanuel, je sais que tu rêves de te faire fouetter par Clémentine Autain et les Femén. Je vais donc te proposer un sujet en or qui te permettra d'assouvir tous tes fantasmes : "Les femmes et la cuisine, ou pourquoi elles ne la font plus." Qu'en penses-tu ?

- Hum, Alain, tu veux ma mort ? Dans le contexte actuel, je vais me faire massacrer.

- Oui, mais c'est pour la bonne cause et tu as une âme de martyr. De plus, il faut dire la vérité historique et expliquer pourquoi les femmes ont tourné le dos à l'âtre. »

Pour Drouard, l'histoire de la cuisine française ne se résume pas à l'histoire de ses cuisiniers, lesquels, ces derniers temps, ont pris la grosse tête, au point qu'on va finir par ne plus les encadrer. C'est une histoire des mentalités. « La plus grande mystification est d'avoir inscrit le repas gastronomique français au patrimoine culturel de l'Unesco, alors que, au quotidien, les Français ne cuisinent plus et que nous sommes les premiers consommateurs de pizza et de McDo' au monde ! » enrage notre historien. Le fossé entre le discours sur « le pays de la gastronomie » et la réalité de la pratique culinaire (presque nulle) est son cheval de bataille. Un combat qu'il mène quasiment seul, avec il est vrai le soutien d'un certain Michel Houellebecq, que Drouard considère comme le grand sociologue du déclin de la cuisine française. (Dans *La Carte et le Territoire*, le romancier décrit avec un génie comique certain ses visites de nos « auberges de campagne » où le toc de la communication pour touristes le dispute à l'inanité des mets industriels et surgelés.)

C'est un fait : on n'a jamais autant parlé de bouffe à la télé. Les livres de cuisine (il en sort 2 000 par an), tous plus creux les uns que les autres, s'accumulent dans les librairies avant de finir dans des cartons. Les chefs, à force de parader et d'exhiber leur Rolex, ont fini par ressembler au beauf de Cabu. On songe que l'un des plus grands cuisiniers du siècle, Frédy Girardet, n'a jamais quitté son restaurant de Crissier, en Suisse, et que le monde entier venait goûter sa cuisine : mais c'était il y a quarante ans. N'importe quel ado boutonneux et illettré se prend pour Rastignac et rêve de « faire chef » pour passer à la télé, ce qui lui permettra de draguer avec succès les filles en boîte de nuit. Un jeune chef de notre temps, Juan Arbelaez, devenu vedette de la télé et compagnon d'une Miss France, n'hésite pas à exiger que les papiers qu'on lui consacre soient relus et validés par son avocat, afin de protéger son image et celle de son couple médiatique...

Or, pour Alain Drouard, le fait est là : tandis que le monde des paillettes s'enthousiasme bruyamment →



Archétype de la mère lyonnaise partie de rien, la mère Brazier forma des générations de grands chefs, comme Paul Bocuse et Bernard Pacaud, de l'Ambroisie.

pour une cuisine artificielle et compliquée, le repas de famille, surtout celui du midi, tend à disparaître. Pour parler comme Jacques Tati dans *Jour de fête*, la pratique de la cuisine s'est individualisée « à l'américaine » : chacun pioche dans le frigo, à n'importe quelle heure, et s'en va manger dans son coin, devant la télé ou son ordinateur, ce qui entraîne des conséquences à la fois physiques et mentales : comme l'avait compris Emmanuel Kant, qui estimait que « *manger seul est mauvais pour la santé* », en mangeant seul, on mange mal, on déprime, on grossit.

Mais le plus grave est que l'enseignement de la cuisine ait disparu. Un événement majeur, que les médias français, historiquement incultes, sont bien en peine de constater, à en croire Alain Drouard. Or, la nutrition est avant tout une science du comportement. « *Le rôle de l'historien est d'observer l'évolution de ces comportements*, poursuit-il. *En France, la cuisine quotidienne et familiale a longtemps été le domaine des femmes. Or, à partir de 1968, la transmission de la mère à la fille s'est interrompue.* »

Drouard a ainsi exhumé tout un pan refoulé de notre mémoire collective. « *À partir de 1880, les fondateurs et les théoriciens de la Troisième République, comme Gambetta, Jules Ferry, mais surtout Jules Simon (qui ne passaient pas à l'époque pour être d'infâmes réactionnaires), eurent l'idée d'enseigner les arts ménagers dans les écoles primaires, dans les collèges et dans les écoles normales d'instituteurs. Il s'agissait d'instituer un ensei-*

gnement public capable d'inculquer aux femmes du peuple tout un ensemble de connaissances leur permettant de devenir de bonnes ménagères. »

Dans l'esprit des fondateurs de la Troisième République, la femme du peuple devait ainsi pouvoir devenir une « maîtresse de maison » indépendante et instruite. Elle devait apprendre à faire le pot-au-feu, le bœuf miroton, le potage de légumes ou même le poulet aux pommes de terre soufflées du dimanche à partir de bons produits. Elle devait connaître les règles de l'hygiène et de la propreté. N'utiliser que des viandes saines et des poissons frais, du bon beurre blanc. Elle devait connaître le rythme des saisons, la provenance des produits et apprendre à entretenir le linge de maison. Cours d'enseignement ménager, programme du 27 juillet 1882 : « *Pour faire une bonne cuisine, il ne suffit pas que la ménagère soit propre, soigneuse et attentive, il faut qu'elle possède certaines connaissances et qu'elle soit expérimentée. On ne fait bien que ce qu'on a l'habitude de faire. Il est donc du devoir des mères de famille d'initier leurs filles aux travaux culinaires.* »

Cet enseignement ménager exprimait évidemment un projet politique et social qui était celui de la Troisième République, basé sur l'égalité, mais aussi sur la distinction : il y avait donc une école des filles et une école des garçons, une école du peuple et une école de la bourgeoisie. En fonction du sexe et de l'appartenance sociale, la formation n'était pas la même. Pendant que l'homme du peuple travaillait à l'usine

ou aux champs, sa femme s'occupait du foyer. L'école préparait également au métier de future mère. « *Le présumé de cet enseignement, précise Drouard, était que les femmes ne devaient pas être des concurrentes des hommes sur le marché du travail. Mais le but était aussi de maintenir l'ordre social nouveau et républicain, l'enseignement ménager visant à lutter contre les trois fléaux qu'étaient alors la syphilis, la tuberculose et l'alcoolisme.* »

La femme au foyer éduquée avait donc pour mission de dissuader son homme, qui rentrait le soir, d'aller dépenser l'argent de la semaine au cabaret et au bordel, comme le prouve cette extraordinaire instruction officielle de 1923 exhumée par notre historien, qui ferait bondir toutes les Caroline Fourest de notre temps : « *La théorie de l'enseignement ménager doit inspirer aux jeunes filles l'amour du foyer en leur montrant que les opérations en apparence les plus humbles de la vie domestique se relient aux principes les plus élevés des sciences de la nation et qu'il y a partout du divin.* » (On ne voit pas très bien ce que le divin vient faire là, mais, en tout cas, il n'était pas interdit de s'y référer !)

Les théoriciens de la Troisième République étaient des « radsoc » francs-maçons bon teint, des François Hollande et des Manuel Valls barbichus convaincus que leur politique servait l'idée de progrès. Pas des fascistes... La femme au foyer n'était pas perçue comme une condition rétrograde et humiliante, mais comme un pilier de l'ordre républicain. En créant le personnage savoureux de Françoise, la cuisinière de ses parents dans *À la recherche du temps perdu*, Marcel Proust rend un hommage grandiose à cette figure de la ménagère populaire travaillant au service de la famille bourgeoise, dont l'orgueil était tel qu'il était impossible de franchir le seuil de « sa » cuisine sans en avoir l'autorisation...

Cet enseignement de la cuisine, explique Drouard, avait pour principe essentiel l'économie : on apprenait aux femmes à utiliser les restes. On préparait d'abord un pot-au-feu (quatre heures de cuisson) et le lendemain on faisait un hachis parmentier à partir des rogatons de viande. Cette cuisine des restes occupe une place énorme dans tous les manuels d'enseignement de l'époque. À la fin du XIX^e siècle, comme l'enseignement public ne disposait pas de salles de classe équipées de fourneaux et de cuisinières, les directrices d'école donnaient les cours aux jeunes filles dans leur propre cuisine !

Autre citation merveilleuse, extraite du *Manuel de cuisine ménagère*, éditée en 1895 par l'école du Cordon bleu (la plus ancienne école de cuisine de France), qu'on n'imagine plus pouvoir formuler de nos jours : « *Au point de vue de l'hygiène rationnelle et de l'économie ménagère, toute maîtresse de maison doit pouvoir*

combiner et exécuter elle-même les menus quotidiens destinés à entretenir dans le foyer familial la santé, le bonheur et la joie. Pas de santé sans bonne cuisine, ni bonheur, ni joie auprès d'une table mal servie ! »

Cette cuisine ménagère connaîtra son heure de gloire dans les années 1930 et 1950, avec l'émergence des « mères lyonnaises » dont la mère Brazier (qui forma Paul Bocuse et Bernard Pacaud, le chef de L'Ambroisie, à Paris) fut l'héroïne et l'archétype. Mais cette cuisine populaire se distinguait de la « grande cuisine », qui était l'apanage des hommes (et qui l'est restée, puisque, aujourd'hui encore, on ne compte en France qu'une seule femme distinguée par trois étoiles au Michelin : Anne-Sophie Pic).

Avouons-le, la cuisine ménagère faite par une femme possède une saveur, une simplicité, une rondeur, une douceur, un instinct que ne possède pas, à notre avis, la cuisine élaborée et plus cérébrale des grands chefs étoilés masculins. On pourra s'en rendre compte, par exemple, en allant dîner au Baratin, à Belleville, chez Raquel Carena, dont les petits plats succulents ont le pouvoir de nous guérir de nos déprimés passagères : cette femme a vraiment du génie dans les mains !

À partir des années 1960, raconte toujours Drouard, la femme au foyer est ringardisée. La femme libérée ne veut plus entendre parler de casseroles ni de blanquette de veau. Mais cette ère nouvelle n'interdit pas de montrer des seins pour vendre une marque de voiture, de café ou de parfum. En revanche, montrer une femme en train de nourrir sa petite famille est pétaïniste. Par-delà les jugements moraux, il est certain que la cuisine, comme n'importe quel art, s'apprend et requiert des connaissances. Or, une conspiration de tartuffes a fait croire le contraire aux Français, désormais convaincus d'être, presque par essence, de fins gastronomes et des cuisiniers géniaux. Comme la cuisine n'est plus enseignée, sa pratique quotidienne a logiquement disparu au profit de la malbouffe industrielle. « *Au fond, ce qui a remplacé l'enseignement de la cuisine ménagère, nous dit Alain Drouard, c'est la pub, devenue la source de toutes les connaissances des Français sur la nourriture.* »

Pour empêcher la perte de notre incroyable patrimoine et retrouver ce que les magazines de luxe appellent « l'art de vivre à la française », un seul mot d'ordre : tous en cuisine ! Hommes et femmes, sans distinction ! Il faut moins de temps pour préparer un petit plat que pour lire ses mails ou regarder le journal de France 3 à 19h30. C'est un choix. Il suffit de cinq minutes pour préparer une bonne salade, de dix pour cuisiner une omelette aux herbes et aux champignons, et de trente pour un risotto, une soupe ou une purée. On se retrouve en cuisine, on se raconte sa journée en épluchant les légumes et en sirotant un verre de vin. Ensuite on passe à table. Ensemble. •

SAM SZAFRAN

DES RACINES ET DES LIANES

Par Pierre Lamalattie



Sam Szafran dans son atelier de Malakoff.

Des cages d'escaliers sans fin, des lianes et des fougères envahissantes et l'atelier du maître comme point de fuite : une expo Sam Szafran, ça ne se rate pas. Jusqu'au 3 mars, la galerie parisienne Claude Bernard montre des œuvres de ce figuratif radical, rescapé des rafles antijuives, qui a roulé sa bosse de son Paname natal à l'Australie avant de poser ses guêtres d'ermite à Malakoff.

Sam Szafran n'aime pas quitter son atelier de Malakoff. Il sort peu, reçoit moins encore. En règle générale, il n'assiste même pas aux vernissages de ses propres expositions. On lui prête un caractère difficile, imprévisible, atrabilaire, voire misanthrope. Il vit enfermé dans cet endroit depuis 1974. C'est une sorte de retraite. On pourrait presque parler de clôture, au sens monacal, si sa femme, Lilette, ne partageait pas son isolement. Le bâtiment est une ancienne usine de métallerie dotée de verrières. L'espace est envahi par des lianes que l'on dénomme usuellement philodendrons, bien que ce terme soit impropre en matière de botanique. Il s'agit de plantes communes dans les appartements, mais qui peuvent, si les conditions s'y prêtent, se développer dans des proportions gigantesques. L'endroit ressemble à une très vieille serre tropicale où la végétation aurait pris le dessus.

On voit aussi du matériel. On est surtout frappé par des alignements de bâtonnets de pastels rangés dans de vastes casiers. Chacun est d'une couleur différente et aucune nuance ne manque. L'artiste peut solliciter tel ou tel stick à la façon d'un organiste appuyant sur une touche pour produire une note. Sam Szafran a également à sa disposition des produits à aquarelle et des papiers à son goût. Cet artiste ne s'exprime en effet que sur papier et prête à ses feuilles la sensualité d'une sorte de peau. Enfin, un grand poêle en fonte trône au milieu, comme dans les ateliers d'antan. Cependant, ce qui domine, c'est bien la végétation, luxuriante, entrelacée, envahissante, démesurée.

Cet univers étrange est l'unique sujet d'inspiration de Sam Szafran depuis une quinzaine d'années. On voit invariablement dans ses œuvres ces plantes dessinées feuille à feuille, avec, dans un coin, un petit personnage songeur, comme pour donner l'échelle et

suggérer une tonalité contemplative. Ces inlassables représentations de philodendrons peuvent paraître un peu répétitives au profane. Cependant, on sent que pour Sam Szafran c'est un équilibre enfin atteint, un aboutissement, une sorte de *climax*, comme on dit en écologie ou au cinéma. En amont, il y a une vie mouvementée doublée d'un parcours artistique en rupture avec son temps.

Sam Szafran (Samuel Berger de son nom patronymique) naît en 1934 à Paris, de parents juifs d'origine polonaise. Il grandit dans le quartier des Halles au temps où elles sont en pleine activité. Encore petit, il fréquente avec son père les cafés-concerts, les cinémas du quartier et regarde même en se promenant les peintures à quatre sous du « marché aux croûtes » du Sébasto.

L'Occupation pulvérise ces commencements heureux. Sam échappe de justesse à la rafle du Vél' d'Hiv'. Il est caché à la campagne chez des paysans qu'il n'aime pas, puis est accueilli par des républicains espagnols vivant dans le Lot. Il subit finalement un bref internement à Drancy. Cependant, son père et presque toute sa famille périssent. Après la Libération, à 13 ans, il part en Australie avec sa mère, survivante. Quatre ans plus tard, ils reviennent à Paris. À 17 ans, le jeune Sam manifeste des vellétés d'indépendance. Il s'éloigne de sa mère et commence à vivre dans la capitale, quasiment comme un enfant de la rue, subsistant grâce à de petits boulots. Il est en proie à des addictions. Il est, semble-t-il, à deux doigts de mal tourner. Précisons, toutefois, que l'artiste a donné diverses versions de son enfance, si bien qu'il est parfois difficile de distinguer les faits réels de la mythologie personnelle. Cependant, il est clair que le tableau d'ensemble est particulièrement rude.

Szafran : « Si Klein avait su dessiner, il n'aurait jamais fait ce qu'il a fait ! »

Sa chance consiste sans doute dans le fait qu'il évolue dans le quartier Montparnasse. Il se fait des copains dont beaucoup sont artistes. Avec ces derniers, il est surtout question de beuveries. Cependant, à leur contact, Sam commence à s'intéresser à l'art. Il se met à dessiner lui aussi. Il s'inscrit à des formations d'accès non sélectif, d'abord les cours du soir de la ville de Paris, puis l'Académie de la Grande Chaumière. Ses amis le conseillent. C'est le début d'une formation empirique et d'une vocation imprévue.

Parmi ses fréquentations, on croise des artistes comme Alberto et Diego Giacometti, Raymond →



Sans titre (aquarelle et pastel), Sam Szafran, 2017.

Mason, Nicolas de Staël, Jean-Paul Riopelle, Jean Tinguely, Joan Mitchell, etc. Dans un premier temps, l'œuvre de Sam est plutôt abstraite, car c'est ce qui se fait en ce temps-là. Cependant, il est peu sensible aux grandes théories qui ont cours. Il n'adhère à aucun mouvement. En outre, bien sûr, il ne fait pas les Beaux-Arts. Bref, il ne se coule dans aucun moule. Il confie rétrospectivement à Jean Clair, en 1986 : « *J'appartiens à une époque qui a eu à souffrir de tous ces ismes, de toutes ces écoles qui nous ont littéralement barbouillé l'esprit !* » Son parcours sera libre, improvisé et singulier.

Il croit au métier davantage qu'au bla-bla. « *Klein, remarque-t-il par exemple, n'était pas un artiste. Il a intellectualisé quelque chose parce qu'il n'avait pas d'autres moyens. S'il avait su dessiner, il n'aurait jamais fait ce qu'il a fait !* » Justement, Sam Szafran se soumet volontairement à un entraînement intense au dessin. « *Je m'obligeais à un tracé direct, sans repentir. Je m'interdisais de gommer. Quand ce n'était pas ça, je déchirais. J'en ai fait ainsi une centaine. Sans savoir pourquoi...* »

L'abstraction n'a pas d'avenir, parce qu'elle tourne le dos au monde.

Il comprend qu'il doit chercher sa propre voie. Assez vite, il fait un choix décisif et très courageux : abandonner l'abstraction au profit de la figuration. Ça n'allait pas de soi à cette époque. « *On me prenait pour un fou quand j'ai quitté l'abstraction, le dripping et toutes ces conneries.* » Il a l'intuition que l'abstraction est juste un effet de mode. C'est un rétrécissement irrésistible du domaine de l'art. Ce mouvement n'a pas d'avenir, tout simplement parce qu'il tourne le dos au monde.

Sam Szafran, au contraire, va s'exprimer sur certains aspects du monde. Passionnément et à sa façon. Bizarrement, il ne s'intéresse dans son art ni aux hommes, ni à leur vie sociale, ni à l'histoire. On le dit misanthrope, mais ce n'est peut-être pas le mot juste, car il ne formule aucune détestation envers ses congénères. Simplement, il s'en éloigne. Il vit à l'écart. Ce qui l'intéresse dans le monde, ou plutôt dans son environnement immédiat, c'est le foisonnement de formes. Il a envie de les observer, de les saisir, de les comprendre, de les représenter. On pourrait parler, en ce qui concerne cet artiste, de figuration *formelle*. L'œuvre de Sam Szafran est tout entière consacrée à l'exploration des formes du réel.

Au début de sa conversion à la figuration, l'artiste dessine des cages d'escalier, des vues de ville ou

encore des panoramas du bazar de son atelier avec les fameux casiers de pastels. À chaque fois, on voit des ensembles de formes enchevêtrées assez complexes, constituant des chaos assez séduisants. Cependant, très vite, la végétation s'impose à lui et il n'en démord plus. Ce n'est pas un hasard.

En mathématiques, certaines théories comme celles des *catastrophes* ou des *fractales* ont apporté un grand progrès dans l'étude des formes. Des équations ou « algorithmes » permettent, en effet, de générer des formes complexes beaucoup plus proches du vivant que les figures géométriques traditionnelles. Par exemple, une feuille de fougère ou un chou romanesco ont été assez facilement simulés par des algorithmes. On comprend que, chaque fois, il y a un principe de construction (quelque chose comme une équation, une idée ou un génome) qui produit des formes à l'infini. Dans le cas des philodendrons de son atelier, il y a foisonnement, entrelacs, démesure. Cependant, on voit bien que toutes ces formes, aussi fantaisistes et débridées soient-elles, sont unies par une infaillible cohérence.

C'est quelque chose qui peut faire réfléchir un artiste. En effet, même le plus novice des peintres du dimanche a fait cette expérience qu'en voulant enrichir une composition, on ne fait bien souvent que l'alourdir, la disloquer, l'enlaidir. Seuls les grands artistes parviennent à concilier unité et complexité. Les végétaux offrent cependant *naturellement* un modèle de beauté échappant à cette contradiction. Quand un peintre ou un sculpteur représente une femme nue, on peut penser que la beauté de l'œuvre n'est pas étrangère à l'anticipation des plaisirs. Toutefois, la splendeur des végétaux et, plus particulièrement, celle des philodendrons, est absolument non humaine. Elle n'est pas affaire de sentiments. Elle relève de raisons internes, de raisons de construction. Elle produit une impression presque géométrique qui se dégage aisément d'un chaos apparent. Les philodendrons obsessionnellement peints par Sam Szafran ne traduisent donc pas seulement un amour des plantes vertes. Ils manifestent cette conviction simple et mystérieuse que toute esthétique véritable réalise ce miracle de conjuguer cohérence des formes et richesse de leurs variations. Plus qu'à nous extasier sur la beauté de la nature, Sam Szafran nous invite ainsi à une réflexion sur la nature de la beauté. Ça peut remplir une vie. •



À voir absolument :
« Sam Szafran »,
galerie Claude
Bernard, 7-9, rue des
Beaux-Arts, 75006
Paris, jusqu'au 3 mars.

1. « Szafran », propos recueillis par Jean Clair,
Beaux-Arts magazine, n° 34, avril 1986.

CONSERVATEURS, OUBLIEZ ROBESPIERRE !

Par Philippe Raynaud

Si le *Dictionnaire du conservatisme* que publient les éditions du Cerf réhabilite avec brio un courant de pensée souvent diabolisé, on regrettera certains partis pris contre-révolutionnaires. Car tout n'est pas à jeter dans 1789, même pour un esprit conservateur.

La publication d'un volumineux *Dictionnaire du conservatisme* vient à son heure dans un pays qui a élu un jeune président qui entend remodeler la vie politique autour d'un nouveau clivage entre « conservatisme » et « progressisme » et paraît suffisamment libéral pour ne guère laisser à la droite d'opposition d'autre choix que celui d'assumer une identité « conservatrice ». Dans la plupart des démocraties, la politique s'organise naturellement autour de trois courants majeurs, le conservatisme, le libéralisme et le radicalisme (éventuellement socialiste). En France, la majeure partie de la gauche refuse avec indignation d'être dite libérale, et la droite ne veut surtout pas paraître « conservatrice ». Les responsables du *Dictionnaire* prennent acte d'un changement en cours, qui s'est manifesté depuis deux ans par quelques publications significatives¹ et qui, surtout, semble travailler en profondeur la partie la plus politisée de la droite, depuis les manifestations de la Manif pour tous jusqu'au large succès de François Fillon à la primaire de la droite et du centre. Ils n'ignorent pas que le conservatisme a eu en France une histoire difficile, mais ils font le pari qu'il a des racines profondes dans la société et dans la politique françaises, et ils saluent avec bonheur sa légitimation en cours dans une partie du monde intellectuel.

Le projet est donc légitime, et il est naturel que, s'agissant d'un courant qui varie sans cesse selon ce qu'il s'agit de « conserver », il conduise à rassembler sous l'étiquette « conservateur » des politiques et des pensées très diverses et souvent opposées, et à les faire présenter

par des auteurs qui ne sont pas tous conservateurs de la même manière. On ne se plaindra pas de ce pluralisme, qui permet de proposer quelques points de vue originaux tout en présentant l'essentiel de ce qu'on est en droit d'attendre dans un *Dictionnaire du conservatisme*, c'est-à-dire les grands auteurs (Burke, Kirk, MacIntyre, Oakeshott) et les grands thèmes (la tradition, la communauté, la critique de l'Utopie ou de l'individualisme), sans oublier quelques figures politiques majeures (Disraeli, Churchill, Reagan, Thatcher et, pour la France, de Gaulle). Il reste néanmoins que, au fur et à mesure que l'on avance dans la lecture de l'ouvrage, on éprouve une certaine perplexité, qui vient du sentiment que celui-ci hésite entre une définition sans doute trop large du conservatisme (« *des conservateurs apparaissent dès lors qu'ont lieu des transformations significatives* », ce qui fait que Démosthène est conservateur contre Philippe, ou Julien l'Apostat contre les chrétiens, ou les vieux dirigeants soviétiques face à la perestroïka) et une approche très française, qui appelle « conservatisme » tout ce qui réagit à et contre la Révolution française.

Les maîtres d'œuvre de l'ouvrage n'ignorent pas que l'adjectif conservateur a eu des usages très divers, y compris chez des acteurs ou des héritiers de la Révolution qui, comme Sieyès ou plus tard Thiers et même Gambetta, voulaient « conserver » l'héritage de 1789, mais on y trouve aussi un autre point de vue, que Philippe Bénéton développe avec rigueur dans l'article « Pensée conservatrice » : le « conservatisme » se définit par une opposition de principe, d'inspiration chrétienne, à la Révolution, dont la radicalité première aurait ensuite cédé la place à un « *conservatisme moderne que l'on peut aussi appeler le libéralisme conservateur* » (p. 725). Cette définition est séduisante, mais elle me paraît à la fois philosophiquement fragile et historiquement douteuse : d'un côté, la pensée conservatrice moderne préexiste à la Révolution et elle peut être fort peu chrétienne, comme c'est le cas chez Hume, et, de l'autre, il est en fait difficile de définir comme vraiment « conservateurs » des auteurs comme Maistre, Bonald ou Maurras. Le plus grand critique de la Révolution, Burke, est d'ailleurs déjà un « libéral



Alexis de Tocqueville.

conservateur » – dont l'argumentation sera néanmoins refusée par tous les grands libéraux français, y compris Rémusat ou Tocqueville, parce que ceux-ci considèrent que, en France, la cause libérale ne peut pas être entièrement détachée de celle de 1789. Philippe Bénéton n'en a pas moins le mérite d'exprimer une difficulté centrale dans l'histoire du conservatisme en France : des idées et des affects qui trouvaient une expression naturelle dans les partis conservateurs libéraux ou chrétiens ont été progressivement marginalisés dans la politique française et ont fini par être captés par un courant antilibéral, qui a trouvé son expression achevée dans l'Action française – et qui a contribué à la marginalisation de la droite en empêchant le développement de vrais partis conservateurs. Cette évolution n'était sans doute pas fatale, comme on le voit en lisant certaines contributions qui montrent bien que, sous des formes diverses, le « conservatisme » a longtemps coexisté tranquillement avec le « libéralisme » dans la politique orléaniste (et même chez un légitimiste comme Chateaubriand), mais elle a fini par s'imposer à la majorité des catholiques conservateurs sous la III^e République et on en trouve des échos dans ce *Dictionnaire*. Certains auteurs, qui nous disent que la « gauche » est tout entière « *issue des grandes falsifications ou perversions du christianisme* » (« Droite/gauche ») ou que la modernité est fondamentalement « *luciférienne* » (« Religion »), semblent tenir le Syllabus

et l'encyclique *Quanta cura* pour des classiques du conservatisme.

La plupart des contributeurs savent bien, comme le montre Olivier Dard dans l'article qu'il consacre à Maurras, que le refus de reconnaître quoi que ce soit à la République, fût-elle « conservatrice », conduit à une « *contradiction insoluble* », mais à lire *Le Dictionnaire du conservatisme*, on a souvent l'impression que, en France, le poids du passé révolutionnaire (et républicain) est tel que l'histoire du conservatisme français est plus fait de défaites que de victoires. Si les conservateurs français veulent sortir de cette malédiction, plutôt que de déplorer les prétendues trahisons des libéraux et des modérés, il leur faudra sans doute s'interroger sur leurs propres défaillances et s'intéresser davantage à la façon dont la France républicaine (gauche comprise) a su, à sa manière, satisfaire certaines aspirations conservatrices. •



Le Dictionnaire du conservatisme, sous la direction de Christophe Boutin, Frédéric Rouillois, Olivier Dard, éditions du Cerf, novembre 2017.

1. Voir par exemple Laetitia Strauch-Bonart, *Vous avez dit conservateur ?*, éditions du Cerf, 2016, et Jean-Philippe Vincent, *Qu'est-ce que le conservatisme ? Histoire intellectuelle d'une idée politique*, Les Belles Lettres, 2016.

FRÉDÉRIC FERNEY

« L'ÉGALITÉ, EN FRANCE, C'EST LE DROIT SACRÉ DE DIRE MERDE À SON VOISIN ! »

Propos recueillis par Élisabeth Lévy



Frédéric Ferney.

Le critique littéraire Frédéric Ferney doit tout à la langue, à la littérature et à la culture françaises. Pour autant, il n'entend pas s'enfermer dans un passé mythifié ou une identité close.

Causeur. Dans *Mémoire espionne du cœur* (éditions Baker Street), vous imaginez des dialogues, par-delà les siècles et les océans, entre de grandes figures de la culture française et occidentale. Pourquoi avoir inventé ces rencontres dont certaines auraient pu avoir lieu (Sagan/Warhol) et d'autres pas (Le Caravage/Pasolini) ?

Frédéric Ferney. Le monde de Rabelais n'est plus le nôtre, le Saint-Tropez de Sagan n'est pas la Chine de Confucius ! Mais, au-delà de leurs différences qui sont parfois des abîmes, je me sens contemporain de tous ces gens-là. Ils me sont à la fois proches et lointains – proches, peut-être, parce qu'ils sont étrangers. J'aime ce dialogue entre le passé et le présent, entre les vivants et les morts. Dans ce qui nous est transmis sous un mot, la *culture*, il y a de l'oubli, des trous, des ratés – j'y remédie ! Pour rire – car je fais des pastiches !

Par votre amour malicieux des arts et des lettres, vous êtes singulièrement français. Vous trouvez néanmoins malséants les débats sur l'identité nationale. Pourquoi avoir ces pudeurs de jeune fille ?

Je suis fatigué d'entendre des gens revendiquer leur identité nationale, comme si c'était un état, une assignation à résidence, une prison. J'aime la diversité, les mélanges, les contradictions. Nos identités sont multiples. Je suis singulier parce que je suis pluriel ! Je suis français par l'histoire, mais surtout par la langue – le français est plein de mots étrangers, d'*immigrés*, qu'il adopte, modifie, absorbe ou rejette. Comme un glacier. J'aime le cri de Michaux : « *Donnez-moi de la lenteur !* »

Mais qui nie cela, à l'exception peut-être des identitaires stricto sensu ? Que l'identité soit évolutive, c'est une évidence. Cela n'empêche pas des permanences qui distinguent les peuples les uns des autres. De plus, on a le droit de penser que tout apport n'est pas un enrichissement ni toute nouveauté un progrès.

Au-delà des effets indésirables de la mondialisation, au-delà de ses crispations, et malgré internet, la France reste étrangement identique à elle-même : divisée, décevante, despotique, enracinée dans ses abstractions et toujours réfractaire aux dialectes, aux tribus, aux idoles. C'est un espace mental plus que natal. On est français par la volonté, ce qui signifie qu'on peut le devenir au bout d'un « certain temps », comme disait Fernand – Raynaud ou Braudel, comme vous préférez ! Ce qui relie les Français entre eux, ce n'est ni la religion ni la race, c'est la culture, dont l'une des expressions est la langue. C'est ce qui fait, par exemple, qu'un jeune juif lituanien, Emmanuel Levinas, a choisi la France dans les années 1920... à ses risques et périls ! La langue, c'est une affaire d'État ! Les décrets d'Édouard Philippe contre l'écriture inclusive font écho à l'édit de Villers-Cotterêts signé sous François I^{er} et qui a imposé le français à la place du latin dans les actes officiels.

Comme vous y allez !

Mais oui ! Si le roi hier ou le président aujourd'hui se mêlent de culture, c'est parce que, dans ce pays, la culture relève du pouvoir régalien. Un « ministère de la Culture », c'est une bizarrerie – un étrange cousinage avec les systèmes totalitaires qui prétendent régir les mœurs et former la jeunesse. On a beau savoir, avec Montesquieu, qu'« *on ne réforme pas les mœurs par la loi* », on ne peut pas s'en empêcher !

Cette intimité entre le régalien et le culturel explique qu'en France, la politique ait longtemps eu partie liée avec la littérature.

Il y a, en France, une affinité singulière entre la littérature et la politique. C'est une relation en miroir, comme si la politique était de la littérature par d'autres moyens et comme si la littérature était de la politique

par d'autres moyens. Saint-Simon, Chateaubriand, Stendhal ou Hugo auraient été moins (bons) écrivains s'ils avaient accompli la carrière politique dont ils ont rêvé. De Gaulle, Pompidou, Giscard même, Mitterrand se sont rêvés écrivains, à un moment ou un autre de leur vie. J'ajoute que les Français, quand ils pensent, postulent un dénominateur commun à l'humanité. S'il tarde à se manifester, on s'agace. Car la France hérite des souvenirs qu'elle prend pour des droits et subordonne les nations aux idées...

De préférence aux siennes !

Exactement ! Nous sommes des moucheron qui dissertons sur la condition du moucheron en pensant embrasser l'universel. Quand Malraux écrit un roman sur un obscur épisode de la révolution chinoise, il l'intitule *La Condition humaine*. Il faut oser !

Très bien, mais vous devriez parler au passé. Qu'en est-il depuis de Gaulle, ou disons Mitterrand ? À l'ère des managers, politique et littérature ne parlent plus la même langue. « Depuis Voltaire, écrivez-vous, la raison d'être de la littérature est de troubler l'ordre public. » Croyez-vous encore à ce pouvoir subversif ?

Si on recherche des successeurs à Sartre ou Foucault, on ne voit pas qui aujourd'hui pourrait exercer leur ancien magistère, on ne voit pas qui pourrait allumer la mèche. On manque de trublions. Ah ! si, on a Houellebecq ! Quand il se fait le petit sociologue amer et déprimé d'une société malade : la nôtre, il choque, il dérange. Qu'il parle du clonage, du tourisme sexuel ou de l'islamisme dans ses romans, il semble toujours nous dire : « Hurlez ! Indignez-vous ! J'adore ça ! » À sa façon, il fait le boulot.

Houellebecq remplit le contrat du romancier : dévoiler la comédie. Mais vous avez évoqué les querelles qui animent régulièrement notre République des Lettres. Que révèlent ces simulacres de guerre civile ?

Ce ne sont pas que des simulacres ! Depuis toujours, on fait carrière dans la diatribe, dans le duel, dans le doute. Et la suspicion. Car on n'est jamais las de prouver qu'on ne peut rien prouver. On ne s'informe pas, on préfère s'esclaffer – par exemple en lisant *Causeur* ou *Le Canard enchaîné* ! Jules César le disait déjà : les Gaulois, si divisés, formeraient un peuple formidable s'ils étaient unis. Paradoxalement, ce sont leurs litiges qui lient les Français entre eux. L'histoire de France ne se dissocie pas d'une rumeur infinie de batailles, de trahisons et d'esclandres : Roland contre Ganelon, Danton contre Robespierre, les Armagnacs contre les Bourguignons, les collabos contre les communistes et contre les gaulistes... Entre intellectuels, c'est tout aussi sanglant : Sartre contre Aron ou contre Camus, Aragon contre Drieu ou contre Malraux – d'abord camarades, puis ennemis jurés ! • →

Vous voyez bien : par rapport à ces splendides querelles, nos batailles de chiffonniers médiatiques font pâle figure.

Évidemment qu'on a changé d'époque, mais je note certaines permanences. Quand la liberté est menacée, les Français invoquent Voltaire. Quand l'égalité est menacée, ils se tournent vers Jean-Jacques Rousseau – l'égalité, en France, c'est le droit sacré de dire merde à son voisin ! Ça, ça ne change pas ! Ce qu'ils ont retenu des philosophes des Lumières qu'ils citent sans souvent les avoir lus, c'est qu'ils étaient dans l'opposition. À moins qu'on ne soit tous un peu tributaires d'une posture héritée de Descartes : « Moi tout seul contre le reste du monde ! » Vous avez remarqué ? Désunis, ils ne parlent que d'union. Comme au Parti socialiste et chez Les Républicains – éreintés, vaincus, déjà morts. Avec cela, on adore remâcher les causes perdues – Dieu, l'Europe, la Grèce, la république, la monarchie, le socialisme, la sonate, le madrigal...

Les causes perdues ont souvent raison...

En tout cas, notre spécialité, c'est le grand deuil, le chagrin national qui soudainement – mais ça ne dure jamais – abolit les divisions et réconcilie les Français avec eux-mêmes : la mort de Victor Hugo en 1885, celle de Gérard Philipe en 1959, celle de Johnny en 2017...

Des Misérables à « Allumez le feu ! », avouez que la transition est rude ! Vous donnez raison aux chantres du déclin national...

Le « déclin », c'est à la fois une réalité (qu'on ne peut que constater) et une idéologie (que je récuse) ! Certains se plaisent à mimer les incantations fourbues que l'époque nous inflige. Je trouve ça suspect. La défaite est d'abord en soi, et l'on finit tous par acquiescer des convictions qui servent nos intérêts.

Vous ne nous dites pas quoi faire de la « réalité » du déclin. Vous ne voulez pas avouer que beaucoup de choses que vous aimez « étaient mieux avant »...

Écoutez, dans la vie, on est toujours un « jeune con » pour quelqu'un et un « vieux con » pour un autre. Ce qui importe, c'est de ne jamais être un mauvais con – j'utilise le mot « con » au sens péjoratif du terme, comme disait le regretté d'Ormesson ! J'essaie de résister à la nostalgie – le « c'était-mieux-avant », quel poison ! – et à la lamentation – le « mon-Dieu-c'est-affreux-ce-qui-nous-arrive » ! –, qui ne vaut pas mieux. Ce qu'on a perdu : la verticalité, une notion indispensable à la transmission qui s'effectue de haut en bas – de père en fils, de maître à élève. Par le passé, des artistes comme Racine ont su embellir des choses aussi abominables que le parricide ou l'adultère pour en faire de la tragédie. Aujourd'hui, dans l'ère de la communication, nous sommes pris dans un processus horizontal qui nous fait choisir entre un match de foot et un talk-show. Or, la transmission de la langue est essentielle. Si vous avez 50 mots, la vie en société devient compliquée. Certains le font exprès, par exemple

Wauquiez : il a beaucoup de mots, mais n'en utilise que 50 parce qu'il pense que c'est dans son intérêt.

Wauquiez nous a parlé dans un français tout à fait convenable. En revanche, l'appauvrissement du langage se généralise, y compris dans les classes autrefois cultivées.

Ah, Wauquiez !... Il y a des démagogues d'instinct : Le Pen, père ou fille, Mélenchon, Berlusconi, Trump. Wauquiez, c'est autre chose, il *veut* l'être. Ce n'est pas par doctrine ni par vocation, c'est une stratégie provisoire. Son problème ? Comment faire oublier qu'on a été jadis un prix d'excellence, premier à l'agrégation d'histoire (en 1997) et major de l'ENA, promotion Mandela (en 2001) ? À l'heure des tweets, si l'on veut retentir, il faut être populiste pour devenir populaire. C'est ce qu'il croit. Ce qui ne me déplaît pas chez Macron, c'est qu'il n'hésite pas à citer Bataille, Ricœur ou « L'Héautontimorouménos » de Baudelaire devant des élus ! Il se souvient qu'il a été jadis un intellectuel. Il ne craint pas le ridicule – c'est une force !

Ah bon ? Désolée, la cuistrerie ne vaut pas mieux que la fausse inculture. Mais passons. Comment définissez-vous l'intellectuel ? Et l'écrivain ?

Un intellectuel, c'est quelqu'un qui n'est jamais là où on l'attend : Péguy, Mauriac, Bernanos, Camus... Pas forcément un ricaneur comme Voltaire, mais un emmerdeur, sûrement ! Un écrivain, c'est autre chose. On ne peut regarder le soleil ni la mort en face, il faut une médiation, un filtre, ce que j'appelle une forme. Belle, si possible ! Ce n'est pas donné, il faut l'inventer. Ce n'est pas l'art qui imite la nature, c'est la nature qui imite l'art ! Comme le dit Oscar Wilde, que je fais dialoguer avec Balzac et Nathalie Sarraute dans ce livre : « *Avant Turner, il n'y avait pas de couchers de soleil sur la Tamise.* » Cela dit, si vous me demandiez : « Qu'est-ce qu'un grand écrivain aujourd'hui ? », je ne saurais pas quoi répondre.

C'est amusant, vos observations mettent à rude épreuve votre suspicion pour la nostalgie. La crise de la transmission menace-t-elle la grande culture de disparition ?

Corneille ne respecte pas toujours les règles, mais il les connaît, et quand il est en dehors des clous, il sait pourquoi. On n'est plus au Grand Siècle. Aujourd'hui, chaque auteur est en situation de devoir réinventer ses propres règles à chaque livre, comme dans un match de foot où chacun jouerait avec son propre ballon. Ce que je ne peux m'empêcher de croire : dans cinq cents ans, si un jeune homme tombe amoureux pour la première fois de sa vie et s'il tombe sur *Le Rouge et le Noir*, il aura le même éblouissement. Il n'y a pas de progrès dans l'ordre des sentiments.

Cela fait beaucoup de « si »... En attendant, tout le monde s'improvise artiste. Il suffit de mettre son moi sur la table et de trouver

éditeur à son pied. Dans ces conditions, le critique littéraire a-t-il encore une utilité ?

La critique sera toujours une alliance improbable entre une intelligence et une sensibilité appliquée à une forme. Autrement dit, un critique, c'est quelqu'un qui, comme un écrivain, est doué d'une sensibilité aiguë, à l'image du maître absolu en la matière qu'est évidemment Baudelaire. « C'est » ou plutôt « c'était »... Je crains que les critiques ne soient en train de disparaître parce que les journaux sont en train de disparaître.

Eh, encore un instant, monsieur le bourreau ! Quoi qu'il en soit, il y a chez vous un mystère. Comment pouvez-vous afficher cette confiance dans l'avenir tout en admettant que des pans de notre culture nous deviennent lentement étrangers ?

Connaissez-vous un autre pays où les gens sont prêts à descendre dans la rue pour défendre l'accent circonflexe ou l'accord féminin pluriel ?

Vous savez bien qu'il sera de plus en plus difficile de résister à la promesse de simplification, c'est-à-dire au moindre effort.

Vous croyez que le « i » d'« oignon » survivra longtemps ? Vous n'allez pas dire que l'écrit n'a pas souffert du passage à ce que Debray appelle la « vidéosphère » !

Que le socle anthropologique sur lequel reposent la culture française et notre histoire bouge, j'en conviens parfaitement. Mais c'est une évolution lente – le glacier, on y revient ! – et, de toute façon, il ne sert à rien de trépigner. Je crois avec Guy Debord que « dans les époques sans mémoire, la seule façon d'être révolutionnaire est d'être réactionnaire ». Je suis réac, j'assume.

Ah, vous avouez enfin...

Pour autant, je n'ai pas la vocation d'un Jérémie ou d'une Cassandre. Relativisons nos petits malheurs : certains ont vécu les guerres de religion ou l'Occupation, c'était bien pire, non ? Il faut continuer à mener le combat, même s'il est désespéré. Je fais donc mienne la devise de Cyrano : « C'est plus beau lorsque c'est inutile ! » •



*Am ipsa sus sit eos
escia con porra
nobis sae dolorib
uscillae porit*

C'ÉTAIT ÉCRIT HOMARD M'A TUER

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

Certains pays ont de vraies urgences à traiter. Dans le cadre d'une révision des lois sur la protection des animaux, le gouvernement suisse annonce qu'à compter du 1^{er} mars, « la pratique consistant à plonger les homards vivants dans l'eau bouillante, commune dans les restaurants, ne sera plus autorisée ». Cela serait jugé barbare. Tel critique gastronomique (américain) entend ainsi avec horreur « les pinces de la créature raclant la marmite ». Bref, dans un pays spécialiste de l'euthanasie, les autorités réclament que ces crustacés soient « étourdis avant d'être mis à mort ».

Cela, évidemment, contredit la gastronomie, plaisir reposant sur la cruauté. Et, pour le homard, désolé, mais les cuisiniers et fines gueules du passé seraient horrifiés par cette décision. Dans son *Grand dictionnaire de cuisine*, Alexandre Dumas est très clair : « Prenez un

gros homard, ou une langouste bien vivante. Attachez-le sur un hâtelet solide que vous ficellerez lui-même sur une broche ; soumettez tout d'abord à feu vif... » Dumas ne fait, de surcroît, que suivre les conseils de bon sens d'Apicius : il est toujours dangereux de cuisiner un animal mort depuis on ne sait combien de temps.

Les Suisses semblent oublier à quel point faire cuire un homard vivant est de bonne guerre. Cette sale bête a hanté nombre d'écrivains. Théophile Gautier dans ses *Souvenirs littéraires* montre que la folie de Nerval s'est d'abord manifestée par l'intercession du homard : « Des soins éclairés devinrent nécessaires, à la grande indignation de Gérard, car il ne concevait pas que des médecins s'occupassent de lui parce qu'il s'était promené dans le Palais-Royal, traînant un homard en vie au bout d'une faveur bleue. » Sartre, lui, s'est longtemps cru poursuivi par des homards « de la taille d'un teckel », certes après avoir pris de la mescaline. Depuis *La Nausée*, la bête le travaillait : « Autrement dit, un homme, étant libre, est aussi capable d'être un "crabe", un homard parmi les homards, que d'être un homme parmi les hommes. »

En plus, cette prétendue cruauté dénoncée par les Suisses oublie l'hypocrisie naturelle de cet animal, beaucoup plus résistant qu'il ne le fait croire, comme nous le rappelle *Alice au pays des merveilles* dans le célèbre « Quadrille des homards » : « C'est la voix du homard grondant comme la foudre : / "On m'a trop fait bouillir, il faut que je me poudre !" / Puis, les pieds en dehors, prenant la brosse en main, / De se faire bien beau vite il se met en train. » •

ROULEZ VIEILLESSE !

Par Thomas Morales

Du 7 au 11 février, porte de Versailles à Paris, le salon Retromobile met à l'honneur les voitures anciennes. On y échange des pièces de 404 et des bons tuyaux. Pour se rappeler le temps béni où la beauté automobile avait encore droit de cité.



La Ferrari 250 GT Cabriolet Pinin Farina de 1958, vendue aux enchères par la maison Artcurial à l'occasion du salon Retromobile 2018.

Du 7 au 11 février, ils seront tous là, venus de France et d'ailleurs, à piétiner dans les halls de la porte de Versailles. Marcel, arrivé de son Morvan au volant de sa Simca Aronde, le matin de l'ouverture du salon, cheminot à la retraite et passionné de « populaires » françaises, deux mots qui vont si bien ensemble. Éric, le graphiste de la génération Y et sa

Peugeot 205 GTI achetée l'année dernière sur un coup de cœur. Andrew, le *gentleman driver* qui possède dans son manoir du Dorset une brochette d'Aston Martin et de Jaguar à faire hurler un écolo en furie. Quant à Giancarlo, le tifosi de Modène, il s'intéresse uniquement aux Ferrari des années 1960 ayant participé aux 24 heures du Mans. À défaut de pouvoir s'en acheter une à l'échelle 1, il les collectionne en format miniature.

Chacun, à sa manière et selon son budget, a le mérite de continuer le combat : la préservation du patrimoine automobile. Dans une époque où la bagnole suscite tant de démagogie et d'hystérie, comment expliquer que la nostalgie des voitures anciennes n'est pas un crime ? Il y a plus de culture, d'art, de savoir et de féerie dans la carrosserie d'une Bugatti ou d'une 4 CV que dans certains manuels scolaires. Ces hommes-là ont une connaissance livresque du sujet. Ils passent l'essentiel de leur temps libre à rechercher la bonne pièce, à s'informer sur l'origine de leur modèle tant adoré, à s'engager bénévolement dans des clubs, à chercher à comprendre les contraintes industrielles d'alors, et en savent finalement beaucoup sur la psychologie de nos grands-parents. « *Dis-moi en quoi tu roules et je te dirais qui tu es vraiment.* »

Si cette maxime a perdu de sa pertinence au fil des vingt dernières années, elle résumait assez fidèlement l'esprit de nos aïeux. Ces historiens amateurs, sismographes du temps passé, s'inscrivent dans une chronologie longue et font le pont entre l'auto et le cinéma, l'auto et l'architecture, l'auto et la géopolitique. S'ils regardent dans le rétroviseur, c'est pour mieux résister à l'aseptisation du monde actuel. Ils se battent contre la modernité clinquante des réseaux sociaux, son inhumanité rampante et cette volonté farouche de faire disparaître toute forme de beauté dans nos rues.

Que les villes étaient belles et multiples lorsque chaque constructeur possédait à son catalogue une expression de son propre génie. L'uniformisation des paysages routiers, le clonage de nos gestes quotidiens, bientôt la conduite autonome, nous amputent d'une partie de notre sensibilité esthétique. Aimer les voitures, c'est faire se combiner tous les sens : le plaisir visuel d'une ligne racée, le bruit d'une mécanique bien huilée, le parfum d'un cuir patiné, le toucher d'un tableau de bord en ronce de noyer et le goût de la diversité. Le conducteur d'une Peugeot 404, Citroën DS, Panhard PL 17 ou Volkswagen Coccinelle laissait parler son caractère, mieux, son identité. Il dévoilait une partie intime de lui en roulant.

Aujourd'hui, le propriétaire d'une ancienne est pointé du doigt comme s'il était responsable de la pollution ambiante. Mis au banc des accusés. Les élites françaises lui mènent une féroce guerre idéologique. Restrictions de circulation, limitations et taxations transforment en supplice un loisir qui devrait être encouragé par les pouvoirs publics (au même titre que la restauration d'un monument). Ce désamour ne date pas de la fermeture des voies sur berge. La culture automobile est chez nous source d'ironie et de sarcasmes. Dans les têtes embrumées de certains technocrates, un produit industriel ne peut être l'objet d'une dévotion éclairée. Il est suspect par nature.

En Angleterre, en Allemagne, en Italie ou aux États-Unis, l'automobile ancienne jouit d'un tout autre statut. Les artistes la vénèrent, les professeurs l'étudient et les politiques ne la snobent pas. Reverrons-nous un président comme Georges Pompidou conduire une Porsche 356 à la sortie de l'Élysée ? Un chanteur comme Johnny Hallyday s'engager au Rallye de Monte-Carlo ou un académicien au regard bleu azur se déplacer en cabriolet Mercedes ?

Quel dommage quand on songe que le secteur d'activité des véhicules historiques génère en France un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros, avec quelque 230 000 collectionneurs et un parc estimé à 800 000 exemplaires. Si l'on ajoute les revenus liés au tourisme, ce collectionneur, éternelle vache à lait du système, apporte sa contribution à la bonne santé économique du pays. Il voyage, il lit, il fait entretenir sa voiture, il consomme et, en plus, il est le gardien de notre mémoire. Alors, que vous soyez un amoureux de la locomotion sous toutes ses formes ou simplement curieux de ce phénomène, ruez-vous au Parc des expositions de Paris.

Vous ne courez qu'un seul risque : en prendre plein les yeux. 120 000 visiteurs, 500 voitures, une galerie d'art, des pièces exceptionnelles et une ferveur bon enfant. Pour cette 43^e édition, les organisateurs rendent, entre autres, un hommage à Carlo Abarth et présentent une rétrospective de chars Renault en provenance du Musée des blindés. La traditionnelle vente aux enchères Artcurial mettra à l'honneur la Ferrari 275 P victorieuse au Mans en 1964, qui devrait affoler le marteau. La fondation Berliet fête le centenaire de la naissance de Paul Berliet. Et, nouveauté 2018, un espace de vente dédié aux véhicules de plus de trente ans et d'un prix inférieur à 25 000 euros, notamment les *youngtimers*¹, sera ouvert aux professionnels et aux particuliers. L'auto ancienne n'a pas dit son dernier mot. •



Salon Retromobile, du 7 au 11 février, Paris Expo porte de Versailles.

1. Les *youngtimers* sont des voitures nouvellement rentrées dans la catégorie des voitures anciennes. Il s'agit des voitures sorties des usines dans les années 1980 et qui tendent à se faire rares.

LEVET, POÈTE DISPARU

Par Jérôme Leroy

Avec *L'Express de Bénarès*. À la recherche de Henry J.-M. Levet (1874-1906), l'académicien Frédéric Vitoux ressuscite un poète oublié qui l'obsède depuis l'adolescence. L'importance de son œuvre, réunie en un seul petit recueil, est inversement proportionnelle à sa longueur.

Il arrive, parfois, que les poèmes survivent aux poètes, qu'une poignée de vers par ici, quelques quatrains par là, hantent les mémoires alors qu'on a oublié le nom de l'auteur. C'est sur l'un de ces envoûtements étranges et soyeux qu'a voulu enquêter Frédéric Vitoux dans *L'Express de Bénarès*, un récit où s'entrelacent dans une élégante nostalgie des souvenirs autobiographiques et la vie de Henry J.-M. Levet (1874-1906), dont l'histoire littéraire et les aléas de la postérité ont surtout conservé les quatre premiers vers du sonnet « Outwards » :
« L'Armand-Béhic (*des Messageries Maritimes*)
File quatorze nœuds sur l'océan Indien.
Le soleil se couche en des confitures de crimes,
Dans cette mer plate comme avec la main. »

Ce serait une erreur de croire que ce genre de fascination pour les poètes qu'il est convenu d'appeler « mineurs » relève du simple snobisme ou d'une érudition légèrement déviante. Y a-t-il, d'ailleurs, des poètes mineurs ? Ne nomme-t-on pas ainsi par commodité des poètes moins chanceux avec le succès ?

Aussi mince soit-elle, l'œuvre de Levet a exercé une influence décisive sur ceux qu'on classerait plus tard dans la catégorie des poètes du voyage comme Larbaud, Cendrars, Morand et même, d'une certaine manière, Saint-John Perse. On peut aussi mesurer l'importance



de ces poètes oubliés à la manière qu'ils ont d'accompagner certains d'entre nous durant toute une vie. Frédéric Vitoux, d'emblée, définit cela très bien en ce qui concerne son compagnonnage avec Henry J.-M. Levet : « *Henry Jean-Marie Levet m'obsède. Je l'ai découvert à l'âge de seize ou dix-sept ans. Il ne m'a jamais quitté. Les premiers poèmes que j'ai lus de lui, je les ai retenus aussitôt. Je peux les réciter encore aujourd'hui. Par cœur.* » On devrait, sans doute, prendre plus souvent l'expression « par cœur » au sens littéral. Retenir des vers, et les retenir pour toujours, ce n'est pas tant une affaire de mémoire que de sensibilité. On retient « par cœur » ce qu'on aime, on retient « par cœur » les textes qui tissent avec nous de mystérieuses affinités électives.

Dans *L'Express de Bénarès*, titre d'un roman que Levet n'écrivit jamais, Frédéric Vitoux mène une enquête dont le but n'est certainement pas de produire une biographie à l'américaine de Levet. D'abord la brièveté de l'existence du poète né à Montbrison, qui fréquenta la bohème montmartroise dans des costumes extravagants soulignant sa laideur, célèbre à l'époque, avant de devenir diplomate de hasard pour faire plaisir à ses parents, et de mourir à 32 ans d'une tuberculose qu'il traînait depuis l'adolescence, n'aurait pas forcément eu un grand intérêt en soi. Non, si la vie de Levet fascine Vitoux, c'est d'abord par le peu de traces qu'elle a laissées et on sait, depuis René Char, que seules les traces font rêver.



Frédéric Vitoux.

Vitoux adolescent a découvert Levet dans *L'Anthologie de la nouvelle poésie française*, publiée par l'éditeur Simon Kra en 1928. On trouve encore ce gros volume orange sans nom d'auteur pour pas trop cher chez les bouquinistes et on ne saurait trop recommander à nos lecteurs de s'en emparer. Elle se trouvait dans la bibliothèque de l'appartement familial, sur l'île Saint-Louis où Vitoux vit toujours. Son père, remarquant son admiration pour Levet lui explique que le grand-père Vitoux lui aussi a pris le fameux *Armand-Béhic*. Et voici Levet devenu, presque, une affaire de famille. Vitoux, qui est par ailleurs un des grands céliniens français, aura bien sûr d'autres préoccupations, d'autres engouements. Mais Levet reste dans son champ visuel, Levet est son revenant personnel, son fantôme qu'il croise au cours des années chez d'autres écrivains qu'il aime comme Larbaud et Léon-Paul Fargue, fidèles amis de Levet qui s'occuperont de la première édition posthume de ses œuvres, en 1921.

Vitoux cherche à remplir les blancs : il va à Montbrison, ancienne station thermale, imaginer l'enfance de ce fils de notable (Nicolas Levet est le maire de la ville), enfant unique arrivé sur le tard. Il recherche toutes les images possibles de Levet. Il y en a peu, très peu, trop peu. Il retrouve par hasard à la médiathèque de Vichy, où se trouve le fonds Larbaud, une affiche dont il n'était même pas certain de l'existence : elle est de Jacques Villon, un ami du futur poète, qui a représenté

Levet dans la publicité pour un « bar américain » de la rue Cujas. Frédéric Vitoux recoupe des documents, des témoignages, il imagine des rencontres possibles, mais sans certitude, comme celle avec Proust au lycée Condorcet. Chez Frédéric Vitoux, tout est dans ces conditionnels passés où la grammaire permet de mêler le regret et la rêverie, et il nous promène avec une érudition allègre dans la république des Lettres, mais aussi dans la vie noctambule ou celle des ambassades des débuts du xx^e siècle.

L'œuvre de Levet, au bout du compte, tient aujourd'hui en un simple recueil que l'on peut trouver en Poésie/Gallimard ou dans « La petite vermillon », à La Table Ronde. Et encore, dans ce recueil, l'essentiel du génie de Levet est concentré dans une dizaine de *Cartes postales*, qui ouvrirent la voie à un nouvel exotisme, dépouillé des oripeaux du romantisme et du symbolisme, un exotisme fantaisiste, dandy, joueur, où la virtuosité du rythme et de la rime le dispute à la nouveauté des

images qui pourraient faire de Levet, par ailleurs lecteur de Rimbaud, un précurseur du surréalisme.

Et pourtant, cela suffit : avec ces poèmes d'abord publiés dans des revues entre 1900 et 1902, Levet attire enfin l'attention de noms qui comptent alors qu'il avait paradoxalement renoncé à être poète et acceptait, comme une manière élégante de disparaître, une carrière de vice-consul de troisième classe à Manille. Vitoux résume parfaitement ce paradoxe en même temps que la place exacte que prend alors Levet dans notre paysage littéraire : « *Et du coup, ses dix poèmes, ses dix Cartes postales, resteraient dans nos mémoires, car il avait enfin touché, grâce à eux, aux rivages ou aux mirages de ce que l'on pourrait appeler avec emphase le monde poétique. De ce monde, Levet n'avait découvert sans doute qu'une minuscule petite île. Mais elle lui appartenait. Il venait d'y planter son drapeau. On reconnaîtrait désormais, entre mille, une Carte postale signée Levet.* »

Tout ce que l'on peut souhaiter, désormais, c'est que beaucoup d'autres lecteurs en reçoivent et fassent connaissance de l'homme fragile pour qui les villes avaient « *des prunelles multicolores.* » •



L'Express de Bénarès. À la recherche d'Henry J.-M. Levet, Frédéric Vitoux, Fayard, 2018.

LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

BARDOT LE FANTÔME DE NOTRE LIBERTÉ



1. LES ÉTERNELS ENDIMANCHÉS DE L'ORDRE

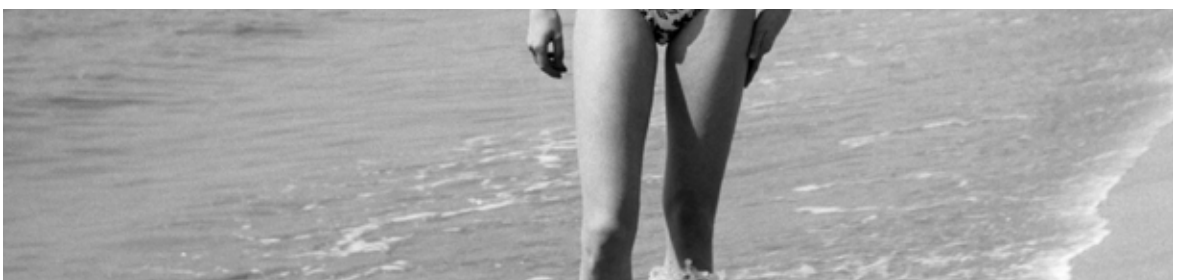
En 1961, j'avais 20 ans. Rédacteur dans le quotidien socialiste *Le Peuple*, je tenais chaque semaine une chronique cinématographique. Bien sûr, j'avais vu *Manina, la fille sans voiles* (un titre prémonitoire) de Willy Rozier et j'avais été troublé par ce corps de rêve. Bien sûr, j'avais lu l'essai de François Nourissier qui traquait le mystère que cachait cette adolescente aux lèvres boudeuses. Bien sûr, quand *Et Dieu... créa la femme* sortit sur les écrans lausannois, je compris que plus rien ne serait plus jamais comme avant. Brigitte Bardot ne bouleversait pas seulement les codes cinématographiques : elle révolutionnait l'amour.

Dans *Le Peuple*, j'écrivais à son propos que les gens qu'une certaine intensité de jeunesse et de volupté révulsent me dégoûtent comme des peaux pas saines. « *Nue ? Elle se baigne*

nue ? » Oui. Et comme tous les amis du soleil et de l'eau, elle rend encore plus ridicules les éternels endimanchés de l'Ordre.

Bizarrement, avant Brigitte, il n'y avait personne. Personne, c'est-à-dire Martine Carol et Cécile Aubry, en oubliant Michèle Morgan qui avait de trop beaux yeux pour sa silhouette si bourgeoise. Aucune d'entre elles n'était capable de fixer nos rêves. Du côté de l'importation, rien de mieux... à moins de remonter à Louise Brooks. Greta Garbo était oubliée. Marlène Dietrich faisait peur. Rita Hayworth et Marilyn Monroe, on les aimait bien, un peu comme on admirait les Buick et les Packard géantes. Et on disait « non, merci » aux énormes maternités érotiques qu'incarneraient les Lollobrigida et autres Sophia Loren.

C'est alors que Vadim créa Brigitte Bardot. L'air perdu, la perversité, les folies au bord de l'œil et des lèvres, mais avec naturel et





innocence. Brigitte devint à la fois la petite sœur joyeuse, enfantine, boudeuse, sensuelle, animale et le visage de l'éternel féminin à la dérive, l'idole des désordres du soir. Cela faisait trop longtemps que nous l'attendions.

2. CAPRICE ET DAMNATION

Avec son air d'enfant au bord de la faute, elle créait un équilibre instable entre le caprice et la damnation. Spontanée jusqu'au scandale, alors même que les magazines du monde entier se l'arrachaient, elle ne jouait pas un rôle. Elle vivait sa vie, tout en sachant instinctivement que la vie n'est pas juste : si l'on ne surmonte pas ses frayeurs ou ses faiblesses, mieux vaut se tuer. Elle tenta à plusieurs reprises d'échapper à la panique qui s'emparait parfois d'elle, mais la mort ne voulait pas d'un aussi gracieux cadeau.

Quant aux hommes, elle ne leur demandait pas l'impossible. Elle symbolisait la femme libérée – son corps l'exprime admirablement –, mais qui, sa liberté une fois acquise, sacrifie son corps allègrement au désir de l'homme. Dans tous ses films, B.B. est une femme qui finit par se soumettre. Une femme vouée à l'homme, mais par choix. Cette femme-enfant illustre à merveille les nouveaux rapports de l'homme et de la femme.

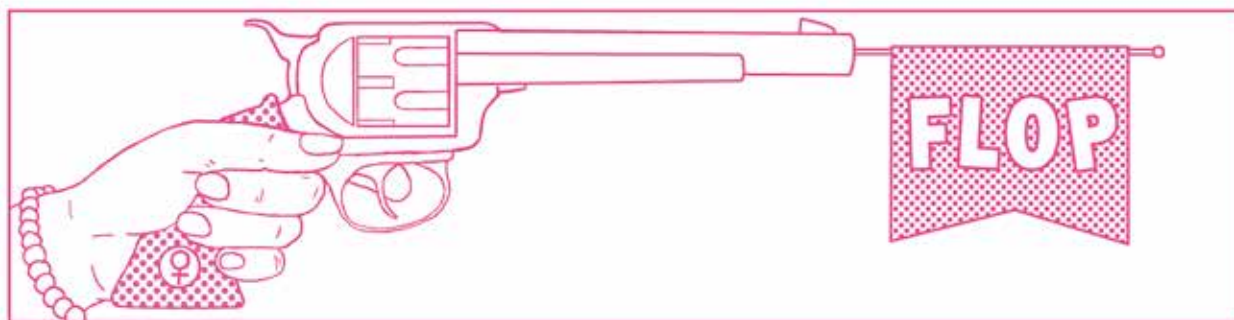
3. ORIANA FALLACI, LA RÉSISTANTE

Pendant que je voyais les films de Brigitte Bardot, ma mère lisait les articles d'Oriana Fallaci dans la presse italienne. Elle avait été une résistante. Elle était connue dans le monde entier pour la qualité de ses entretiens avec les grands de ce monde. Mais elle ne mâchait pas ses mots. Et, comme Brigitte Bardot, elle voyait poindre une nouvelle forme de soumission imposée à la femme. Toutes deux vomissaient l'islam. Toutes deux furent accusées de racisme. Toutes deux furent condamnées pour avoir eu raison trop tôt. Soudain, un cauchemar prenait corps : celui des femmes voilées. Celui d'un patriarcat triomphant. Celui d'une religion imposant une guerre dont personne ne voulait, mais qui mettrait fin à des années d'insouciance. Oriana Fallaci mourut d'un cancer. Brigitte Bardot préféra les animaux aux hommes. Une page se tournait. Oriana Fallaci avait prophétisé l'autodestruction de l'Occident face au monde arabe. Elle avait comparé l'islam au nazisme. Personne ne voulait y croire. Quant à Brigitte Bardot, elle n'était plus qu'une vieille excentrique tenant des propos inaudibles et soutenant un parti que les Français exécraient. Elle leur avait permis d'entrevoir ce qu'était la liberté. Ils avaient préféré la servitude. Comme toujours. •



CARMEN TON PORC

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Un qui veut sa médaille, c'est le Mai musical florentin, l'Opéra de Florence si vous préférez, vitrine nationale de la culture *politicamente corretta*. Tout y est participatif, paritaire, *trasparente*. La signora Di Giorgi, vice-présidente du Sénat, chante fortissimo « *l'éducation au respect mutuel, mission qui inscrit le Mai musical florentin au patrimoine mondial non seulement de l'art mais de la pédagogie* ». D'habitude ces incantations ne passent pas le lac de Bilancino, mais cette fois la planète en parle jusqu'à TF1, au *Monde* et à *Causeur*. Bravo les services de presse et de communication du Mai musical !

Donc vous savez déjà. À la fin de *Carmen*, telle que nouvellement mise en scène par Leo Muscato à Florence, la Gitane ne meurt pas : elle sort un flingue, tire sur Don José, et paf c'est lui qui crève, charogne. Inversion de scénario que le metteur en scène justifie dans le programme par « *la violence contre les femmes, les abus sexuels et le harcèlement, la discrimination et le féminicide* ». En plus d'une menteuse manipulatrice, faire de Carmen une meurtrière, voilà l'ordre rétabli et la morale sauve. « *Saluons un "non" social et culturel, prêche la sénatrice Di Giorgi, qui fasse de la Carmen du Mai la voix et la force de toutes ces femmes qui demandent le respect de la dignité et de l'inviolabilité de la personne humaine.* »

Perso, je les trouverais un poil timides, nos justicières toscanes. Quand la petite Micaëla (A-t-elle seulement l'âge légal ? Le livret de l'opéra n'est pas clair à ce sujet.), donc quand la petite veut arracher son homme aux griffes de la Gitane, la voilà qui chante : « *Vous me protégez, Seigneur.* » Comment ça, Seigneur ? Quel Seigneur ? Don Camillo tient

encore Peppone sous le goupillon, à Florence ? Virez-moi ce Seigneur clivant et discriminant. Et le chœur des gamins ! « *Nous marchons la tête haute comme de petits soldats* » : sexisme belliqueux, en voilà du « patrimoine mondial de la pédagogie » ! Et le chœur des filles ! « *Dans l'air, nous suivons des yeux la fumée, la fumée qui vers les cieux monte, monte parfumée.* » La fumée, la cigarette, les cigarières, publicité clandestine pour un psychotrope pathogène qui coûte 120 milliards par an rien qu'au contribuable français (chiffre OFDT 2015) : passez-moi presto cet acte I à la clope électronique ! Et Leo Muscato qui transporte l'action dans l'Espagne d'Almodovar. Qu'est-ce qu'il y connaît à l'Espagne, le Tarentais Muscato ? Pas plus que Mérimée et Bizet en tout cas. Réflexe colonial ! Appropriation culturelle ! Ce Muscato mâle, qu'est-ce qu'il se croit le droit de faire faire à Carmen ? Une Gitane qui pis est. Fiction stigmatisante et raciste. Qu'on en finisse. Sus à *Carmen* !

Bon. Nous voilà quand même au Teatro del Maggio le 7 janvier, soir de la première – à guichets fermés pour cause de buzz. Dernier acte, attention ! Ça va chauffer. Carmen, qui ne vient plus pour mourir, sort son revolver, vise Don José et... Et rien. Pistolet en panne. Le ténor attend. La malheureuse, double victime d'un macho archaïque et d'un personnel incapable, appuie encore sur la gâchette. Pas un bruit. Professionnel, Don José tombe par terre pendant que Carmen s'acharne sur l'arme maudite qui refuse de venger la condition féminine. Sénatrice outrée, public hilare. Je vous donne mon billet que c'est un homme qui l'a fabriqué, ce flingue humiliant. À vos réseaux, les filles ! Balance ton accessoiriste ! •

ÉCOLE DE JOURNALISME

[PRESSE ÉCRITE] [RADIO] [TÉLÉVISION]



L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE **JOURNALISME**

JOURNÉE **PORTES OUVERTES**

● ● ● de 10h à 17h

Samedi 17 mars 2018 à Paris

Samedi 24 mars 2018 à Lyon & Montpellier

Rencontrez nos équipes

Attiré par l'actualité ou le monde des médias, vous êtes curieux de nature et recherchez une formation qualifiante à la rentrée 2018. Les journées portes ouvertes sont un moment privilégié pour votre orientation : venez nous rencontrer !



DIPLOME EUROPÉEN D'ÉTUDES SUPÉRIEURES BAC+3
Formation FEDE - Fédération Européenne Des Écoles

PARIS

8 rue Edouard Lockroy
75011 Paris
Tél. : 09 72 63 30 03

LYON

185/187 rue Léon Blum
69100 Villeurbanne
Tél. : 04 78 35 78 56

MONTPELLIER

2 rue Patrice Lumumba
34070 Montpellier
Tél. : 04 67 81 96 25

www.hej.fr - 09 72 64 02 80